

La Gueule ouverte

N° 233 / hebdomadaire / 25 octobre 1978 / 5FF

Suisse 3FS / Belgique 42 FB

Et si Lyon explosait?

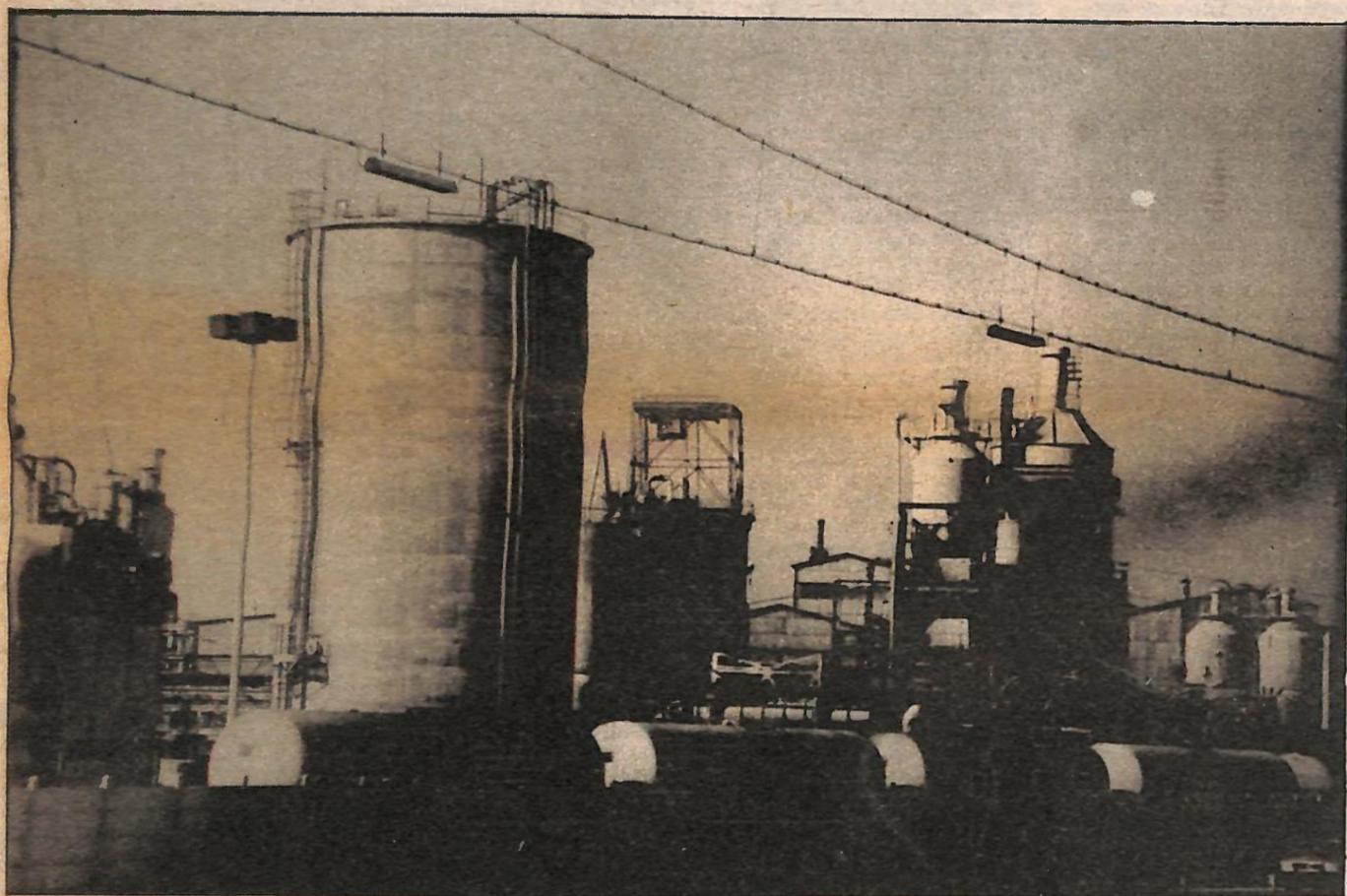


photo : GO/Philibert

Un produit
fabriqué
à Pierre Bénite
peut faire
explorer
l'agglomération
lyonnaise.
Son nom :
l'acroléine.
(voir p. 4 et 5)

Lycéens: un automne pour un printemps

(voir p. 10 et 11)



photo : GO/Djamila



photo : Gallocher

LES
AUTOROUTES
DU PETROLE
(voir p. 7 et 8)

Menez Stourm !

A propos de votre compte-rendu de la manif du 23 septembre à Brest, quelques personnes ont fait des comptes approximatifs : le journal local qui nous est le plus défavorable écrit : 12 000, les autres, en règle générale, tablent sur 15 000 qui est certainement le nombre le plus exact. Pour nous, il s'agit d'un succès incontestable car c'est le nombre de personnes que nous comptions réunir à Brest. La manif du dimanche précédent à Plogoff avait été estimée à 5 000 personnes; nous en espérons 3 ou 4 fois plus.

Les manifestations du printemps suite à la marée noire n'étaient en rien comparables à celle-ci. C'étaient des manifestations spontanées, de réaction, après une catastrophe subite dont la véritable cause était une affaire malheureusement classique de rentabilité à assurer à tout prix. La colère montait dans les rues, il pleuvait des cris de rage et des injures sur Brest en ce temps-là; l'agressivité auparavant contenue se libérait d'un seul coup. La manif anti-nucléaire était destinée à démontrer que les Bretons ne veulent pas de centrale nucléaire chez eux... ni ailleurs, elle a servi à évaluer l'intensité du soutien que nous aurons pour la suite, lorsque nous aurons à contrer les conséquences immédiates et à venir des décisions irresponsables des «élus» RPR.

En fait, cette manifestation constituait le point de départ de la popularisation de notre lutte. Nous la voulions «familiale et pacifique» afin de montrer clairement que nous continuerons, ici, à nous opposer au nucléaire jusqu'au bout dans la froide détermination qui caractérise notre peuple. Il en a été ainsi jusqu'à la dislocation.

Ce qui s'est passé après la manifestation nous aurait laissés presque indifférents s'il n'y avait eu les quelques petits dégâts que vous savez et surtout cette petite fille à demi-ébougnée, la malheureuse n'était pas de ceux qui étaient visés : c'est ça la violence, d'où qu'elle vienne elle atteint d'abord les innocents.

Quoi qu'il en soit, ces événements que nous redoutions plus que tout ont considérablement nui à l'impact de cette manifestation sur la population locale, cet impact était pourtant l'un des objectifs de cette calme démonstration. Ici comme ailleurs l'usage de la violence a toujours un effet contraire à l'effet désiré : voyez le FLB par exemple. Cependant, l'agressivité naturelle, certains trouvent commode de la libérer sur quelques CRS provocateurs et autres forces de désordre.

Ici au bout du monde, la lutte des CLIN et comités de défense, etc, restera non-violente, et si un jour nous devons avoir recours à la violence ça sera dans une situation de légitime défense contre une agression de l'Etat-EDF. Le peuple breton s'est fait bernier trop souvent (la dernière fois, c'était la plus que minable charte culturelle), il s'est fait exploiter trop durement, réduire à néant trop facilement pour accepter de se laisser faire encore une fois, une fois de trop.

Du côté de Porsmoguer, on se tient sur ses gardes car rien n'est joué, la décision finale sur le site appartenant au gouvernement après le choix truqué du conseil régional qui s'est porté sur Plogoff. Plus on s'éloigne de Paris plus on voit la démocratie avancer à reculons. Cependant, nous nous préparons à reporter notre action sur Plogoff qui va être le point chaud des prochains mois d'hiver.

Le CLIN de Porsmoguer ●

Européennes...

Merci à Arthur de son invite. Je voulais dire mon mot. Il m'y pousse. Alors voici quelques remarques.

1/ Je suis inquiet des divisions, qui surgissent entre nous et de la facilité avec laquelle on se voue mutuellement aux gémonies. On peut être d'accord sur le fond et différer sur la hiérarchie des priorités et surtout sur les moyens pour atteindre les objectifs; l'écologie implique la diversité et les nuances sur ce plan; la non-violence aussi. Laissons aux partis l'esprit monolithique et les excommunications: c'est incompatible avec l'écologie.

2/ Au sujet des élections européennes, je suis frappé de ce que, dans les arguments présentés, des considérations de caractère européen interviennent peu. Tout se passe comme si nous avions affaire à une élection locale ou nationale. Il serait bon aussi de considérer l'incidence de nos positions au plan européen et ce que peuvent en penser les «verts» des autres pays. Car s'il est un courant qui ignore les frontières, c'est bien le nôtre.

3/ Alors que les partis traditionnels ne s'intéressent qu'à tenir le pouvoir, ils risquent de se bagarrer faiblement pour avoir accès à une assemblée qui n'en détiendra guère. Raison de plus pour penser que la barre à 5% n'est pas hors de notre portée. En nous abstenant par principe (et non pour les seuls risques financiers) nous nous désolidarisons systématiquement de ceux qui en Allemagne, Hollande, Grande-Bretagne et ailleurs, présenteront des programmes écologiques. Est-ce juste?

4/ Dans une telle assemblée, les élus «verts» de diverses régions d'Europe formeraient un groupe fort homogène, d'une cohérence, quant aux

options fondamentales, très supérieure à celle de toute autre formation, y compris du groupe communiste qui, fortement minoritaire, s'efforcera d'en saboter les travaux tout comme leurs compères nationalistes de droite. La crédibilité du groupe écolo n'en serait qu'accrue; il jouirait d'un poids certain au sein du parlement et auprès de l'opinion.

Peu importe que pour le moment le pouvoir de ce parlement reste mince et que l'action écolo ne puisse qu'y être l'éternelle insistance de la «puce dans le poil du chien», selon la formule imagée d'un écolo hollandais. Sait-on jamais? Voyez en Italie le poids de notre ami Marco Panella et de ses trois collègues du parti radical au Parlement. Il est à parier qu'une douzaine de verts apporteraient un étonnant ferment dans une assemblée divisée et amorphe, percluse de nationalisme et servante des multinationales...

5/ L'obstacle majeur reste celui des 2 à 3 millions de francs lourds. Sans doute infranchissable puisque les écolos n'ont pas le sous et trouveraient difficilement assez de généreux mécènes pour se porter garants des frais encourus au cas où les 5% ne seraient pas atteints, qui ouvrent la voie au remboursement. Il restera peut-être alors à manifester notre réprobation comme le suggèrent les Amis de la Terre: de massifs bulletins nuls, mais partout identiques, qui pourraient être sous forme de tracts pour la journée du soleil («Sun-Day») qui aura lieu peu de temps après (le 23).

6/ En tout état de cause ces élections sont une occasion de montrer la solidarité entre écolos européens (celle que nous tenions à manifester en dépêchant ces jours-ci notre inlassable Jeanne d'Arc de l'écologie, Solange Fernex, auprès de nos amis de Bavière pour les aider dans les élections locales qui s'y déroulent). Une occasion de proclamer la dimension européenne de la plupart des maux dont nous souffrons et qu'aucun Etat-Nation ne veut appréhender. Une occasion aussi de souligner auprès de l'opinion que le mouvement et les exigences écologiques ne sont pas le fait de quelques farfelus ou illuminés mais l'expression de millions de gens à travers l'Europe.

Ce faisant nous nous épaulerons mutuellement et pas seulement au sein des «neuf»: les écolos Scandinaves, Espagnols, Suisses, Autrichiens, Portugais, Grecs, d'autres encore, comptent sur d'utiles retombées chez eux de notre

action ici. Nous ne pouvons les décevoir.

Le groupe d'action écologique européenne «ECOROPA» a la ferme intention de travailler dans ce sens auprès de l'opinion publique de toute l'Europe, pour autant que les écolos de tous pays répondent à l'appel et participent aux projets qui leur seront bientôt présentés, qu'ils soient ou non favorables à des candidatures vertes au Parlement Européen.

La formule lancée par l'un des nôtres, Denis de Rougemont, demeure : «Ecologie, région, Europe : même avenir».

Edouard Kressman ●

Météo nucléaire

De temps en temps on voit traîner au-dessus du plateau de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) de gros nuages noirs accompagnés d'un hélicoptère et de quelques avions, tandis que sur terre se cachent des véhicules pourvus de capteurs.

Et qu'est-ce que l'on en dit : «C'est pour faire de la pluie comme au bon vieux temps des sorciers et du dieu miséricorde». Mais voilà, c'est pour tout autre chose. Il y a 2/3 ans dans *Le Sauvage* on pouvait lire qu'il y avait des plans, des projets pour la construction d'une tour sèche sur le plateau, ça veut dire une centrale nucléaire à refroidissement à air. Ça risque de donner du joli, associé avec l'usine PUK et son fluor. Nous vous invitons à prier pour les bêtes et gens du coin !

Quelques personnes intéressées par ce futur désastre ●

Dernier carré

Lu dans le n° 229 : «A Plogoff, les Bretons forment le dernier carré de l'insurrection anti-nucléaire». Je vais vous situer notre cas. Le centre de Marcoule est à 2kms avec les piles G1, G2, l'usine de plutonium, le surgénérateur Phénix. A 10 kms au nord s'achève la construction de la centrale du Tricastin, Eurodif, Pierrelate. A 30 kms la construction de la centrale de Cruas vient de démarrer. Nous nous trouvons dans la plus formidable concentration nucléaire du monde. Devant le conseil général du Gard, le Professeur Koxwarski qui ne peut être soupçonné d'être anti-nucléaire a déclaré démentiel le projet Edf de construire une nouvelle centrale (4

fois 1300 MW) à 800 mètres du village. Il y a deux ans que nous menons la bagarre, que nous faisons l'information face à Edf. Tout ceci pour vous dire qu'il y en en France pas mal de derniers carrés et non pas un seul.

Guillaume, comité de Sauvegarde de St Etienne des Sorts (30200) ●

Le règlement...

Vendredi 13 octobre, 12 H 43, Gare de Blois. Une maîtresse auxiliaire de l'éducation nationale affectée dans un CES de Blois monte dans le train «corail» La Rochelle-Paris pour regagner son domicile à Olivet. Dans trente minutes, elle sera aux Aubrais. C'est bien les trains rapides !...

13 H. Un contrôleur vérifie les titres de transport. La prof montre sa carte de travail hebdomadaire.

«Mais Madame, vous n'aviez pas le droit de prendre ce train !»

-???

-Regardez ce qui est écrit sur votre carte. Là, vous voyez ? «Attention certains trains sont interdits». C'est depuis le 1^{er} octobre, celui-ci en fait partie...

-Ah bon !...

-Je considère que vous n'avez pas de titre de transport. Vous me devez 35 F.

-Comment ? Mais j'en ai un, de titre de transport. Si effectivement je n'ai pas droit à ce train avec ma carte de travail, je veux bien payer un billet au prix normal (15 F) mais pas d'accord pour payer une amende !»

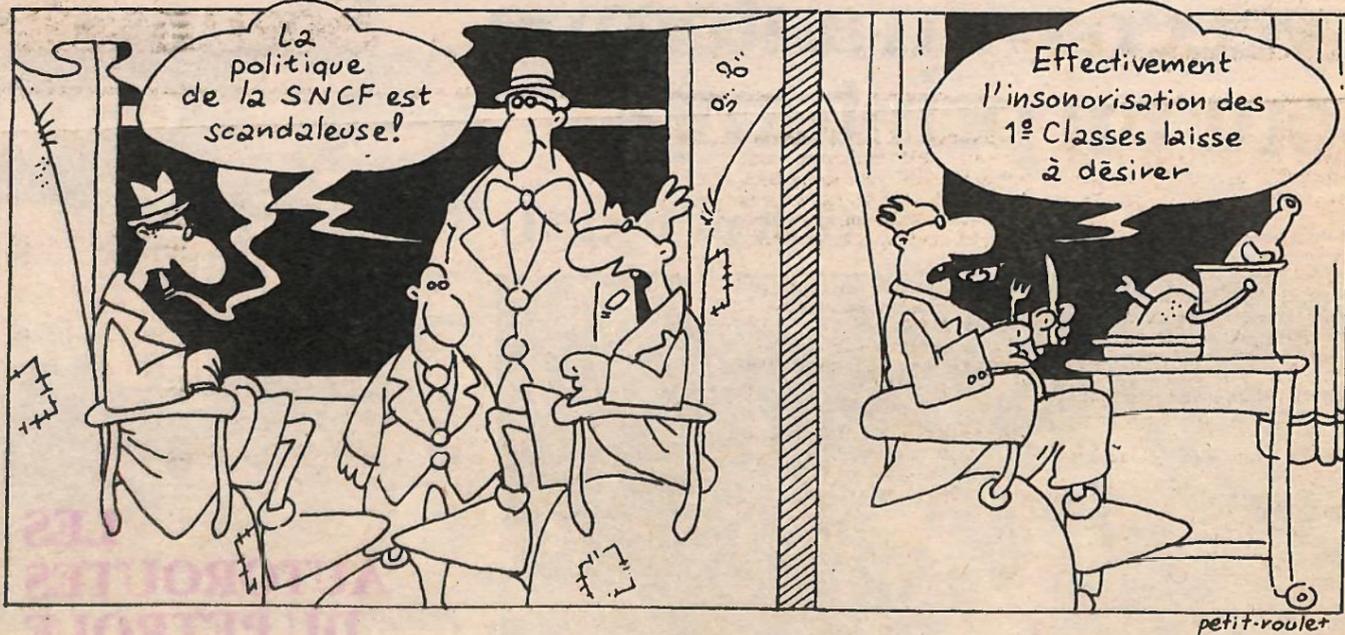
Devant une telle insolence, le contrôleur commence à perdre son calme :

«Madame, il y a des trains pour les travailleurs. Ce sont les omnibus. Vous n'avez qu'à les prendre, même si les horaires ne vous conviennent pas !»

-Si je comprends bien, en «échange» d'une réduction, la SNCF empêche les travailleurs de salir les banquettes des trains de luxe.

Puisque c'est comme ça je ne paierai rien du tout.»

Du coup le contrôleur perd ce qui lui restait de self-control. Dans un rugissement, «C'est un procès que vous aurez, et ça va vous coûter cher. J'emporte votre coupon «du jour» comme pièce à conviction !»



petit-roulet

Poison galopant



VINGT-quatre octobre, jour anniversaire de la fondation de l'ONU. Les pays membres sont priés de promouvoir une semaine sur le désarmement mondial. Notre beau pays s'honore tout particulièrement en poursuivant à cette occasion l'extension du camp militaire du Larzac et en programmant la construction d'un nouveau sous-marin atomique. Les grands principes et les grands sentiments ne font pas bon ménage.

Les grands principes du profit nous enseignent, par exemple, qu'il est sain d'avoir une agrochimie florissante. Pêchiney Ugine Kuhl-

mann se frotte les mains et versera une larme sur les futurs gazés à l'acroléine.

Ces mêmes préceptes indiquent aussi qu'il est bon de développer une industrie automobile offensive et un réseau autoroutier grand consommateur d'énergie fossile. Elf et Renault prospèrent et allumeront la flamme sur le tombeau du piéton inconnu.

Quant à l'industrie nucléaire, merci elle se vend bien, même si EDF et Westinghouse tressent ensemble à grands coups de rayonnements ionisants et de déchets radio-actifs, la couronne mortuaire de notre société nucléaire.

Armement, agrochimie, automobile, nucléaire : les bénéficiaires de la restructuration de la France capitaliste se portent bien. Quant aux grands sentiments, ils s'émoûssent. Dans les lycées, on détraque les cerveaux pour former une génération de petits techniciens presse-boutons. A l'usine, on traque les corps usés pour les réparer sommairement et les remettre à la machine. Quelquefois les lycéens s'arrêtent et occupent leur «bahut» sans boussole. Quelquefois les travailleurs renâclent et se réfugient dans un arrêt-maladie, contestation qui n'ose pas dire son nom.

Insidieusement, le poison inoculé envahit le tissu social. Trouvera-t-on, l'espace d'une rémission, l'anticorps alternatif pour le guérir ?

Yves-Bruno Civel ●

Administration
Bourg de Saint Laurent
en Brionnais.
71800 La Clayette
Tél: (85) 28 17 21
Télex: ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités, 100 F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patatras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40 F en timbres).

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

Sommaire

On ne meurt pas de ce qu'on devrait	p.6	Des Mickeys pour les femmes du PS	p.14
Les sergents au tribunal	p.9	Les immigrés du tri postal	p.15
Les Jurassiens plus suisses que les Suisses	p.13	33! Voilà les médecins-flics	p.16

L'acroléine au menu

A première vue, il n'y a aucun rapport entre une manifestation syndicale, des poulets en batterie, le camping de Los Alfaques, le steak de pétrole, la guerre de 14-18, l'acroléine de Pierre-Bénite et un raton laveur.

Cédric fait l'inventaire et remonte pour vous la chaîne absurde d'un produit toxique.

C'était un spectacle véritablement affolant. On ne savait pas ce qui nous arrivait. Dans le quartier nous sommes malheureusement habitués aux odeurs plus ou moins nocives, mais jamais encore pareille chose ne s'était produite. En quelques minutes les habitants du quartier, pris de malaises, suffoquant, tombaient évanouis sur la chaussée. Cette odeur qui nous emprisonnait n'a pas seulement persisté quelques secondes, mais bien une demie-heure.»

Un extrait du dernier bouquin d'Andrevon ? Une scène du prochain film américain à grand spectacle et effets spéciaux ? Vous n'y êtes pas. Ce n'est pas du cinéma. Ce n'est pas arrivé demain. C'est arrivé hier. Ou plus exactement le 12 octobre dernier, vers dix heures et demie. Et tous les lecteurs du Progrès lyonnais ont pu lire ce témoignage d'un restaurateur d'Oullins, dans la banlieue de Lyon, puisque c'est, une fois de plus, l'usine P.C.U.K. de Pierre-Bénite, juste à côté, qui avait encore fait des siennes. Un autre témoignage, puisé à la même source. Juste pour vous mettre un peu dans l'ambiance : «Bien vite, on commença à être opprésés, une terrible sensation d'étouffement, puis nous étions pris de nausées. Chacun tenait un mouchoir devant sa bouche, un véritable étouffement nous enserrait la poitrine.»

Ce 12 octobre donc, poussé par un petit vent frivole, un joli nuage d'acroléine que les Produits chimiques Ugine Kuhlmann viennent malencontreusement de relâcher dans l'atmosphère, s'abat sur le quartier de La Saulaie à Oullins.

L'alerte étant aussitôt donnée par les responsables de l'usine, le plan Orsec-Tox est immédiatement déclenché tiens, non. Le plan Orsec-Tox n'est pas déclenché - existe-t-il seulement ? Et aucune évacuation des populations n'est entreprise. D'ailleurs, la direction de l'usine ne donne pas l'alerte. On évacue tout de même des



Photo : GO/Philibert

personnes gravement atteintes. «On» : des sauveteurs qui ne sont nullement équipés pour ce genre d'intervention. Certains perdent connaissance à leur tour. Devant ces malaises subits, ces évanouissements, ces enfants pris de vomissements, des habitants du quartier téléphonent à, Dieu sait pourquoi, l'usine P.C.U.K. de Pierre-Bénite. Ils sont immédiatement rassurés. «Il ne s'est rien passé d'anormal» ce matin dans l'usine.

Rien d'anormal, en effet

Et pourtant, pourtant ces symptômes tous les voisins de cette usine les connaissent - à un degré d'habitude moindre, heureusement. Depuis 1967, année de la mise en route de la fabrication d'acroléine, une quinzaine, une vingtaine peut-être d'«incidents» sont intervenus. Rappelons pour mémoire la fausse manoeuvre qui provoqua, le 10 juillet 1976, la vidange d'un wagon entier d'acroléine dans le Rhône (360 tonnes de poissons tués), ainsi que l'explosion d'un stockage de cinq tonnes

du même produit qui faillit provoquer une catastrophe sans précédent le 19 décembre 79 (cf. G.O. du 23/12/77 et du 13/10/77). Sans oublier qu'en plus des incidents recensés, il y a toutes ces petites fuites plus ou moins chroniques qui expliquent la santé fragile des populations environnantes.

L'acroléine, en effet, $CH_2 = CH - CHO$ pour les intimes et les chimistes, est un produit peu sympathique. Allons à l'essentiel. La fiche toxicologique n°57 de l'I.N.R.S. la décrit comme un «produit très inflammable» et qui «peut réagir vivement avec les produits acides, basiques ou les oxydants». En soi, c'est courant. Mais par ailleurs «par inhalation, l'acroléine exerce une action immédiate intense sur les muqueuses respiratoires, infligeant des lésions sévères aux conduits trachéo-bronchiques et provoquant des atteintes du parenchyme pulmonaire d'une extrême gravité». Par ailleurs, «par contact le liquide peut provoquer des brûlures». Sur les yeux, ça donne à peu près le même résultat que le vitriol.

Enfin, les intoxications chroniques «semblent se manifester par une irritation des muqueuses oculaires et respiratoires, ainsi que par des céphalées avec nausées. Des réactions cutanées irritatives par sensibilisation ont été également observées». Toutes qualités qui ont valu à l'acroléine d'être utilisée comme gaz de combat en 14-18....

499.000 absents

Tout n'est pas si sombre dans ce tableau, par exemple, à quelques centaines de mètres de l'usine P.C.U.K. se trouvent deux hôpitaux spécialisés dans le traitement des poumons : Jules Courmont et Ste-Eugénie. Ainsi, les problèmes de transport des gazés sont simplifiés. Directement du producteur au consommateur. N'est-ce pas merveilleux ? A moins, bien sûr, d'envisager qu'un nuage toxique poussé dans cette direction, voire une pollution chronique, n'achève des malades (le poumon, vous dis-je !) quand des bien-portants seraient à peine affectés...

Depuis l'explosion finalement sans gravité (l'acroléine se décompose en brûlant) d'un stockage de cinq tonnes, la direction de l'usine a cédé aux instances des syndicats et mis hors course les ballons de stockage d'une capacité supérieure à cent tonnes (celui de deux cent cinquante tonnes par exemple). Ainsi, dans l'hypothèse la plus grave de rupture d'un grand stockage d'acroléine sans inflammation, par vent de sud-ouest, un demi-million de Lyonnais seulement mourront gazés. C'est pour quoi l'on n'attendait que cinq cent mille manifestants, le 17 octobre dernier, lors de la première réaction de la population - enfin ! Las : un seul petit millier de morituris sont venus saluer leur César, P.C.U.K. ! Mais ce n'est pas le plus triste.

Le plus triste, c'était la débilité («état de grande faiblesse», note du Petit Larousse) des mots d'ordre et objectifs. «P.U.K. doit payer» par exemple, payer quoi ? Une banderole précise : «une vraie sécurité». Ce qui n'a guère de sens quand on sait que le dernier accident, par exemple, est intervenu sur une partie du processus de fabrication récemment repensé et révisé et contrôlé par les mines, le C.H.S. et les syndicats. Pour Jean-Luc, animateur au centre social de La Saulaie, le problème se pose dans les mêmes termes que pour le nucléaire : «Quels que soient les investissements consentis, la sécurité n'est jamais absolue». Mais bon, pour la C.G.T., une manifestation, c'est contre le patron, et pour exiger quoi ? Qu'il paie ! Et l'adjoint au maire communiste de Pierre-Bénite se félicitera en fin de manif d'avoir obtenu, après une heure d'après négociations avec la direction de l'usine, qu'elle paie les frais médicaux des personnes intoxiquées. Remarquez, pour le PC et la C.G.T. - même si dans son tract elle ne mentionne pas une fois le mot «acroléine» - participer à une telle manifestation représente un progrès considérable puisqu'en juillet dernier ils manifestaient après une interdiction - toute-

provisoire - de l'acroléine par le Préfet, pour la reprise de la production de cette saloperie....

Tiens, puisqu'on parle du Préfet, saluons en M.Olivier Philipp, un champion de la ruse et du faux-fuyant. Le Progrès du 14 octobre rapporte «qu'il a décidé d'interdire tout nouveau redémarrage de l'unité d'acroléine» et s'étonne de ce que M. Zalmansky, directeur de l'usine, lui ait affirmé que la production continuait. Vous n'avez rien compris, réplique en substance le Préfet le lendemain, en interdisant le redémarrage, je n'ai pas interdit que la production commencée continue. Et comme malgré l'incident elle ne s'est pas arrêtée, elle continuera «jusqu'à épuisement des produits de base», environ trois semaines plus tard. Elémentaire, mon cher Watson ! Manque de bol pour le Préfet comme pour P.C.U.K., le jour même où paraît cette mise au point, une panne électrique sur une pompe paralyse la production d'acroléine, les Lyonnais respirent....

Mais revenons à notre manifestation. La C.F.D.T. se montre quand même plus réaliste que la C.G.T. Son tract «ni chômage, ni pollution, non au chantage de P.U.K.» invite «la population et les travailleurs de l'usine de Pierre-Bénite à s'opposer par tous les moyens au redémarrage de cette fabrication»... tant qu'un certain nombre de préalables plutôt douteux ne sont pas remplis :
- «tant que ce produit ne sera pas reclassé» (houais, bof !)
- «tant que des recherches médicales n'auront pas été menées pour traiter efficacement les intoxications, brûlures par l'acroléine» (le problème par le mauvais bout)
- «tant que la sécurité des travailleurs et de la population sera jugée insuffisante» (oui, mais par qui ?)
- «tant que la maîtrise scientifique et technique de la fabrication, du stockage et du transport de l'acroléine, ne sera pas effective» (à nouveau, qui en juge et comment ?), «ce qui implique d'embaucher du personnel» (ah bon, condition nécessaire, peut-être, mais suffisante ???)

Arrêtons là : il faut fermer cette usine, arrêter cette production plutôt. Telle était la conviction de nombreux manifestants (seuls quelques gamins de douze ans ont osé le crier à voix haute), telle est aussi la conviction de nombreux voisins de cette usine, y compris pour certains de ceux qui y travaillent. Même Roland Bernard, maire socialiste d'Oullins, est prêt à l'admettre, «si la démonstration est faite que la sécurité est impossible» dit-il. Elle sera faite quand, la démonstration ? Quand il y aura des morts ? J'insiste pas, je sens que je vais m'énerver.

Stupides volatiles

Et puis, ne parlons plus de tout ça. C'est trop flippant. Parlons plutôt du sujet à la mode en ce moment à La Gueule Ouverte : l'élevage industriel du poulet. Vous savez de quoi ces pauvres bêtes sont gavées ? De soja (importé des Etats-Unis), additionné de méthionine de synthèse, fabriquée artificiellement si vous préférez. Supposons - simple hypothèse d'école - que la production industrielle de méthionine soit brutalement stoppée, que deviendront nos stupides volatiles ?

On pourrait peut-être trouver de la méthionine dans la nature. D'autant plus même que ce produit n'est rien d'autre qu'un des acides aminés constituant fondamental des protéines animales et que si le soja, comme toutes les légumineuses et oléagineuses, en est fort dépourvu, les céréales par contre en renferment des quantités importantes. La France, à l'heure où nous bouclons, serait plutôt exportatrice de céréales....

Rien n'interdit d'ailleurs de pousser le raisonnement plus loin. Les protéines animales sont généralement bien équilibrées en acides aminés, et de ce point de vue au moins nous sont facilement assimilables. Mais un adulte en tout cas peut fort bien s'en passer s'il absorbe suffisamment de protéines végétales, à condition d'associer céréales (pauvres en lysine - autre acide aminé) et légumineuses (ou graines oléagineuses) (1). Quand on sait qu'un animal ne

restitue, sous forme de viande, que 6 à 20 % des protéines qu'il consomme, on mesure le gaspillage actuel....

L'élevage industriel du poulet est donc une monstruosité économique, et c'est là que je voulais en venir. Pas du tout : la synthèse de méthionine artificielle est une chose doublement inutile, parce que la matière première de ma méthionine de synthèse, c'est l'acroléine, on s'en serait douté.

Quant à la matière première de l'acroléine, c'est du propylène, venu de Feyzin à Pierre-Bénite par pipe-line. Propylène, ça ne vous rappelle rien ? Los Alfaquès, voyons, les joies du camping....

De matière première, en matière première d'ailleurs, on finirait par aboutir au pétrole. Hé oui : on en parle moins du «steack de pétrole» depuis quelque temps. Mais on en mange sans le savoir... Toute alimentation artificielle à base d'acides aminés - de protéines - de synthèse est donc condamnée à terme, puisque nos stocks de pétrole ne sont pas inépuisables. Et l'on ne peut rêver de la fabrication de protéines artificielles comme d'un «grand espoir pour l'alimentation humaine», comme le faisait Pierre Rossion dans «Science et Vie» de mai 78, que si l'on oublie que l'homme ne sait pas assembler le carbone, l'hydrogène, l'oxygène et l'azote, même si ceux-ci «existent en quantité quasi illimitée dans le sol ou l'atmosphère», et que force lui est donc de recourir aux produits de la photosynthèse, les plantes, vivantes (agriculture) ou fossiles (pétrole).

L'acroléine, ça peut tuer, demain, la moitié de Lyon, et ça sert à rien, parce que la méthionine ça sert à rien, et que commencer à baser l'alimentation humaine sur les stocks fossiles limités, c'est courir au casse-pipe. L'agriculture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié....

L'acroléine ? Laissez tomber.

Cédric ●

(1) Cf Pierre Parodi, Efficacité des moyens pauvres dans l'aide au Tiers-Monde, c/o l'Arche, La Borie Noble, 34260 Le Bousquet d'Orb.



photo : GO/Philibert

On ne meurt pas de ce qu'on devrait

Les effets biologiques à long terme des rayons ionisants sont d'autant plus difficile à mesurer que les victimes doivent leur décès à des causes complexes.



La conférence de presse du GSIEN, la semaine dernière (Groupe des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) à l'invitation des Amis de la Terre, tenait à la fois du sérieux des savants et de l'esprit Hara-Kiri. Comment déterminer au plus juste les risques de cancer induits par la radio-activité, alors que des tas de facteurs viennent fausser les statistiques? La moitié des petits leucémiques meurent de pneumonie, des cancers du poumon sont fauchés par des accidents de la route, sans compter les statistiques officielles qui, par leurs falsifications, ajoutent à la tâche déjà ardue du chercheur. Le docteur Alice Stewart, de l'Université de

Birmingham, apportait sa caution de dame très digne et très compétente sur les problèmes d'immunologie.

Extrapolations hardies

Des normes légales concernant la radio-protection, tant des travailleurs de l'industrie nucléaire que des milieux hospitaliers, ont été établies. Ce sont ces normes qu'une équipe de chercheurs - Thomas Mancuso, George Kneale et Alice Stewart - conteste, forte de son étude sur le centre nucléaire de Hanford (Etat de Washington, USA). Ces normes sont issues de recommandations de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) et résultent essentiellement des études statistiques effectuées sur les survivants japonais des bombes A, des malades soignés par radiothérapie et de l'expérimentation animale. Pour calculer les normes de la population humaine, en bonne santé et en temps de paix, on fait des extrapolations hardies qui partent d'un principe simple: il suffit de faire le rapport effet-sur-dose (proportion de cancers en fonction de la dose de radioactivité) sur quelqu'un de fortement irradié, pour déterminer les risques pour quelqu'un de faiblement irradié. En d'autres termes, en sachant la dose d'irradiation qu'il a fallu à un voisin d'Hiroshima ou de Nagasaki pour contracter son cancer,

on calcule le seuil à partir duquel un travailleur nucléaire risque le sien. En deçà du seuil, le travailleur, ou le voisin de la centrale, est censé être à l'abri du danger.

Le trio Mancuso-Stewart-Kneale a analysé les données relatives aux travailleurs de Hanford, en tenant compte de toute leur histoire, leur naissance, leur santé, les années passées au centre, les années suivantes et finalement, leur mort: la conclusion, présentée en mars 1978 au Congrès de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique à Vienne, fait apparaître un risque professionnel réel pour les travailleurs de Hanford et une proportion de 5% de cancers due aux rayonnements ionisants (essentiellement des cancers de la moëlle des os, du poumon et du pancréas).

Ces résultats, obtenus d'après une étude portant sur une période de trente ans (1944-1977), coïncidaient étrangement avec les travaux effectués, pour la même période, sur les survivants japonais et les embryons: ils remettaient en cause la notion généralement admise de décroissement parabolique. De même que, tout à l'heure, nous avons vu que la courbe de risque était établie par extrapolation à partir de fortes irradiations d'explosions atomiques, il faut savoir que la conclusion des expertises officielles était: plus la dose décroît, plus l'effet est petit jusqu'à arriver au point zéro.

Or, les travaux de notre trio scientifique ont permis de constater que, même à très petite dose, l'effet des radiations est toujours sensible, non pas proportionnellement au décroissement, mais dans le sens d'un plus grand risque. Par exemple: si on reçoit 5 rems par an, pour l'estimation officielle, c'est bien moins que le dixième de 50 rems, c'est zéro. Pour Alice Stewart, 35 sont décédés de cancer radio-induit. Or, si on suit les courbes officielles il aurait dû y en avoir: 0 selon les Français, 3 selon les USA...

Cancer et sécurité

Les travaux des trois scientifiques ont permis de bousculer une autre idée reçue: un cancéreux meurt de son cancer. Souvent, malheureusement, le cancéreux meurt d'autre chose. «Savez-vous pourquoi la découverte des antibiotiques a été suivie d'une recrudescence des leucémies?» devait demander Alice Stewart. Non pas parce que l'un entraîne forcément l'autre, mais parce que les gens vivaient à partir de ce moment suffisamment longtemps pour qu'on découvre la vraie cause de leur maladie... Or, le cancer qui se caractérise par la prolifération des cellules est une maladie qui connaît un long temps de latence, au cours duquel la susceptibilité aux autres maladies augmente (surtout vers la fin). Ce qui explique

qu'une leucémie, cancer du système immunologique, favorise la pneumonie.

Je ne voudrais pas démoraliser nos lecteurs avec des sujets macabres, mais à votre place, je n'hésiterais plus à faire de la moto et de la plongée sous-marine, vous vous éviterez peut-être une lente agonie.

Pour terminer sur une note gaie, sachez que la radiation naturelle, dont les tenants du nucléaire se targuent pour nous infliger leurs rems à la pelle, ne contribue au cancer que pour des personnes de plus de soixante ans environ. Pour les gens jeunes et en bonne santé (la majorité de nos lecteurs, je suppose) il se produit un processus de réparation pour lutter contre l'effet destructeur des rayonnements ionisants. Si ça fausse les statistiques, c'est toujours consolant pour nous, d'autant plus que les promoteurs du nucléaire ont en effet la bonne soixantaine. M.M. Boiteux, Delouvrier and Co sont les premiers visés par le néoplasme. Ce ne serait que justice.

Catherine Decouan

G.S.I.E.N. 2, rue François Villon
91400 Orsay

Problématique antinucléaire

A l'aube de l'assemblée générale du Réseau des Amis de la Terre, Yves Lenoir examine les différentes tendances de l'écologie face à la politique. Ni solitude, ni absence: l'écologie politique reste à élaborer.

Le RAT mène actuellement des négociations avec des organisations - CFDT, FEN, PS, PSU, MRG, UFC, CSCV, FFSPN, etc - en vue d'élargir le Front antinucléaire et favoriser la prise en compte d'autres objectifs énergétiques.

La chronologie des événements est la suivante:
- au printemps 77 l'AG des AT délègue quatre de ses membres auprès de la CFDT pour élaborer des positions et des actions communes sur le nucléaire;
- début 78 la CFDT et le RAT se mettent d'accord sur un texte qui articule autour d'un moratoire de trois ans un certain nombre de procédures démocratiques destinées à accroître le contrôle social sur l'énergie. Il est prévu d'œuvrer à une extension de l'accord;
- printemps 78 l'AG du RAT approuve l'accord et nomme une délégation de cinq membres qui doit, conjointement avec la CFDT sur la base du texte commun, rencontrer des organisations politiques et syndicales et des associations pour établir une plate-forme sur l'énergie et relayer les initiati-

ves locales et régionales contre le développement nucléaire et pour des alternatives énergétiques.

Virages

Les choses ont depuis évolué rapidement:

- Des Coordinations Energie Développement, CED, structures informelles où se retrouvent des personnes appartenant à diverses organisations, se sont constituées. Elles ont à jouer un rôle d'information, de communication et de proposition. Elles sont une amélioration et une systématisation des coordinations ayant vu le jour depuis un an ou deux.

- Le PS semble aujourd'hui prêt à prendre une part importante à la remise en cause du programme énergétique décidé par le gouvernement. Alors qu'en juin dernier il conditionnait son adhésion au projet du RAT et de la CFDT par celles du PC et de la CGT, c'est-à-dire que l'Union de la Gauche et le Front syndical jouissaient de la priorité politique, il vient de manifester la volonté de

conclure l'accord tel que, refusé par le PC et CGT, et prend des dispositions pour que la base et les élus PS s'engagent plus avant dans le débat sur l'énergie. Il pourrait même, par des initiatives spectaculaires, se poser, en tant que force politique, comme critique du développement nucléaire et partisan d'autres solutions.

Les exégètes s'amuseront à lier ce virage à la dramatisation récente des luttes de clan au sein du plus grand parti de gauche et à un calcul politique qui aurait montré que le moment était propice à un ralliement électoral de la mouvance écologiste et anti-nucléaire, très atteinte par une sacrée série d'échecs sur le terrain. Ils auront raison, sans doute, mais qui reprocherait aux tacticiens du PS de ne pas laisser passer les bonnes occasions?

Le champ des possibles

La situation exige lucidité et engagement. Plusieurs évolutions sont envisageables:
- les écologistes refusent l'alli-

avec tout ce qui est du politique et/ou du syndical et optent pour la revendication culturelle dans un cadre associatif. Mais le nucléaire n'est pas qu'une affaire culturelle...

- à l'inverse les écologistes tentent la politique de l'absolu en refusant un accord partiel qui risque d'être ressenti comme partisan («on» le fera certainement passer pour tel). Mais n'est-il pas utopique d'attendre «du» PC et de «la» CGT une participation au mouvement antinucléaire? Le mouvement est-il par ailleurs capable de sortir de l'impasse sans alliés, sans les «travailleurs» (les syndicats ne s'engageront pas seuls aux côtés des écologistes)?
- enfin ils peuvent passer la main en concrétisant l'actuelle phase de latence et de réflexion par la perte de toute autonomie; ils iraient militer écologiquement dans les partis et les syndicats. Mais comment la dynamique qu'ils ont suscitée pourrait-elle progresser sans un mouvement anti-nucléaire indépendant et radical?

Voilà, me semble-t-il, délimité le champ des possibles.

Nous savons que nous ne pouvons gagner seuls et que sans nous les «nécessités politiques» et les «réalités économiques» conduiraient, de compromis en compromis, à la soumission aux diktats de la nucléocratie et du gouvernement, donc qu'il n'est question, pour nous, côté partis et syndicats, que d'alliances.

Pour être conséquents avec nos aspirations nous avons à prendre le taureau par les cornes:
- nous mettre d'accord sur une analyse politique des réalités présentes (donc intensifier les contacts avec la CIME et les autres composantes du mouvement, par la biais de la G.O. éventuellement)
- élaborer collectivement une stratégie politique (objectif le contrôle social)
- conserver, développer et coordonner toutes nos capacités d'intervention.

Ces questions sont parmi les plus importantes à l'ordre du jour de l'AG du RAT qui va se dérouler du 28 octobre au 1er novembre à Seignosse dans les Landes.

Yves Lenoir

La dictature à quatre roues

Qui, parmi les badauds venus admirer les rutilants modèles 79 au salon de l'auto, sait qu'un rapport gouvernemental condamne définitivement le chemin de fer et que des CRS «protègent» en Haute-Savoie une carrière dont les graviers serviront à la construction d'une autoroute ?

Thorens-les Glières: pour quelques graviers de plus...

Les gendarmes ont nettoyé le terrain d'une carrière occupée par les défenseurs de l'environnement. Au nom de qui ? Au nom du fric.

Pour que la démocratie soit ce qu'elle prétend être, c'est-à-dire «le moins pire» des systèmes politiques, il faut, au minimum, qu'elle puisse fonctionner.

Or elle ne fonctionne pas. La cellule de base, la commune, n'a aucun pouvoir. On ne sollicite la commune que lorsque les suffrages des électeurs permettront de mettre en place des pouvoirs, les vrais pouvoirs. Ceux qui cachent, derrière un «intérêt public» mythique, les intérêts bien réels d'un groupe de banques.

Exemple : le racket des autoroutes. Il est déjà, quand on y pense, un peu fort de café que le citoyen soit obligé de payer pour circuler sur l'espace public, le sien. C'est une occupation financière du territoire qui rappelle les méthodes des gangs de Chicago mettant en coupe réglée le pavé citadin. C'est l'espace changé en marchandise. Quelques financiers investissent dans le bitume, partagent les risques (mais pas les bénéfices) avec les pouvoirs publics en se faisant aider, et rançonnent enfin à leur guise le client au péage en augmentant les tarifs... Quelques jours avant les vacances, par exemple. Sans oublier la saignée, 300 mètres d'emprise, d'une autoroute dans un paysage détruit, un environnement à jamais perturbé.

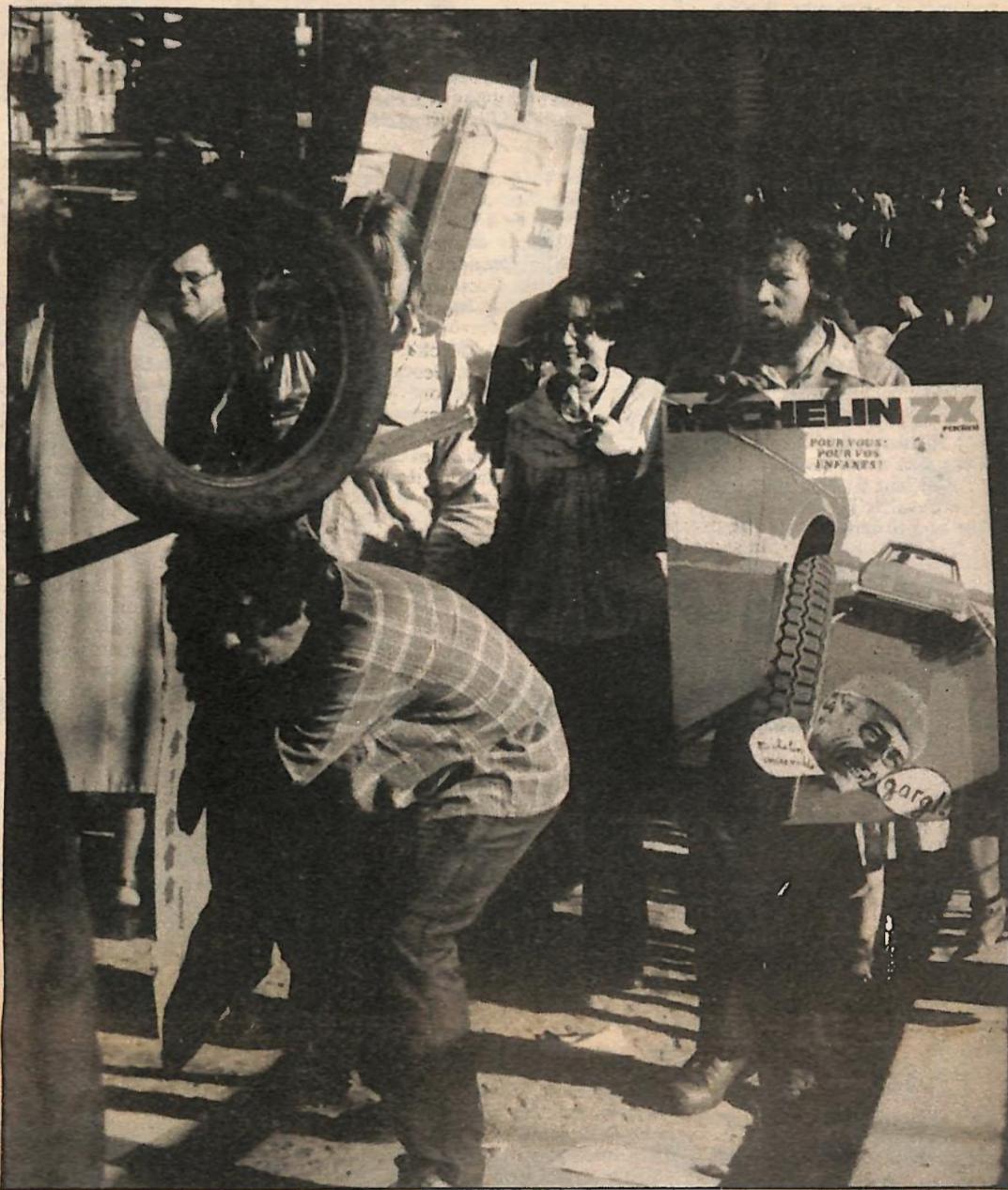
Mais, allez-vous me dire, les gens réclament des autoroutes. Si il y a offre, c'est qu'il y a demande. Les gens qui veulent des autoroutes sont les gens qui circulent et hésitent à se risquer sur des nationales délabrées que l'Etat se garde bien d'entretenir pour pousser les clients vers les péages. Les gens qui circulent sont les notables, les hommes d'affaires et les touristes. Ce sont rarement les paysans, les ouvriers d'usine et encore plus rarement la moitié des Français qui «ne partent pas en vacances».

En revanche, les gens qui subissent les contraintes des autoroutes sont justement ceux qui ne profitent quasiment jamais de leurs «avantages». La démocratie fonctionne bien de manière unilatérale.

Dernier exemple : Thorens-les Glières, Haute-Savoie.

Toujours les cognes

Ce petit village de 1500 habitants, où les notables vont régulièrement féliciter les maquis victimes de la barbarie nazie des Glières (alors que ces mêmes notables étaient bien planqués au chaud pendant l'occupation), ce petit village a donc le douteux privilège de posséder une carrière qui intéresse la Société des Autoroutes Rhône-Alpes, l'AREA. Cette société, elle-même douteuse (la Cour des Comptes a mis l'accent sur des irrégularités de gestion en 77), achève la liaison Lyon - Genève et veut du gravier, mais du gravier bon marché. Une carrière privée de Thorens vend le gravier 6F le mètre cube. Le cône d'éboulis naturel de deux hectares que vise l'AREA appartient à la commune et les matériaux y seraient



Sacrilège devant le Salon de l'Auto

Ils étaient nombreux samedi porte de Versailles à faire la queue devant l'entrée du salon de l'auto, impatients d'admirer les rutilants bolides, ces symboles de standing et d'évasion. Une immense procession silencieuse se pressait aux portes des lieux saints du Culte.

Soudain, ô profanation, un chemin de croix d'automobilistes repentis se fraye un passage dans la foule. En tête du défilé, un malheureux pénitents ahane sous le poids d'une lourde croix surmontée d'un pneu d'automobile. Un tortionnaire le fouette et l'invective: «tu as payé, crétin, maintenant roule!». Suit un cortège d'autres pénitents traînant des vestiges automobiles divers, et distribuant des tracts invitant le public «à ne pas se laisser faire par les marchands d'autos qui vous ruinent, vous fatiguent, détruisent la ville et empêchent toute amélioration des transports».

Les policiers, inévitablement présents sur les lieux, rongent leur frein (!), ne pouvant intervenir pour empêcher cette mascarade qui semble les excéder profondément mais a la faveur du

public. L'un d'entre eux, brusquement saisi d'une rage folle, se précipite sur une innocente jeune fille qui arbore fièrement le titre de «Miss Epave 1978», pour lui arracher la vieille portière de voiture qu'elle traîne. Les pénitents ne jugent pas opportun de porter plainte contre ce vol public, car ils ne veulent pas ajouter à la peine de ce pauvre policier qui est probablement un automobiliste en état de manque.

Qui sont ces audacieux blasphémateurs? Ils se présentent comme des usagers des transports, des cyclistes et des piétons protestant contre la marée automobile. Les propriétaires d'autos dans Paris, disent-ils, sont numériquement minoritaires mais cette minorité est... écrasante et bruyante, elle empuantit l'air et envahit le moindre espace disponible: piétons, cyclistes, garez-vous...

Cet état de fait est dénoncé depuis des années. Mais les responsables de la circulation s'obstinent depuis vingt ans à vouloir transformer Paris en autodrome, en essayant de donner le change par quelques rues piétonnes et autres pistes cyclables-alibis.

C'est aussi pour forcer le mur du silence et de l'impuissance qu'ont été imaginées les «grèves de la circulation», qui consistent en des blocages provoqués de la circulation automobile (la 6ème opération de ce genre, vendredi 13 octobre au métro Belleville, a bloqué un quartier pendant deux heures). Bien sûr, ces «grèves» forcées sont mal ressenties par certains automobilistes dont on comprend les motifs. Mais y a-t-il d'autres choix? Doit-on continuer à rédiger des tonnes de littérature sous forme de lettres aux autorités, livres, dossiers et articles, comme on le fait depuis dix ans, sans aucun résultat?

Patricia Philipp
Rémy Georgeot
Jean Macheras

Militants de
Paris-Ecologie
35, rue Bergère Paris 7ème
et de Combat-Transport
63, rue Raymond Losserand
Paris 14ème Tel 322 72 85

La dictature à quatre roues (suite)

seulement «empruntés» au tarif de 50 centimes le mètre cube. Il n'y a pas de petits profits pour une société qui vend 4F le km parcouru entre Lyon et Annecy, un record difficile à battre.

Le 1er août 77, le conseil municipal de Thorens apprend les projets de l'AREA par la bande et décide aussitôt de refuser toutes discussions. Non, c'est non. La carrière de Bois Brûlé serait exploitée pendant deux ans, la montagne largement entamée malgré le «rideau d'arbres» promis par l'AREA, et 24000 camions troubleraient la vie du village en passant notamment devant un centre psycho-thérapeutique pour enfants handicapés.

Les habitants de Thorens se croyaient s'en doute maîtres chez eux. L'Etat leur fit bien voir que non. La bataille juridique s'est achevée mardi dernier avec l'em-

ploi inévitable de la force publique. Deux escadrons de gendarmes mobiles ont débarqué à l'aube, bousculé les gens accourus et protégé les bûcherons qui vont déboiser «Bois Brûlé» pour le compte de l'AREA. La force, toujours la force. Les gendarmes, toujours les gendarmes. Les crosses de mousquetons, les coups, les têtes fermées. Ils ne connaissent que ça: la force. Et ils nous font croire qu'on vit en démocratie libérale. Il en aura fallu des actes de violence pour imposer la démocratie nucléaire muselée...

1200 des 1500 habitants de Thorens ont donc adhéré dès le départ de l'affaire à une association de sauvegarde de l'environnement, l'ASET, présidée par un ancien militaire. On se bagarra ferme avec le préfet et les pouvoirs publics. Les députés comme le giscardien Brocard affirmèrent qu'ils «comprenaient les préoccupations de Thorens», formule vague qui n'engage à rien, ne mange pas de pain et fait toujours plaisir. Idem à l'Elysée et au Ministère de la Qualité de la Vie (d'Ornano), où l'on se gargarise fort de la démocratie locale et où l'on se

garde bien de contrecarrer les projets des grosses sociétés. A Thorens on croyait ferme que les démarches aboutiraient. On croyait peut-être aussi à la démocratie. Les habitants occupèrent le site, montèrent la garde hiver comme été, jusqu'à la fin de l'arrêté préfectoral qui autorisait l'AREA à occuper Bois Brûlé.

La paix n'a pas de prix

Mais en face, il y avait la Justice, c'est-à-dire la loi du plus fort. La cour d'appel de Chambéry finit par autoriser l'AREA à expulser les propriétaires des lieux. La loi est toujours du même côté, que ce soit à Paris, à Cruas-Meysses ou à Thorens. Dans un tract du 20 mars 78, les défenseurs de l'environnement élargissaient le débat: «Le cas de Thorens-Glières souligne une nouvelle fois, l'Actualité du Problème du POUVOIR de DECISION des COLLECTIVITES LOCALES, en particulier, pour TOUTES DECISIONS pouvant avoir des conséquences sur l'Environnement ou la Qualité de Vie des Populations.

Actuellement, l'ETAT «INCAR—NATION JURIDIQUE de la NATION», détient le POUVOIR ABSOLU dans ce domaine. Les Populations Locales concernées n'ont aucun moyen LEGAL de se faire entendre et ne peuvent alors que s'insurger, le plus souvent sans succès, contre les décisions de caractère autoritaire et arbitraire; Thorens-Glières n'est qu'un exemple de plus à ajouter à une liste déjà fort longue. Thorens-Glières lutte pour son environnement, sa qualité de vie, et son bon droit, c'est bien évident, mais il LUTTE AUSSI POUR TOUTES LES COMMUNAUTÉS LOCALES de FRANCE, car TOUTES ont connu, ou CONNAITRONT, dans l'AVENIR, des PROBLEMES du même ordre.

Les Maires de FRANCE ne mémentiront pas, qui ont à lutter quotidiennement contre l'AUTORITARISME TOUT PUIS—SANT DE L'ADMINISTRATION.

C'est bien là qu'est le problème et la philosophie d'une histoire qui est loin d'être close (on nous permettra d'être discret sur les moyens envisagés pour gêner

l'AREA): c'est la notion même d'intérêt public qui est à revoir. Comme pour les sites nucléaires, l'intérêt public ne peut se concevoir quand il s'exerce au détriment des personnes concernées, quand il est défini par quelques bureaucrates au service du fric (Edf au service de Creusot-Loire et de la mégamachine, les Préfets au service des banques). Raisonons par l'absurde: imaginons que l'on consulte vraiment les intéressés. On ne fera pas croire que les Hauts-Savoyards n'auraient pas pu proposer une carrière moins destructrice que celle de Thorens. Seulement il faut payer le gravier et comme la qualité de la vie n'a pas de prix, comme l'environnement n'est pas monnayable, c'est toujours le prix du gravier qui gagne...

Mais un jour l'utopie gagnera. Les gens seront si bien chez eux qu'ils n'auront plus besoin d'autoroutes. Ils voyageront mais sans se presser. Un jour, on détruira les horloges-pointeuses et on fera du patin à roulettes sur les autoroutes... Un jour les poules auront des dents et les poulets n'en auront plus.

Arthur ●

La bataille du rail est loin d'être finie

UN rapport sur l'orientation des transports terrestres a été rédigé cet été à la demande du premier ministre. L'auteur n'est autre que Pierre Guillaumat, ex-ministre des Transports et ancien PDG du groupe ELF-SNPA: quand on a été longtemps à la tête de la première société française de pétrole, on n'est pas un adepte fervent des transports en commun.

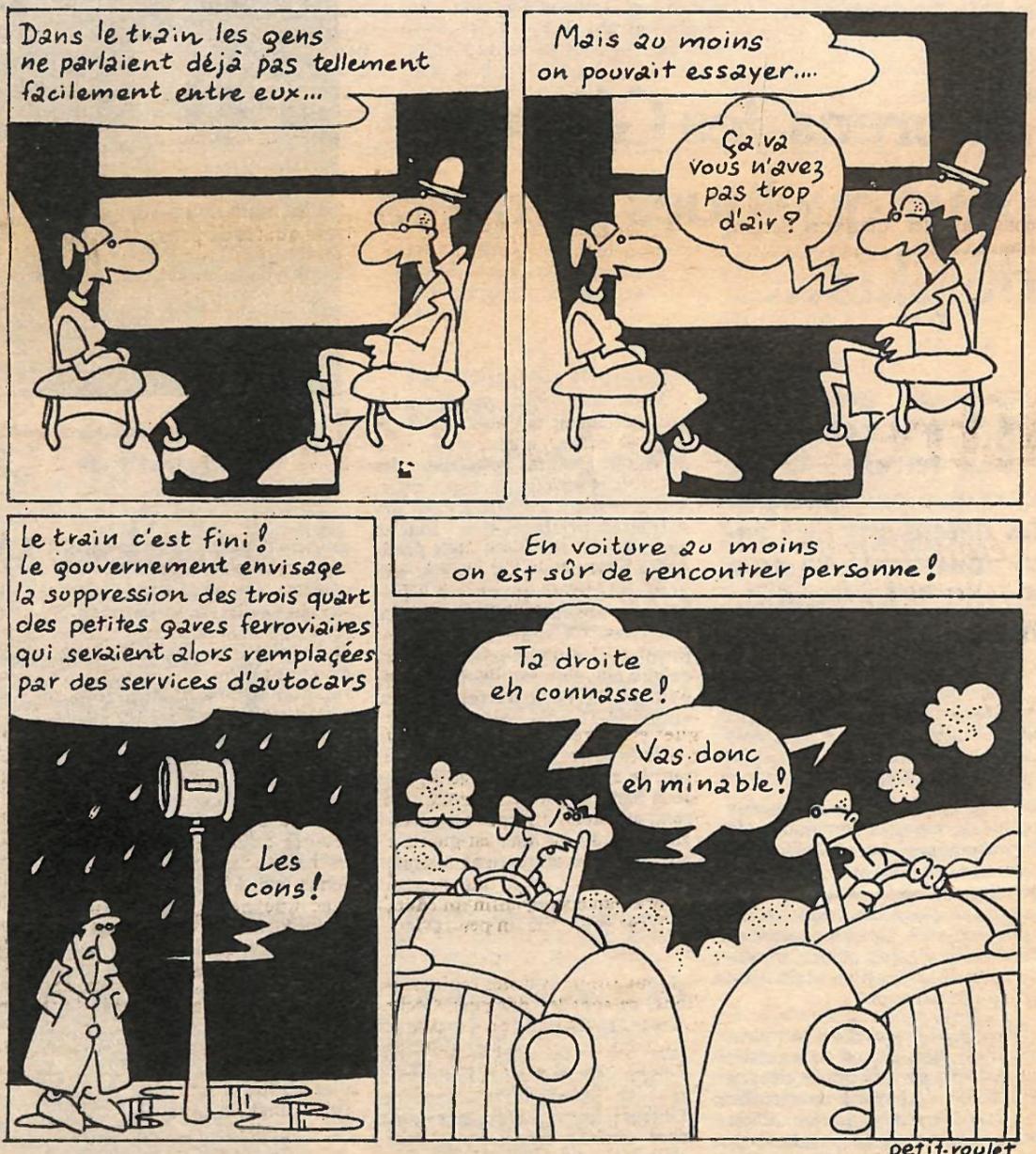
un report d'une partie importante du trafic individuel vers les transports collectifs. Forte de la comparaison avec des pays étrangers, la FNAUT pense au contraire que cette solution est la seule qui soit valable. Pour ce qui est du transport des marchandises, le rapport préconise le «désengagement» d'une partie du trafic assuré actuellement par le chemin de fer vers le parc routier lourd. Ce qui induirait une augmentation de 100000 unités de camions et permettrait de réduire le réseau SNCF à 20000 km au lieu de 34000 et le nombre de gares de 4200 à 1000 environ.

L'argument contre le chemin de fer est connu depuis longtemps: pour les officiels, c'est un moyen peu pratique, et ils grignotent un peu du réseau secondaire chaque année pour mieux prouver qu'en effet, le train dessert mal les petites localités. Démonstration sans faille.

Autocar contre autorail

La commission ministérielle propose la disparition des omnibus ferroviaires et leur remplacement par des autocars sous prétexte d'économie d'énergie (p. 41 et 79): «L'argument peut séduire, dit la FNAUT, lorsqu'on sait qu'un autorail consomme à peu près autant qu'un autocar au siège offert. En effet, si le trafic n'excède pas la capacité de l'autocar, celui-ci semble alors plus économe d'énergie.» Malheureusement, cette argumentation apparaît fallacieuse dès lors qu'on tient compte de la différence de qualité entre les deux modes, au niveau de la vitesse (30 km/h en moyenne pour les autocars contre 60 km/h pour les autorails) et au niveau de la sécurité et de l'accueil (existence de gares plus confortables que les arrêts bus en plein vent sur le bord de la route).

Et si l'autorail voit sa clientèle diminuer, c'est que le plus souvent



petit.violet

les conditions de desserte sont mal adaptées aux besoins de la clientèle: fréquence de passage insuffisante, points d'arrêt mal choisis.

A l'appui de son argumentation en faveur de la route, Guillaumat préconise plus de libéralisme, donc plus de concurrence entre les entreprises de transports; une amélioration des routes, une rentabilisation accrue des camions... et des chauffeurs. Comme si ces derniers n'étaient pas déjà assez exploités.

Ce genre de polémique fallacieuse me rappelle les arguments d'un humoriste du siècle dernier, lors de la grande bataille du chemin de fer. Il faisait dire aux adversaires du rail: «Les désagréments qu'il présente sont nombreux. Pourquoi, par exemple, placer les gares toujours, et exactement, sur la ligne du chemin de fer? Le train s'arrête, vous descendez; il y a cent contre un à parier que vous trouverez une gare devant vous. Et le pittoresque, et

l'imprévu, qu'en fait-on? Au point de vue du décor, ne vaudrait-il pas mieux disséminer les gares, loin du railway, dans la campagne, au hasard du paysage? On les apercevrait de loin, en passant, sur une montagne, à l'extrémité d'une vallée. Le décor y gagnerait et le voyage offrirait bien plus d'agrément.»

Catherine Decouan ●

Les sergents au tribunal

A Metz le procès du sergent-déserteur Quinard est devenu le procès des sergents recruteurs.

Verdict : trois mois avec sursis, pour le premier, bien entendu !

Les lecteurs de la Gueule Ouverte connaissent bien les mésaventures du sergent Jean-René Quinard. A 15 ans, séduit par l'uniforme, les primes à l'engagement et les ailes dorées des pilotes, il signe un contrat dans l'armée de l'air. Bientôt c'est la désillusion et la découverte d'une vaste escroquerie : l'armée ment. Jean-René engage une procédure de résiliation de contrat et essuie les multiples refus de l'autorité militaire. Un contrat, ça ne se rompt pas, ça se purge. Trois mois avant sa libération, pour l'exemple, il décide de ne pas regagner son lieu de travail. A l'armée, ça s'appelle désertion.

Mardi 18 octobre, jour du procès, dans la salle des pas perdus faisant antichambre à la salle d'audience, règne un climat détendu, serein, voire même bon enfant et fort peu habituel dans ces lieux. Le service d'ordre ne manifeste aucune hostilité envers les barbus, le commissaire du gouvernement, sorte de «De Funès» croulant sous les médailles, se prête joyeusement aux rites de la photo. Le président converse amicalement avec les avocats. Quinard, en prévenu libre, échange ses impressions avec deux témoins venus l'assister, messieurs Bécam et Sanguinetti, respectivement amiral et général.

A l'ouverture de l'audience, lecture est donnée par le président des rapports d'expertises médicales et psychiatriques démontrant que Jean-René est en bonne santé et jouit de ses facultés intellectuelles. Merci pour lui ! Pendant près de deux heures, neuf témoins vinrent dénoncer à la barre le scandale des contrats militaires et l'embrigadement des jeunes.

Jean-Marie Muller du MAN : «le déserteur est trop souvent assimilé à un traître» - «il s'agit là d'un acte de courage politique» - «si vous condamnez Quinard, vous aurez fait respecter le règlement, mais nous n'aurez pas rendu la justice».

Ch. Cimmerman - PSU : «Il voulait conserver sa citoyenneté dans l'armée» - «Il a résilié son contrat, comme il est permis de le faire dans le civil» - «Il voulait quitter l'armée proprement !»

J.Y. Potel (Ligue communiste révolutionnaire) : «Si l'armée respectait les libertés démocratiques, il n'y aurait pas eu de procès Quinard»

Le général Bécam : «Pour Quinard, il est exagéré et dangereux de parler de désertion. Méfions-nous de la mythologie attachée à ce terme» - «Il était contraint à cet acte, il n'avait pas d'autres moyens pour se faire entendre».

Le règlement militaire : «Il faut que le règlement militaire soit entièrement repris» - «Il est inadmissible qu'un gars de 18 ans soit indissolublement lié à l'armée, il faudrait que le règlement permette à tout engagé de quitter l'armée lorsqu'il le désire».

«N'est-il pas odieux, voire même grotesque de vouloir conserver les gens par la peur des sanctions ?» «Il ne faut pas garder les gens malgré eux».

A. Sanguinetti (militaire en retraite selon ses propres dires) : «C'est la première fois en 40 ans



photo : AFP

de carrière que je rentre dans l'enceinte d'un tribunal militaire, je le fais volontairement car le cas du sergent Quinard est exemplaire». «Si ma génération n'avait pas eu «d'états d'âme», il n'y aurait pas eu de résistance ni de forces françaises libres». «Où y a-t-il désertion ? Et où y a-t-il rupture de contrat ?». «Quinard est un de ces jeunes «vendus» par leurs responsables légaux à l'armée». «Je dénonce la pratique du «faux contrat» jamais signé par l'individu». «Les nombreux règlements d'un autre âge, inadaptés à notre époque sont à la base de l'antimilitarisme».

C. Balcon, éducateur : «Il faut, pour s'en sortir, jouer les fous et être reconnus inaptes psychiatriques».

Hélène Roussier, professeur CES : «L'armoire à orientation professionnelle est remplie aux trois-quarts de prospectus pour l'armée. Les militaires viennent chaque année avec des films et de

la documentation, faire un exposé aux gosses de 3ème. Si l'on essaie de discuter, de dire que tout n'est peut-être pas aussi beau que sur les affiches, on fait de l'antimilitarisme ou de la politique. C'est donc de l'information à sens unique. Cela s'appelle de la propagande».

Béatrice Fédot - «A 15 ans, je voulais être journaliste, à 17 ans, horticultrice, maintenant je suis bibliothécaire. On ne m'a jamais fait passer devant un tribunal parce que j'avais changé d'idées».

Suivit alors le réquisitoire indulgent et presque gêné du commissaire Resnikow qui demandait la peine minimum. Quant aux avocats, Jean-Pierre Mignard, du barreau de Paris, et Alain Pierre du barreau de Metz, ils devaient abandonner rapidement le cas Quinard pour faire avec brio le procès des «sergents recruteurs».

Après délibération, le TPFA condamnait Jean-René Quinard

à trois mois de prison avec sursis. Jugement bâtarde pour sauver l'honneur de l'armée sans accabler un déserteur devenu seulement indiscipliné grâce à sa notoriété...

A la sortie, il fallait voir les gradés partager le siffard et le cornet de frites, entourés de chevelus barbus, plaisantant dans ce rude langage des hommes de guerre... un régal. Les ganaches et les gauchos, une fable ! Sympa quand même ce Sanguinetti, une «gueule», les yeux malicieux, le tutoiement facile. A la question «qu'avez-vous pensé du communiqué de presse lancé par l'Union Nationale des Parachutistes ?», cette sobre et «cambronnesque» réponse : «Je les emmerde». Puis, «je suis moi-même commando, Bécam aussi alors, hein, je les emmerde».

Oui, sympas les culottes de peau. Trop sans doute.

Notes d'audience de Ledran ●

Etre ou ne plus être femme

C'était marqué sur le journal : la femme de quarante ans est un cas intéressant.

Miracle, je ne suis plus seule ! Je l'ai lu dans *Le Monde* du 18 octobre : nous sommes trois millions de femmes, en France, âgées de quarante à quarante neuf ans ! Et nous sommes, semble-t-il, trois millions de cas intéressants puisque d'éminents médecins, sociologues et autres sommités se sont penchés sur notre cas toute une journée au ministère de la Santé. De la Santé ? Quoi ? Serait-ce une maladie d'avoir attrapé la quarantaine ?... Va-t-on nous en guérir ? Justement, moi qui, ces temps, courait après un papa, une maman, des bras, un cocon, enfin un câlin, quoi, me voici déjà un peu ravagée.

Nous sommes donc trois millions, ce sont les docteurs Cécile Cordier et Christiane Verdoux, gynécologues, qui l'ont dit donc ça doit être vrai, à avoir des problèmes de contraception. C'est que, même si notre cœur est tout coururé de cicatrices, notre âme toute plissée de rides de chagrin, notre petit corps, lui, entretenu par les bons conseils des magazines féminins a encore vachement bonne présentation. C'est tentant d'en faire usage enfin, maintenant que les enfants (nous sommes la génération la plus pondueuse : vingt six enfants pour dix femmes, c'est pas mal) vivent leur vie, que les mouvements féminins n'autorisent plus le mari à être répressif, que la libération sexuelle favorise les ren-

contres... Seulement la ménopause stérilisante est encore loin. C'est vrai (ça, c'est le professeur Lebovici qui l'a dit «bien des situations peuvent pousser une femme de cet âge à souhaiter une maternité»). Pourtant... on n'a pas forcément envie de donner le jour au fruit d'une rencontre sans autre mérite que d'être rigolotte. Dans une union sentimentalement plus durable, le blocage peut venir du mec : tant qu'à se faire un petit et à prendre la mère avec, il vous avouera qu'il préférerait, puisque les habitudes culturelles le lui permettent, à lui, envisager tout ça avec une petite chair fraîche, disons dans les vingt, vingt cinq ans. Tendre, quoi.

Donc, la femme de quarante ans baise, merci, ça va, mais faut qu'elle contraceptive. Là, ça se complique. Le stérilet ? Ça ne tient pas bien le coup dans un utérus qui a vu défiler en moyenne un dixième de vingt six enfants... La pilule votre médecin de famille vous l'interdit fermement à partir de cette année en brandissant des châtiments bien pires que ceux qui devaient punir la masturbation : cancers, diabète, hypertension et l'horrible cholestérol. Qu'est-ce qu'elle fait, alors, la trois millionième femme de quarante ans ? Ben elle la prend quand même, la pilule, en se faisant faire des ordonnances chez des médecins inconnus : l'accident, c'est toujours pour les autres, le cancer, on

verra bien, et puis, vieillir pour vieillir, mourir pour mourir, autant mourir de toutes ces choses que d'un vulgaire col du fémur cassé, pourvu qu'on ait pris du plaisir tant qu'il était temps encore.

Le plaisir... Je ne sais pas s'ils l'ont dit, tous ces savants, au ministère de la Santé, mais le plaisir, nous savons ce que c'est. Nous savons en donner et en prendre, nous aimons le plaisir de l'autre, nous savons partager la volupté, tout égoïsme oublié avec les artifices de la jeune coquetterie. Les mecs le savent. Les mecs viennent boire à nos sources. Mais ce que peu d'hommes savent, ou s'ils le soupçonnent ils s'empres- sent de l'oublier, c'est que nous n'avons pas, pas encore, appris la solitude, pas encore «accepté». C'est que la femme de quarante à quarante neuf ans, objet de colloque, objet d'étude, son drame, c'est que plus personne, plus jamais, ne «tombera amoureux» d'elle : comme on tombe amoureux d'une jeune fille parce qu'elle est elle et pas une autre, jeune et fraîche, jolie ou pas, ça n'a pas d'importance, experte en amour ou pas ça n'a pas d'importance, et qu'on a envie de se l'attacher pour très longtemps, à l'aide de rubans roses tressés de pâquerettes, « nous irons ma brune cueillir des serments»... Qui aurait envie de s'attacher pour très longtemps, à l'aide de guirlandes

des de poèmes fleuris, une femme dont les rides, les maladies, les rhumatismes, attendent derrière la porte, prêts à sauter d'un jour à l'autre ?

La femme de quarante ans, elle a passé sa vie à aimer : un homme (ou plusieurs, un dixième de notre génération est divorcée), des enfants. L'homme, ou les hommes, la plupart du temps ont la tendresse prise ailleurs, chez une fille plus jeune, c'est presque une loi de la nature; les enfants aiment à leur tour, autrement qu'ils ont aimé une maman; ils sont loin, de toutes façons. Et nous autres trois millions, nous voudrions aimer, aimer encore. Et être aimées, surtout. Pas comme nous aime notre collègue de bureau. Pas comme nous aimera, dans quelques années, la mono du club du troisième âge... Aimées d'amour. Un papa, une maman, des bras, un cocon, un câlin, quoi. Et ça, messieurs-dames, ça c'est un problème de société, bien plus que la pilule ou «la reprise du travail» que l'ineffable Madame Sullerot, sociologue considère «comme une véritable thérapeutique». On n'en a rien à foutre de tes thérapeutiques, Evelyne, on n'est pas malades!...

Isabelle Cabut ●



photo : GO/Djamila

LES lycéens en grève ! Nos cœurs de vieux soixante-huitards pas encore tout à fait désabusés n'ont fait qu'un bond : et si un levain vigoureux était en train de fermenter là-dedans ? Et si demain allait chanter un peu, ne serait-ce qu'un peu, l'espace d'une flambée de fraternité dans la révolte ? Si les jeunes nous redonnaient la vie après avoir semblé, tout littérairement, se priver de l'idée même de futur ?

Nous avons envoyé deux de nos plus jeunes collaborateurs, Djamila et Mandrin, jouer les espions au manteau couleur de muraille à graffitis chez les lycéens.

Quelque chose d'épouvantable me frappe dans l'information rapportée. Quelque chose d'épouvantable... et peut-être, en même temps, de grandiosement prometteur de changement. Ce quelque chose c'est que nulle part, dans le reportage que vous allez lire, il n'est question de l'objet même du lycée : de la culture. Du savoir transmis. De ce qui, pour toute une vie, va former, transformer, des têtes, des intelligences. Le lycée, nous en avions dit quelques mots déjà le jour de la rentrée, ne forme plus des *homo sapiens*, il fabrique, plutôt mal que bien, des *homo faber*. Et des *faber* qui n'auront pas forcément l'occasion d'exercer leur savoir-faire puisque même les techniques qu'on leur inculque (couture pour les jeunes filles des CET, typographie, oui, oui, il existe encore des sections de typographie à l'heure de l'offset et après les conflits du *Parisien Libéré*) sont dans la plupart des cas d'un anachronisme qui semblerait charmant s'il n'était dramatique pour l'avenir des sujets concernés.

Il n'y a pas que dans les CET que l'*homo faber* est privé de la tradition, de la légende, du mythe d'une culture : l'élève du CES, puis du lycée, n'aura entrevu de ce qui pour nous, hommes et femmes de plus de trente ans, fait le lien qui nous a permis parfois de nous comprendre, de nous réunir, de lutter ensemble ou simplement de communiquer par l'écriture ou d'autres formes d'art, de cette légende des siècles de l'homme, l'élève du lycée n'aura entrevu que des bribes, désordonnées, coupées de leur contexte, sans racines dans le passé ni branches tournées vers l'avenir.

Alors le lycéen ne voit plus, dans le lycée, la boîte où puiser les forces intellectuelles de son être futur. Il n'y voit qu'un lieu où passer le temps au moins mal possible en attendant le diplôme, hypothétique clé pour un avenir incertain.

Et l'Etat, lui, comment voit-il son école ? Sans aucun doute aussi mal. L'Etat ne sait pas quoi faire de ses

sujets. L'industrie n'est plus à la mode (on ferme au bout de vingt ans une usine ultra-moderne à Neuves-Maisons parce que les sociétés multinationales ont décidé que désormais le destin de la sidérurgie, florissante, n'est plus lié à celui de la Lorraine), le « tertiaire » se cherche mais n'a pas encore trouvé toutes les gammes sur lesquelles faire chanter des milliers de sans-emploi... Comment une école, qui avait pris le fâcheux pli, non plus de transmettre une somme de connaissances, mais de produire les instruments d'un pouvoir capitaliste (bétail de somme ou chair à canon) saurait-elle aujourd'hui où et comment situer sa fonction ?

L'Etat ne sait pas, les lycéens ne savent pas, les profs ne savent pas, nous ne savons pas ! Les écologistes, quand ils ne se gargarisent pas sur l'idyllique programme d'une ville-à-la-mesure-de-l'homme-quand-vous-voudrez, quand ils ne se battent pas sur l'organisation à apporter ou non à leur mouvement, gaspillent leur temps à courir à toutes les élections qui se présentent où que ce soit pour profiter d'une tribune ! Mais une tribune pour crier quoi, mes braves ? Crier, en toute franchise, que pour qu'une société écologiste éclore, la période de transition sera épouvantable et que des milliers de pauvres absolus, de par le monde, crèveront de faim ? Je ne vous entends pas souvent le murmurer, ça. Crier que nos jeunes n'ont pas d'espoir, parce que l'espoir, aujourd'hui, est terrifiant ?

«No future» était un mauvais slogan. Un slogan de marchand de disques et de blousons de simili-cuir. Pacotille éphémère. Le futur existe, même si ses couleurs ne nous séduisent pas. On n'efface pas demain. Ces gamins de quinze ans que, vieux cons tout autant que nos parents étaient vieux cons, nous considérons comme vides, vains, mous, stériles, eux vivront demain. Le futur, c'est eux. Et quand je disais que l'absence effrayante de la culture dans ce reportage était peut-être aussi une promesse de changement, c'est cela que je voulais dire : demain se fera sans nous, sans la merde de notre savoir mal digéré, de cette religion occidentale qui a forgé des nations fortes, si fortes qu'elles crèvent, rigides dans leurs armures, Roland dérisoires.

Nous avons très très peur parce que demain ne ressemblera à aucun de nos hiers, ne s'exprimera pas avec notre langage, avec aucun de nos symboles, aucun des signaux de nos arts... Nos sourires mêmes y seront-ils compris ?

Isabelle Cabut ●

**Cette
génération
est
sans doute
sans
révolte,
mais
elle est
sans
illusions**

(un journaliste)

**Lycéens : un aut
pour un printe**



photo : GO/Djamila



photo : GO/Djamila

48 heures avec des lycéens grévistés

Les étudiants, les lycéens ont toujours été les inventeurs du futur, c'est parmi eux que les modes, les nouvelles formes de pensées, les révolutions prennent naissance. Conséquence : on a souvent tendance à leur en demander trop, à interpréter rapidement des comportements marginaux minoritaires, comme des signes annonciateurs d'un avenir différent», écrivait le *Guide de l'étudiant* dans un tiré à part du 15 octobre, tandis que le *Nouvel Obs* de cette semaine se demande que cache leur apparent et étonnant conformisme. Tout deux appuyaient leurs commentaires d'un sondage étonnant, vraiment étonnant.

Pour notre part, il nous fallait boire le savoir à la source. Alors que je me réjouissais à l'avance de replonger dans l'ambiance exaltante des grèves de 73-74, de ces luttes encombrées d'intelligence et de spontanéisme, une autre idée poursuivait son bonhomme de chemin. Ne serait-il pas intéressant de chercher à connaître ce que pouvait penser le lycéen de 1978 sur les problèmes de notre époque ? Ceux que j'ai vus et écoutés, ne veulent en aucun cas refléter l'ensemble de leurs camarades. Ce sont des lycéens parmi tant d'autres. Rien de plus, ni de moins.



Le lycée Jean-Jaurès de Montreuil, c'est actuellement cent dix-neuf heures de cours non assurées par manque de crédit, des maîtres auxiliaires non repris et l'attente depuis des années de la construction d'un foyer à la disposition des élèves. Le lycée Jean-Jaurès de Montreuil est en grève, depuis la rentrée, et occupé par 200 à 250 lycéens (sur 1.200 du 2ème cycle) depuis le 15 octobre. Une grève à l'initiative des profs, aujourd'hui dépassés par les événements et dont le syndicat cherche à récupérer le mouvement lycéen, un mouvement qui se marginalise d'instinct et que plus personne n'arrive à encadrer. Une révolte «anar», fraternelle, le grand refus, une «révolution» sans idéologie précise, voire sans idéologie du tout. C'est ainsi que le SGEN (syndicat enseignant) et la Fédération Corne des parents d'élèves se sont prononcés contre l'occupation du lycée sous prétexte qu'elle s'est décidée, sans eux, par le Comité de grève lycéen (occupation votée par 700 lycéens, dont beaucoup de grévistes partiels dont le bac reste la principale préoccupation) et que la situation politique actuelle ne permettait pas un durcissement de l'action. Or, en France, ce durcissement se généralise... Aujourd'hui encore on admet mal que des jeunes dont l'âge s'étale entre quinze et dix-huit ans puissent être des gens responsables au même titre que les adultes.

C'est dans l'un des réfectoires, transformé pour l'occasion en salle d'AG, que j'ai écouté Pascal, dix-huit ans, élève gréviste en 1ère, membre du Comité de grève, vivant

avec sa mère, vendeuse sur les marchés, avec deux autres enfants à charge :

Pour quelles raisons fais-tu grève ?

Pascal : Cette grève dénonce avant tout les problèmes internes au lycée. Durant les quinze premiers jours, les professeurs la laissaient traîner en longueur, le Proviseur ne se gênait plus pour magouiller dans son coin. D'un point de vue plus général, je me suis aperçu que le niveau d'éducation diminuait d'année en année depuis la réforme Haby. J'estime que si l'on suit des études, on a droit au travail à la sortie. On sait qu'une guerre économique se joue actuellement, on sait aussi que nos études vont déboucher sur le chômage. Pour ma part, j'envisage de devenir prof de gymnastique, cette grève me concerne donc doublement. Et puis, c'est aussi un moyen de mieux nous connaître, de parler d'autre chose entre nous que des notes du dernier trimestre. Quand tu organises un débat par exemple, tu donnes quelque chose de toi-même, et tu reçois aussi. Un jour, en URSS, un élève dit à son prof : «M'sieur, ma chatte a eu des petits, ils sont tous communistes». Trois semaines plus tard, un inspecteur passe et demande au prof de lui présenter l'élément modèle. On présente l'enfant qui dit : «M'sieur, ma chatte a eu des petits, ils sont tous réactionnaires !» Le prof : «Mais, hier...» L'enfant : «Oui, mais ils ont ouvert les yeux». Tu vois, ce qu'on cherche à faire ici, c'est un lycée dans le style de celui d'Oslo, un truc autogéré. Seuls, surtout seuls ! Je suis contre toute forme de hiérarchie, elle paralyse toujours un pays.

Qu'est-ce que le Comité de grève ?

Pascal : Des lycéens qui viennent de tous les horizons politiques, ce qui fait que cette lutte est avant tout «apolitique», c'est-à-dire liée à aucun mouvement, aucun parti. On se méfie des partis, n'importe lesquels ! Les dernières législatives m'ont ouvert les yeux à cet égard. Nous, on est capable de sentir seuls quand il y a un problème. Personne ne devrait avoir de «conscience politique», la masse devrait réagir pour effacer les problèmes. Par exemple, les profs se disent tenus par leurs syndicats et attendent toujours un mot d'ordre. Or ils sont également dans l'ensemble solidaires de notre lutte. Dans leur cas, c'est un peu le jeu de la facilité. Je crois qu'en fait, à travers cette grève, ils cherchent le chômage technique, une solution alternative vis-à-vis de leurs syndicats. Le Comité de grève, lui, ne se prête pas à ce genre de magouille. On lutte pour nous, pour étendre cette lutte au niveau national, en solidarité avec les autres bahuts. Nous voulons faire pression sur le gouvernement pour débloquer des crédits. L'Education Nationale doit primer sur les autres budgets, comme celui de l'armée par exemple. L'éducation, c'est notre avenir, c'est pas l'armée.

Comment définis-tu l'avenir et qu'est-ce qui, après le chômage, te fait le plus peur dans l'avenir ?

Pascal : L'avenir, c'est évoluer dans un milieu sans être rejeté. Pouvoir se sentir chez soi, bien dans sa peau. L'Etat fasciste, c'est sans doute ce qui me fait le plus peur dans l'avenir. Des gens qui ne voient que leurs intérêts propres, des gens élus par le peuple qui ne sait pas pour qui il vote. Des gens qui agissent par à-coups électoraux : les élections, ça occupe toujours. C'est vrai aussi que je serais le premier à soutenir Beullac si ce dernier faisait voter des crédits à l'Assemblée. Je voterais alors pour un Beullac responsable, mais pas pour un Beullac représentant du gouvernement. Si dans une société tout le monde se sent responsable, il n'y a plus besoin de police. Mais tout est fait pour que chacun ne se sente pas responsable. C'est pareil pour les vacances où tout le monde est pris en charge....

Qu'est-ce que tu penses du travail, du syndicalisme ?

Pascal : C'est le seul moyen qui permette de survivre. Moi, avant ma remise en cause, c'est-à-dire avant mon adolescence, je désirais partir sur un île déserte. J'ai pensé que c'était un acte de lâcheté car je ne savais que moi-même. Le syndicalisme, oui, s'il lutte pour de véritables améliorations dans le travail et ne pratique plus le racolage pour un quelconque parti. Ce que j'attends des syndicats, c'est qu'ils fassent pression sur le gouvernement pour éviter des licenciements. Bien sûr, avec la conjoncture économique actuelle, on peut pas toujours éviter. Seulement moi, je ne connais aucune alternative au travail. Le seul moyen de gagner de l'argent, c'est de le vendre. Je trouve ça triste. Si je pouvais bosser uniquement deux heures par jour, je passerais le reste de mon temps à m'informer, voyager, voir, surtout découvrir !

Est-ce que tu crois en un nouveau 68 ?

Pascal : J'espère toujours un 68, mais je reste sceptique. En 68, les travailleurs et les lycéens ont obtenu des choses très vite récupérées par la suite. Aujourd'hui, on demande un maximum pour obtenir le maximum. Si on demandait un minimum, on aurait moins que le minimum.

Qu'est-ce que tu penses de l'écologie, de la bombe ?

Pascal : Pour moi, les chercheurs devraient améliorer le monde. Je vois pas l'intérêt de la bombe, y'a sûrement d'autres possibilités. Les gens ont offert le moyen d'une certaine force au gouvernement, mais ces gens-là sont-ils responsables ? Pour l'écologie, j'aurais bien voulu aller nettoyer la Bretagne. Je crois que c'est d'abord une prise de conscience au niveau des ressources naturelles, pour une répartition rationnelle.

Une pépinière d'ouvrières dociles

Faidberbe, à Montreuil, est un CET. La différence avec un lycée comme Jean Jaurès est évidente. Ici, on «sent» le fils de prolo, les émigrés, nombreux. Vêtements, vocabulaire, tout est plus simple, moins recherché.

En discutant avec les grévistes, on s'aperçoit qu'il y a d'autres problèmes : pas de femmes de ménage, classes surchargées, manque de salles, insuffisance de profs (les sections de couture et de teinturerie, pourquoi elles, n'auront donc pas droit à l'enseignement de l'anglais).

La réputation des CET, pépinières de futurs bons citoyens, bons ouvriers dociles, n'est pas vaine : «Ici, on ne fait surtout pas de politique. On veut surtout faire aboutir nos revendications : étudier dans de meilleures conditions. Ici,

on apprend quelque chose d'utile. On fait quelque chose de concret... Bien sûr, c'est pas toujours marrant, on s'emmerde souvent, mais il faut bien faire quelque chose dans la vie... Surtout pas de violence, pas de désordre. Demain, nous envoyons une délégation au ministère pour discuter avec un responsable ; si on obtient une réponse positive, on arrête la grève, sinon on continue...»

J'ai rencontré Malika, Hassina, Samia, Raouda, toutes contentes d'avoir l'occasion de prononcer quelques mots de kabyle avec moi... Elles préparent le CAP d'employée de bureau, de comptable, de teinturière, de couturière. Ce CAP de couturière, quelle escroquerie anachronique ! Vous en connaissez beaucoup, vous, des couturières qui gagnent leur vie ? Oui, quelques unes, à la chaîne, dans les ateliers de confection genre ex-

Boussac !... Pour Malika et ses sœurs, la vie, ce n'est pas grand-chose. Le CAP, pour avoir un boulot, et puis le mariage «avec quelqu'un qu'elles aimeront vraiment». Le chômage les inquiète.

Pourquoi se retrouvent-elles dans un CET ? Elles ne savent pas vraiment. Certaines pensent qu'elles ont choisi ce qui leur plaisait. D'autres disent qu'elles n'auraient pas été capables «de faire des études». Nombreuses, surtout, sont celles qui étaient pressées de travailler pour être enfin autonomes vis-à-vis de la famille.

- Mais ça vous plaît, cette vie ?
- Non : tout est pourri, les gens sont cons. Et alors ?

Alors ? Rien. C'est comme ça, un point c'est tout.

Djamila ●

omme
emps



**Cette
génération
est
sans doute
sans
révolte,
mais
elle est
sans
illusions**

(un journaliste)

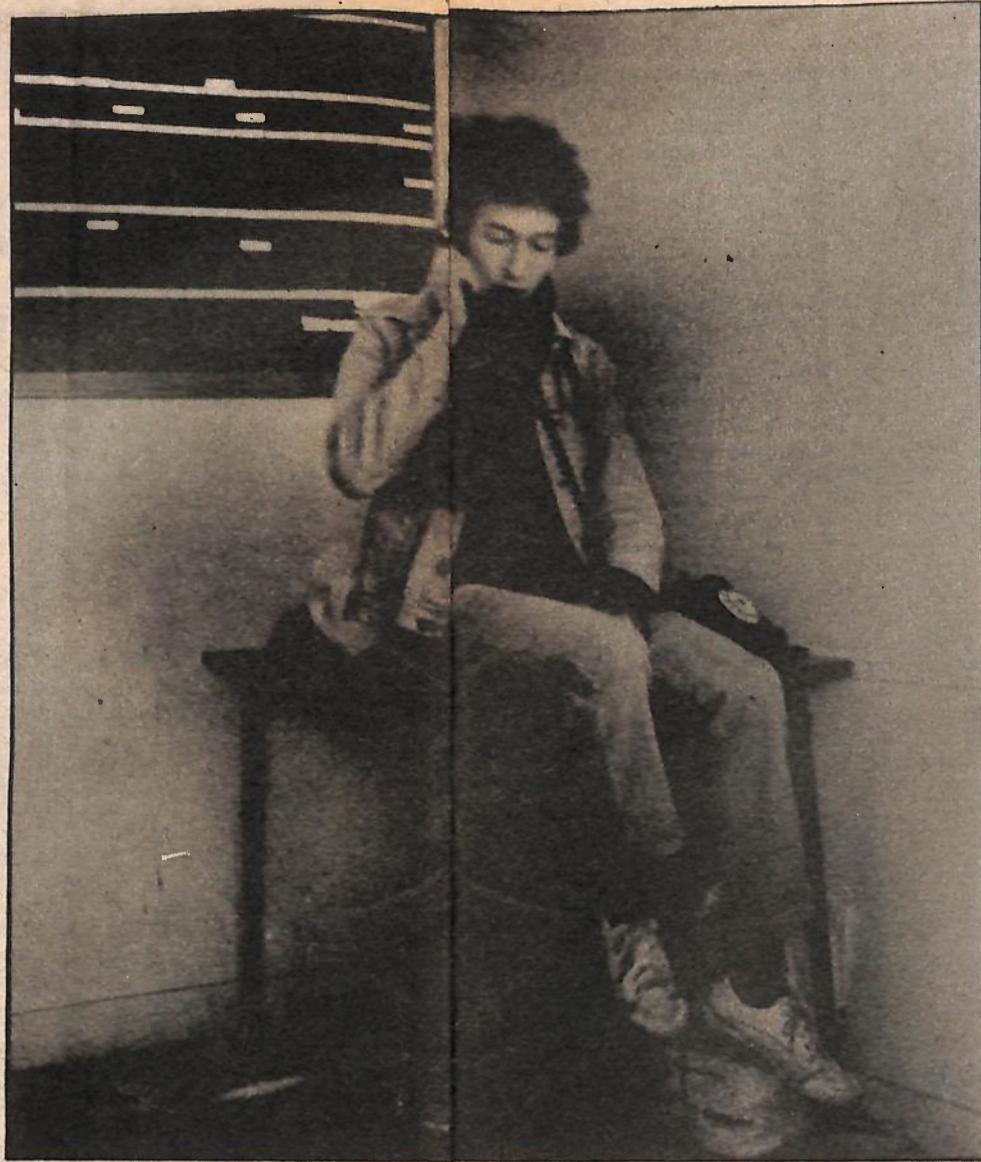


photo : GO/Djamila

Lycéens : un automne pour un printemps

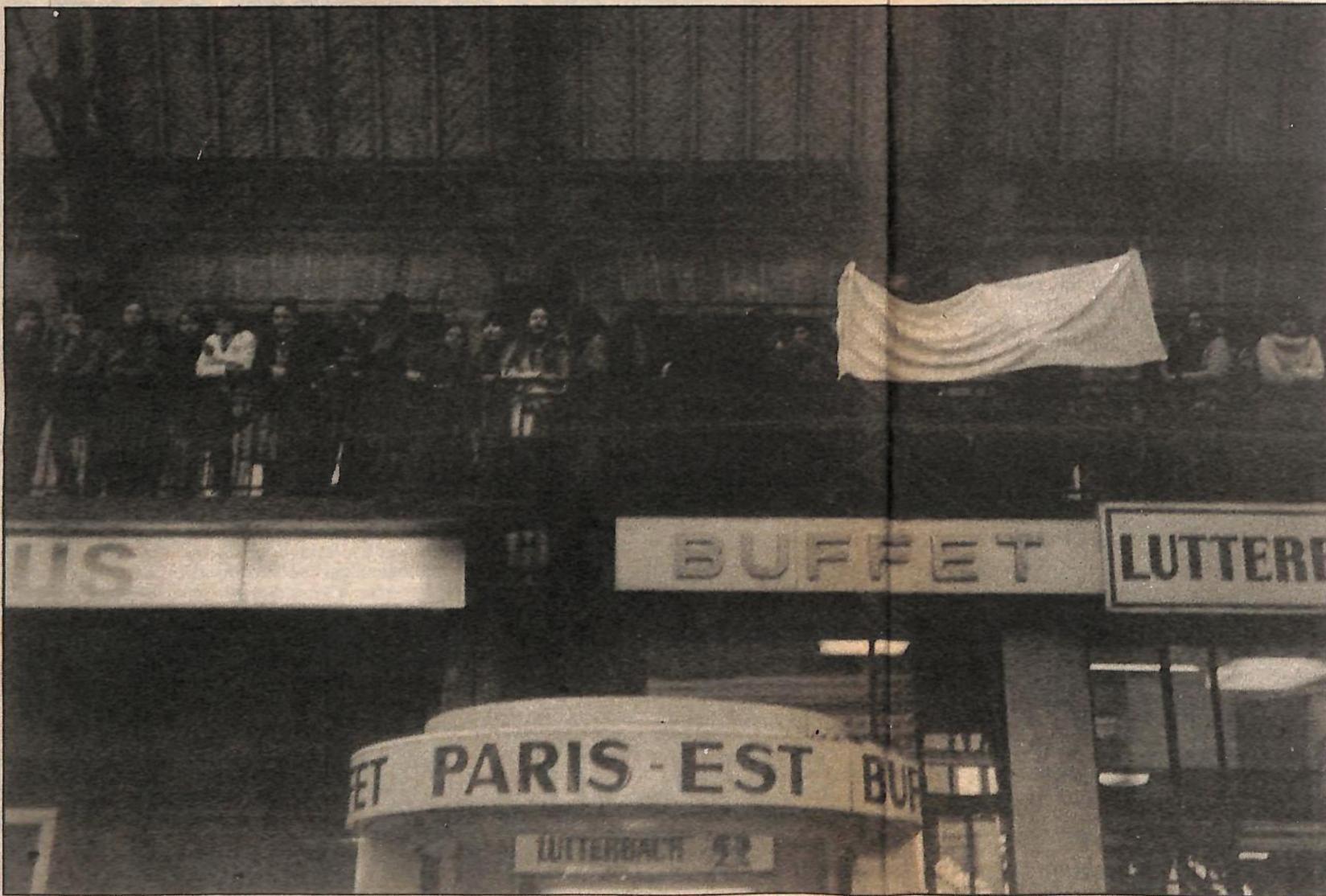


photo : GO/Djamila

Et l'armée ?

Pascal : J'irai puisque je suis obligé. Quand tu t'engages, c'est vrai, tu ressors avec un métier, mais on devrait ouvrir des écoles spécialisées pour eux.

Qu'est-ce que la sexualité, que penses-tu de l'homosexualité ?

Pascal : La sexualité, des liens d'amour solides. Quand je vois une fille, une copine, je lui roule un patin. C'est simplement amical. La société réagit différemment. Si je pouvais appliquer ma sexualité sans tenir compte de cette société, je serais un marginal. L'homosexualité, surtout ne pas rejeter. Ça peut s'expliquer génétiquement. Je connais des personnes qui m'ont proposé, mais ça m'attire pas.

Est-ce que la sexualité tient une grande place dans ta vie ?

Pascal : L'éducation, la découverte de mon corps, oui.

Et l'éducation des enfants en général ?

Pascal : Y'a deux types d'éducation. La conformiste et celle qui s'efforce d'ouvrir les yeux aux mômes sur la réalité de notre monde. Pour moi, l'éducation doit être basée sur la responsabilité. Pouvoir permettre aux enfants de réagir vis-à-vis de leurs intérêts personnels, mais aussi de l'intérêt commun.

Notre entretien s'achève par la venue d'une horde de grévistes survoltés. Réclamant illico la mobilisation générale devant

le standard du lycée où le Proviseur, homme de soixante ans, usé par la profession et le courroux démocratique, se barricade pour la troisième fois après en avoir éjecté par la violence les grévistes qui l'occupaient. L'incident trouvera une fin heureuse avec l'arrivée des pompiers dont la devise «sauver ou périr» se montrera une fois de plus à la hauteur. On jugea indécent d'embarquer le Proviseur devant les élèves attroupés et moqueurs, ce monsieur quittera dès le lendemain et pour un bon mois le lycée afin de soigner sa crise nerveuse. Quant au standard, point stratégique, il restera, et pour longtemps encore, aux mains des grévistes.

Au retour, me voici accroché par le censeur, Suzanne Gevensan, une petite femme de cinquante-quatre ans qui tient énergiquement à ce que l'on connaisse son opinion. Un quart d'heure de rasage intégral, façon bonze :

Que pensez-vous de tout ça ?

Suzanne : Je suis contre l'occupation parce que ça em... les gens qui habitent ici et ça ne leur rend pas service (aux élèves). Les autorités ont lâché tout ce qu'elles pouvaient. Quant à moi, je suis responsable des locaux et les parents s'inquiètent de ce que leurs filles passent la nuit au lycée. En attendant, ils perdent leur temps, les cours avancent, c'est pas leur métier ce qu'ils font. La vie d'un élève, c'est de travailler. 30 élèves sur 2400 sont en grève, si c'est ça la démocratie ! J'ai encore confiance, dans un lycée on devrait pouvoir régler les problèmes en famille.

Dans le bureau du censeur, matelas, couvertures, pick-up revêlent sans ambiguïté un état de siège confortable. L'occupation s'étend à tous les bureaux administratifs depuis le 15 octobre. Lionel, dix neuf ans, élève en terminale, y glane sur fond d'incertitude. Sa mère est employée à la Sécurité Sociale, son père travaille en imprimerie FPA. Une sœur dans le même lycée. Je ne reprendrai pas ici en long l'interview de Lionel qui complète assez bien celle de Pascal. Quelques passages divergents me semblent toutefois intéressants. Je vous les infuse pêle-mêle :

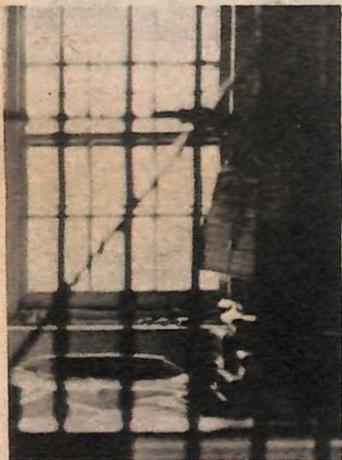
- Ma plus grande peur dans l'avenir : le nucléaire. Une terreur au service d'un groupe de gens. Penser que l'Inde dispose de la bombe alors que le peuple crève de faim ! En France, c'est la pollution du nucléaire qui m'inquiète... Au lycée, il me semble que beaucoup de matières ne servent à rien. On est trop nombreux par classe, aucun contact avec les profs. Je suis également étonné que de nombreux jeunes de dix-huit ans, en âge de voter, ne se sentent pas concernés par la grève. De toute façon, JC ou LCR, chacun veut vendre sa salade. J'aimerais plutôt l'union pour l'action... L'écologie ? Une science récupérée, chacun voit un brin d'herbe et nous voilà écologiste. Jusqu'à présent et par manque d'infos, j'attachais plutôt de l'importance à la pollution... Quand je pense à 68, c'est à travers notre lutte. On est toujours obligé d'y penser. De 68, je ne connais que la date, mais ça reste un symbole. Je pense qu'un autre 68 est possible, que la conjoncture économique s'y prête.

20 H-30, au réfectoire. A l'initiative des lycéens grévistes, une ébauche de réunion tente de réconcilier la trilatérale Profs-Parents-Elèves. Le Comité de grève siègeait sous la pancarte «Unité-Action-Parents-Elèves-Profes». Au total, une cinquantaine de personnes dans la salle avec quelques représentants de la Fédération Cornec. Un sabotage, de l'avis des grévistes. On fit le bilan de la lutte depuis la rentrée et le débat s'envenime lorsque l'on aborde l'occupation du lycée. Les lycéens savent que les revendications locales ne mènent à rien et que l'occupation du lycée entre dans une stratégie à l'échelon national. Ils réclament alors le soutien total des enseignants et des parents. La Fédération Cornec des parents d'élèves estime que les formes employées ne contribuent pas à unir les forces. Pour elle, la bataille sera longue et l'occupation du lycée est source de division. Le SGEN, lui, reconnaît le mouvement autonome lycéen et propose une formule de dédoublement des cours, ce qui permettrait aux élèves grévistes de suivre partiellement le programme scolaire. Un enseignant s'écriera d'ailleurs : «J'estime que les lycéens ont prouvé leur responsabilité. J'estime aussi que les élèves ont appris beaucoup plus de chose durant cette grève qu'en quinze jours de cours !»

Hélas, la réunion s'achèvera sans qu'aucune véritable concession ait été obtenue de part et d'autre. Les lycéens prouvent simplement leur détermination dans une lutte désormais trop engagée pour reculer.

Mandrin ●

Prison: les aumôniers parlent



Notre société a aboli l'esclavage... pour remplacer les esclaves par des sujets. Rien que des sujets. Du latin *subjectus* : soumis. La soumission, c'est aussi l'apanage de l'univers carcéral, et pour combien de temps encore ?

Debrielle, Knobelspiess, Brobecker et bien d'autres, isolés, s'époumonent depuis des années à hurler leur insoumission dans l'indifférence quasi-générale. Des trois «renégats» cités plus haut, lequel, pensez-vous, achèvera sans encombre l'année 1978 ? Debrielle en grève de la faim depuis le 1er juillet ? Knobelspiess, dont l'équilibre psychique est compromis au Quartier de Sécurité Renforcée de Lisieux ? Ou Brobecker, qui attend la révision de son procès depuis cinq longues années ? Allez j'ouvre les paris : mais magnez-vous, hein, y'en a plus pour longtemps ! C'est plus qu'un petit problème administratif...

Si la mort d'une poignée de taulards, qui plus est enrégés, ne trouble pas l'orgasme sécurité-confort de la majorité esclave (m'ande pardon : sujettel!), il est une minorité d'individus, présentant à coup sûr des troubles de comportement à type d'oppositionnisme systématique, dont l'intelligence se hisse au-dessus du billet de banque. C'est d'abord de l'intérieur de la prison, sur le tas, que seize aumôniers nous proposent quelques réflexions tirées de leurs expériences communes. C'est

aussi à l'extérieur, lorsqu'à l'initiative de «La Gueule Ouverte», un groupe de gens jusqu'alors isolés se réunit le 1er mai dernier, aux Circauds, pour mettre sur pied un réseau d'entraide et d'accueil aux taulards. Ceux-là sont désormais en mesure de passer à l'action.

On notera cette semaine l'absence remarquée de Peyrefitte, ministre, retenu au Sénat pour y plaider de nouvelles mesures répressives, portant sur les remises de peine et le régime des permissions de sortie.

Mandrin ●

De l'aumônerie...

L'opinion publique de notre pays, soumise aux chocs de l'information relatant crimes et délits, est entrée dans le domaine de la peur. «La France a peur».

Aumôniers des prisons de Paris et de la banlieue nous sommes, comme vous, sensibles aux méfaits de délinquance, à la souffrance des victimes et de leurs familles, mais nous pensons que cette lucidité ne doit conduire ni à la panique ni à une attitude sommaire de répression (...). Pour nous qui sommes en contact quotidien avec les détenus, nous sommes frappés par le fait que la quasi-totalité d'entre eux sont des «pauvres». Plus de 80% proviennent d'une tranche de population de 4 à 5 millions de personnes. Dans cette zone marginale, beaucoup naissent avec un bulletin d'écrou dans leur berceau, tant est inexorable le laminoir de la misère. La plupart ont connu une enfance sans amour, abandonnés ou ayant vécu dans des foyers brisés ou en difficultés : 75% déclarent les médecins, présents à leur entrée en prison des troubles psychiques; 10% sont illettrés, 80% n'ont pas dépassé le niveau d'enseignement primaire.

Un manque de formation professionnelle a conduit la plupart d'entre eux à de décevantes expériences de travail.

Beaucoup pensent que le remède à la délinquance consisterait dans le durcissement de la détention et l'accroissement de la durée des peines. C'est la preuve qu'ils ne connaissent pas les prisons ! En réalité, la véritable défense de la société passe par la reconnaissance des causes profondes de la délinquance qui sont des causes sociales et par une action courageuse pour en atténuer les effets. Ici comme partout où sévit le mal, le meilleur remède est de prévenir. Certes nous ne voulons pas céder à la tentation de rejeter sur la société toutes les responsabilités, mais il est vrai que toute société secrète sa délinquance. Nous devons être conscients.

Une deuxième remarque porte sur les peines et sur les prisons elles-mêmes. La loi française déclare que «la détention provisoire (avant jugement) doit être une mesure exceptionnelle». Or, 43% des détenus se trouvent en détention provisoire alors que 15% des affaires pour lesquelles ils ont été arrêtés feront l'objet d'un non-lieu, d'une relaxe, d'un acquittement ou d'une simple condamnation avec sursis. D'autre part, le premier principe posé par la commission de réforme de 1944, repris par le Code de procédure pénale, précise que «le but essentiel de la peine est l'amendement et le reclassement social du condamné».

Notre souhait, comme celui de la plupart de ceux qui sont en contact réel avec les détenus, est donc que les sanctions autres que la prison soient imaginées tout spécialement pour les «primaires» (condamnés pour la première fois) et pour les auteurs de délits mineurs qui sont de beaucoup les plus nombreux. Cette diminution de l'effectif des prisons permettrait sans doute de rendre plus réalisables des mesures d'humanisation, de formation et de préparation à une réelle insertion.

Père Clavier, Père Fleuret: Aumôniers de la Santé.
Père Masson, Père Leduc, Père

Père Aubry: Aumôniers adjoint des prisons des Yvelines.

Père Alexandre: Aumônier de la prison de Blois.

Père Marc: Aumônier de la prison de Corbeil.

Père Masson, Père Leduc, Père Dumetz: Aumôniers de Fresnes.

Père Plankaert: Aumônier de l'hôpital de Fresnes.

Père Leclère, Père Sauvage, Père de Vitton: Aumôniers de Fleury-Mérogis.

Père Segalen: Aumônier de la prison de Melun.

Père Duvallet: Aumônier de la prison de Poissy.

Père Ponce: Aumônier de la Maison d'Arrêt de Pontoise.

Père Roger: Aumônier de la prison de Tours.

suel interdit dans toutes les prisons). Nous y discuterons également de la préparation d'un jeûne de solidarité avec les taulards et plus spécialement ceux qui se trouvent en QHS; d'autres actions plus marquantes, de la création d'un fond d'entraide; de contacts pris ou à prendre avec des membres d'Amnesty International au niveau régional; de contacts avec la Ligue des Droits de l'Homme et divers groupes non-violents...

Dans l'immédiat, notre groupe adopte la cause de quelques taulard en lutte. Ainsi nous organisons en ce moment même une campagne de lettres pour protester contre les conditions de détention imposées à Daniel Debrielle, en grève de la faim depuis le 1er juillet à la prison de Fresnes. Comme lui, nous exigeons la révision de son procès. Nous vous invitons aussi à suivre notre démarche en écrivant à : Mr Dablan, Directeur de l'Administration pénitentiaire, 13 place Vendôme 75001 Paris, Mr Sebire, Bureau de l'individualisation des Peines, à la même adresse, Mr Beaume, Directeur des Prisons de Fresnes, 1 av de la Division Leclerc 94261 Fresnes cédex. Et téléphoner tous les jours au Médecin-Chef de la prison de Fresnes: 350 35 50 Poste 373.

Roger Knobelspiess lui, se trouve toujours en QHS, malgré les avis défavorables des psychiatres (voir GO de la semaine dernière). Il faut là aussi protester par lettres contre la censure du courrier, des journaux et les transferts successifs dont il est l'objet, auprès du Juge Pascal Fau, Tribunal de Grande Instance 27022 Evreux cédex, ainsi qu'auprès du Directeur de la prison de Lisieux, 15 rue Nicolas Vresnes 14100 Lisieux.

Enfin Daniel Brobecker (voir GO du 31 mai) vient d'être transféré à l'isolement à Fresnes. On peut lui écrire: Daniel Brobecker 678 031 H.S. 3/87 1 av de la Division Leclerc 94261 Fresnes cédex.

Groupe anti-prison ●

106, rue Castagnary 75015 Paris
Tel 250 27 74

Les Jurassiens plus suisses que les Suisses

La question jurassienne est un caillou dans la chaussure helvète. Non que les Jurassiens soient plus mauvais suisses que d'autres, au contraire : leur autonomie rappelle trop à une Suisse somnolente la légende de Guillaume Tell.

Nous avons vu la semaine dernière les péripéties de la lutte des Jurassiens pour leur autonomie. Essayons d'en voir mieux les acteurs. Une précaution cependant : dès lors qu'on parle d'un peuple, qu'on essaie de percevoir son esprit et son originalité, on risque de tomber dans les généralisations hâtives, du genre «l'Allemand est travailleur, l'Anglais est humoriste et le Français débrouillard».

En parlant avec des Suisses et avec des Jurassiens, en m'aidant d'une documentation livresque, j'ai pu tirer les quelques idées qui suivent. Une approche partielle, et partielle, par petites touches, qui ne se prétend pas une somme en la matière.

«Ce qui n'a jamais cessé de m'étonner, c'est le caractère horloger de la Suisse, la mise en oeuvre d'un tout dont la justification est qu'il fonctionne. Des tas de petites roues les unes dans les autres, dentées bien sûr. Le système serait étanche, absorbant les chocs. Et comme on dit si bien dans notre langue truffée de germanismes, on peut compter dessus...». Ce n'est pas moi qui le dit, c'est un sociologue, et un sociologue suisse ! Sans vouloir donner dans une symbolique grossière, il faut reconnaître que l'image s'impose. Il serait dommage de passer sur l'anecdote : la voici. Je me trouvais à Genève, devant la gare de Cornavin, avec l'ambition de traverser la chaussée. Naturellement, je regarde le trafic avant de regarder la couleur du feu, et, comme nulle voiture ne se pointait à l'horizon, je mets le cap sur le trottoir d'en face. Ledit trottoir atteint sans problème, je continue mon chemin. C'est alors qu'une dame me rattrape, pour me dire : «vous ne deviez pas traverser, le feu était vert, moi je vous ai suivie et j'aurais pu me faire renverser à cause de vous. C'est le premier qui passe qui est fautif». Phrase inoubliable à la gloire du mouton de Panurge !

Evidemment, toutes les dames suisses ne sont pas comme cette dame. Il y a pourtant là un trait qui est essentiel à la compréhension du phénomène helvétique : un certain nivellement des particularismes, l'effacement de l'individu au profit du groupe, une neutralisation des différences que Windish et Willener, dans leur livre *Le Jura incompris* appellent la «suissité» (manière stéréotypée d'apparaître Suisse) et qu'ils opposent à la «suissitude» (volonté d'exister en tant que Suisse, c'est-à-dire autonomiste et fédéraliste). Windish émet l'hypothèse suivante :

«Plus que sur une identité unique, la suissité repose sur un processus permanent de neutralisation des différences. Ces différences culturelles sont à ce point importantes qu'il devient impossible d'exhiber par trop les rigidités irrédutibles. Au risque de provoquer la protestation des autres différences. D'où une attitude relativement discrète, neutre et moyenne» (op. cit. p. 82).

Les loufoques créatifs

Dans cette Suisse ensuissée, on comprend que les tribulations jurassiennes ne soient pas vus d'un bon oeil. Dès leur arrivée, en 1815, ils ont amené au sein de la vénérable confédération qui datait de 1291, le ferment de l'anarchisme. Alain Charpillot explique, dans *Le Jura irlandisé*, que «dans ces vallées exigües, dans cet univers fractionné, où l'on s'adonne de surcroît à des travaux de minutie, la soif de l'universel, des utopies mondiales, des espaces illimités, est un anti-dote à l'horizon trop proche. Une terre de loufoques créatifs» dit Max Robert, un passionné de peinture qui les connaît et les aime. «Proudhon, Fourier, la fédération anarchiste jurassienne, l'affaire Lip précédent du même tempérament.» (p. 91)

J'ai rencontré Alain Charpillot, c'est même le premier Jurassien que j'ai rencontré, en m'arrêtant à Bevilard, sur la route qui mène à Delemont, capitale du nouveau canton. Comme il le dit, sa famille est établie dans ce village «depuis la nuit des temps» : bourgeois, issus d'artisans d'horlogerie qui ont du prospérer et sont maintenant à la tête d'une petite entreprise, Helios, qui fabrique des pignons en forme de soleils. Alain Charpillot a fait des études à Lausanne mais il est revenu dans son village pour faire marcher sa boîte d'horlogerie. Je m'attendais à trouver un jeune cadre dynamique, je vois surgir un type en blouse bleue, le visage rieur et ouvert, qui me tend la main chaleureusement. Visiblement, il passe ses journées à l'atelier.

Pas très «suisse» du moins tel qu'on se l' imagine. Regarde-t-il seulement la couleur du feu avant de traverser la rue ? J'en doute. Il s'en prend au militarisme spontané du Suisse, du Bernois en particulier : «Même la langue employée dans les casernes suisses a de quoi le ravir. Voilà enfin un moyen d'expression fédéral, une sorte d'espéranto helvétique ! Le phénoménal charabia de ces adjudants bilingues, cette mixture frallemante, ressort martyrisé et le français massacré. Ce jargon faux, lourd, indigent, possède toutefois une vertu : il est compris de chacun». Tourner l'armée en dérision, ça ne se fait pas en Suisse.

Alain Charpillot est quelqu'un de très gai, très volubile, et manifestement tourné vers la France. Il est optimiste sur l'avenir du Jura, même sur la question de la réunification entre le nord et le sud : «Le plus important, c'est la séparation d'avec Berne. Sinon la langue était perdue dans trois générations. Berne va faire avec le Jura comme toutes les puissances coloniales avec ce qui ne leur rapporte plus rien ou que des ennuis... Les Bernois savent que c'est foutu ! Et puis les pro-Bernois sont une majorité de vieux, il suffit de trois hivers rudes et un aura gagné...».

Pas très respectueux, les Jurassiens, et dans un pays où l'humour n'est pas la vertu nationale... Dans la chronique qu'ils consacrent au *Jura au quotidien* Dominique Von Burg et Claude Farine rapportent ces propos d'un Franc-Montagnard : «Incroyable Suisse, le moindre éclat de rire qui sort de la grisaille la perturbe, la commotionne (...). Il en faudrait toutes les semaines afin d'éduquer nos bons petits Suisses susceptibles, pour leur redonner le sens de la mise en cause».

La recherche d'une identité

Maintenant que le nouveau canton est un fait acquis, et que la réunification entre la partie septentrionale et la partie méridionale est probable, que se passe-t-il dans la vie quotidienne ? J'ai passé une soirée à Porrentruy, à discuter avec Jacob, Victor, Annie et les autres : «Après l'enthousiasme, ce sera le mécontentement» dit l'un. «Ce sera toujours la merde, mais ce sera la nôtre» répond l'autre. Est-ce que l'éveil politique et culturel du Jura ne risque pas de se trouver neutralisé par l'officialisation du nouveau canton ? Ce virage de l'officialité ne pourrait-il pas amener une normalisation des Jurassiens rebelles ? La mise au pas de Guillaume Tell s'est faite bien plus par la somnolence de siècles sans histoires que par la contrainte.

Il va falloir que les Jurassiens ne s'arrêtent pas sur leur lancée et affirment très nettement leur originalité, qu'ils prouvent leurs ressources, leur génie propre. Tout le monde connaît le spectacle de Zoug : Jurassienne, elle met en scène son propre univers et, en le faisant connaître à l'étranger, porte dessus un regard critique. Dans le



dessin Leiter-Kesslerling

domaine de la création, artistique et culturelle, le Jura pourrait favoriser une production spécifique, tout en faisant attention à ne pas remplacer une colonisation par une autre, la bernoise par la parisienne.

Dans le domaine de la production agricole ou industrielle, il est certain que le canton pourrait s'orienter vers la fabrication de produits vraiment jurassiens. Pour le moment, le lait part à Bâle d'où il revient complètement aseptisé. Dans ce pays laitier, il ne serait pas impossible de faire du fromage et de devenir exportateur : «On s'est penché sur le problème seulement récemment». En discutant avec Jacob, on s'aperçoit que celui-ci n'est pas hostile au principe de produire «jurassien», il est un peu sceptique... Et pose des questions de fond. Est-ce que c'est vraiment une bonne chose d'exacerber les particularismes ? Est-ce que ça ne mène pas à l'intolérance ? Mais on ne peut pas non plus aboutir à l'homme universel... A mon sens, c'est le fragile équilibre entre ce qui est spécifique à chacun et commun à tous, entre la volonté de maintenir une tradition et celle du changement social. Et notre société occidentale n'a pas été jusqu'à présent un modèle de respect des différences : ce serait plutôt le

nivellement des particularismes, l'extension au monde entier du modèle européen.

Alors, j'objecte à Jacob que, pour le moment, on ne risque pas de pécher par excès de séparatisme, et que de toutes façons, plus les différences entre les humains sont admises, moins on risque les conflits. Le voilà qui philosophe : «Moi, je crois pas qu'on pourra jamais faire une société avec des humains!»

Mais c'est pour rire, car il n'y a pas de gens qui soient aussi peu résignés que ces Jurassiens.

Catherine Decouan ●

Bibliographie : *Le Jura irlandisé* d'Alain Charpillot (ed. Bertil Galland)
Le Jura incompris de Windish et Willener (ed. Club Tribune)
Le Jura au quotidien de Von Burg et Farine (ed. Club Tribune)
Combat Jurassien de J.C. Rennwald (Institut de science politique, Lausanne).

Des Mickeyes pour les femmes du P.S.

Créé par des femmes comme un courant d'idées, le Courant Trois du Parti Socialiste est un personnage en quête de scénario. La bande dessinée va-t-elle lui en fournir un ?

L'initiative de ce courant était prise avant les vacances par trois femmes, Françoise Gaspard, Edith Lhuillier et Cécile Goldet; selon l'expression d'une femme socialiste, il devait faire l'effet «d'une bombe à billes», répercutant son impact dans toutes les fédérations et bousculant le ronronnement de l'appareil du Parti. Les vacances ont passé et le Courant Trois effectuée aujourd'hui sa rentrée: il ne semble pas très bien savoir que faire de cette année qui s'étire devant lui. Un départ foudroyant ne suffit pas toujours à donner la bonne direction...

Durant l'été, une vingtaine de femmes socialistes se sont vues régulièrement pour travailler et la réunion générale qui s'est tenue les 7 et 8 octobre à Paris devait rassembler une centaine de femmes pour tirer le bilan des premiers mois d'action et réfléchir sur le devenir du Courant. Françoise Gaspard, Maire de Dreux, résume ainsi: «Le Courant a été lancé

dans un contexte de blocage du P.S. Celui-ci était relativement muet au lendemain de l'échec des législatives à côté du bouillonnement du PC. Mais depuis juin, les choses ont évolué et aujourd'hui, le PS reste avec deux courants principaux, traversés de dissensions. Combien de motions y aura-t-il au prochain Congrès, dont on en connaît même pas encore la date?»

Au départ, le Courant Trois ne voulait pas être un courant comme les autres, un courant de pouvoir, mais un courant d'idées. Une transversale qui traverserait les clivages du PS pour poser la question de la place des femmes dans le parti et du regard des femmes sur la politique. En créant un lieu de parole privilégié, cette action n'a pas manqué d'être stimulante pour nombre de femmes socialistes. «On n'a pas envie de se compter, mais on sait que notre action a remué beaucoup de choses dans le Parti. Une percée extraordinaire dans ce domaine, quoique difficile à évaluer, notre estimation restant très parisienne. Un abondant courrier a été adressé au Secrétariat national sur les problèmes de femmes et, à la Commission Femmes du PS, Yvette Roudy (hostile au courant femmes) est de plus en plus isolée.»

L'Europe des femmes ?

Concrètement, l'action du Courant s'est limitée pour l'instant à une entrevue avec François Mitterrand, très frappé par l'arrivée du trio, et à une pétition pour la

participation de 50% de femmes aux listes socialistes pour les élections européennes. La perspective n'est pas bouleversante, et on peut se demander si une revendication de ce type modifiera fondamentalement la sensibilité féministe du PS. La participation au pouvoir, même à égalité numérique, ne changera pas la nature du pouvoir.

Bien que l'exigence des 50% donne aux options du Courant Femmes une allure singulièrement restrictive, le débat sur la question européenne reste ouvert, et ouvert de façon honnête. Face à l'Europe des multinationales, une Europe des travailleurs est-elle possible? Cela paraît aux femmes du Courant Trois un discours flou et ambigu. La réduction du temps de travail est-elle compatible avec l'option européenne, et surtout, le PS a-t-il un véritable programme pour l'emploi, pour la réduction de la consommation d'énergie, conciliable avec les partenaires européens? Il faudrait que le PS soit capable de dire la vérité aux gens. «Les femmes peuvent porter au Parti une tentative de clarification et l'aider à résoudre ses problèmes internes, faits d'enjeux de pouvoir personnels et de clans. Nous, nous venons d'horizons différents et nous n'avons pas eu de mal à trouver un consensus entre nous.»

Passons rapidement sur la question de l'Union de la Gauche, en faveur de laquelle les femmes du Courant Trois comptent promouvoir les contacts féminins à la

base, et sur celle du règlement intérieur du PS, qui devrait être modifié dans le sens de la suppression du cumul des mandats (afin d'éviter le carriérisme politique) pour arriver à la question essentielle: le devenir du Courant Trois.

Après qu'une participante eût noté que la teneur politicienne d'un tel débat ranimait les enthousiasmes, pour ne pas dire les dissensions, il se dégageait deux tendances: l'une en faveur d'une motion, l'autre contre. Les tenants de la première solution estiment que «les femmes ne pourront pas faire l'économie d'une phase conflictuelle avec l'appareil du Parti, pour prendre leur place dans les organisations politiques, sinon il ne fallait pas faire ce courant. Davantage de femmes se manifesterait si le Courant Trois s'affirmait. L'histoire jugera pourquoi nous avons été minoritaires si nous avons posé le problème avec envergure.»

Motion dessinée

Le droit à se constituer en courant autonome est en effet reconnu au sein du parti socialiste, mais il faut 5% de voix réunies au Congrès pour être représenté dans les instances dirigeantes.

D'autres, comme Françoise Gaspard, insistent sur la spécificité du rôle des femmes et sur la nécessité à se tenir en dehors de querelles de tendances. «Une motion est un texte de politique générale, nous ne sommes pas prêtes à le faire, et il vaudrait

mieux continuer à être une force de proposition. Mais si nous faisons un texte, il faut qu'il soit différent: je propose une bande dessinée...» Reste à savoir qui fera la bande dessinée, si bande dessinée il y a, et qui votera pour elle! Alors que tout laisse à penser que le prochain congrès du PS aura à se prononcer entre trois ou quatre motions, il y a gros à parier que les voix masculines ne vont pas se disperser dans le soutien d'un genre, artistique certainement, imaginaire et original, mais peu rentable en termes de cuisine politique. A ce jeu, les femmes ne partent pas gagnantes, et il serait dommage de voir une initiative qui sorte un peu des schémas classiques se terminer en eau de boudin, ou en queue de poisson, sur le dépôt d'une motion tout à fait comme les autres.

Quant on veut enterrer une question, disait je ne sais plus quel homme d'Etat, on crée une commission; une motion, comme une commission, est un remède souverain contre toutes les dissidences. Et comme dit Françoise Gaspard, ne pas déposer une motion ça ne veut pas dire qu'on ne fera rien, ça veut dire qu'on fera autre chose. La question reste ouverte au Courant Trois.

Catherine Decouan

Permanence du Courant III:
Edith Lhuillier
7, rue Vautédard
Issy-les-Moulineaux

Infos

Mort ou survie des grands prédateurs marins?

Le nouveau programme de gestion des populations de phoques gris annoncé par le Département de l'Agriculture et des Pêches pour l'Ecosse (DAFS) prévoit la destruction de 900 femelles suitées et leurs progénitures, ainsi que de 4000 jeunes phoques, chaque année jusqu'en 1982, dans le but de réduire de moitié la population de phoques gris vivant dans les eaux britanniques.

Etant donné que les deux tiers de la population mondiale de phoque gris vivent dans les eaux britanniques, ce projet s'il était réalisé, détruirait un tiers de la population mondiale de phoques gris. La «conservation et la protection des industries de pêche» justifie ce programme selon les autorités britanniques, pour plusieurs raisons: - en raison des dommages dus à la présence des phoques gris sur les lieux de pêches aux saumons, et en raison de leur prédation en général; - en raison des perturbations dans les stocks de poissons dues à des parasites transmis par l'intermédiaire des phoques gris.

La menace la plus grave qui pèse actuellement sur les pêches de saumons est en fait représentée par les opérations de pêche à la traîne, avec des filets traînants, qui sont toujours pratiqués aux alentours du Groenland. Ce type de pêche est théoriquement interdit dans les eaux écossaises, bien qu'il soit toujours pratiqué illicitement.

Quant à l'impact des phoques gris sur la qualité des stocks de poissons, il n'est pas clairement défini. En effet, la présence de parasites chez ces derniers est plus rare que chez les autres espèces de mammifères marins.

Greenpeace considère que tant que des recherches plus avancées n'auront pas été menées pour déterminer plus précisément les habitudes alimentaires des phoques gris, et leur impact sur les pêches, leur destruction demeurera hasardeuse et dangereuse. Toute tentative de «simplification» de la diversité de la nature a dans le passé engendré des déséquilibres irréparables. Dès que l'on diminue ou supprime la présence d'un grand prédateur, un déséquilibre s'instaure parce que l'homme n'est pas capable d'assumer avec raison sa position de dominance.

De plus, pour Greenpeace, la pollution industrielle et l'overfishing de flottes commerciales de pêche sont certainement la cause principale du problème, et ont un impact bien plus important sur l'environnement que les populations de phoques qui, depuis des siècles, possèdent le même régime alimentaire. De 1960 à 1976, les prises annuelles de poissons dans les eaux britanniques ont presque doublé, passant de 270866 tonnes à 442261 tonnes.

Greenpeace réclame la suspension du nouveau programme de gestion des populations de phoques gris, et la réalisation d'une enquête publique, ouverte et complète sur la question, afin d'éclaircir les points d'ombre qui demeurent dans cette affaire. A moins qu'une telle enquête publique soit engagée dans les prochaines semaines, Greenpeace en-

verra à bord du «Combattant de l'arc en ciel» une équipe internationale de volontaires pour tenter de stopper les chasseurs norvégiens qui doivent réaliser cette campagne de destruction.

Scène de chasse en Pologne

On ne sait si Giscard a chassé au Brésil. En septembre, en Pologne, il a passé vingt heures dans un affût, dans l'espoir de tuer un lynx, un trophée qui lui manque.

A Marly, le tableau de Giscard et de ses invités ne «descend» pratiquement jamais au dessous de mille faisans...

Le président était donc qualifié pour rendre hommage, le 2 juin dernier, devant des soldats du contingent appartenant à des unités de chasseurs alpins, à l'«esprit chasseur», fait, selon lui, de courage, de dynamisme, d'élégance et de gaieté.

Autre connaisseur en ce domaine: Tito. Celui-ci a tué un ours brun géant dont il exhibe fièrement la peau. En réalité, l'ours en question avait été habitué à sortir du bois à heure fixe. Et un ours de «rechange» était prévu en cas d'échec. Mieux encore, des gardes se tenaient sur les lieux, avec des éponges imprégnées de sang pour le cas où Tito aurait manqué l'ours. On lui aurait alors fait croire qu'il l'avait blessé, et il aurait même pu voir la piste sanglante...

Au Belize, en Amérique Centrale, un trafiquant a mis au point une méthode non moins ingénieuse: il achète des jaguars à des zoos des Etats-

Unis et les lâche dans les jambes des chasseurs pour lesquels il organise des safaris. Ceux-ci croient tuer un jaguar sauvage...

Le maire du Pellerin démissionne

Après l'annonce, maintenant officielle de l'avis favorable du Conseil d'Etat pour le projet de centrale du Pellerin, les conseils municipaux du Pellerin et de Cheix en Retz, les deux communes mangées par la centrale, viennent de démissionner.

C'est à la suite d'une réunion publique retransmise en vidéo et à laquelle assistaient plus de 300 personnes que cette décision a été annoncée. «Ce n'est pas un geste d'abandon, c'est la plus élémentaire honnêteté d'un élu envers ses électeurs. L'alternative est aujourd'hui se soumettre ou se démettre, j'ai choisi la seconde» a dit le docteur Villaine, maire du Pellerin. Le dernier acte du conseil municipal aura été d'entériner le jumelage entre le Pellerin et Cheix en Retz d'une part, et Plogoff, autre site nucléaire breton d'autre part.

La coordination de la Basse Loire organise une marche de protestation, le 28 octobre du Pellerin à Nantes.

Retour au bercail

Le statut du fermage, vieux de 33 ans, malgré ses lacunes, notamment dans sa remise en cause du droit de propriété par rapport au droit de travail, prescrivait qu'en cas de reprise abusive du propriétaire, les fermiers obtiendraient une indemnité, ainsi que la

réintégration dans les lieux. Mais les tribunaux bourgeois avaient toujours refusé d'appliquer cette clause, sous prétexte qu'on ne pouvait pas chasser le propriétaire d'un bien lui appartenant.

Par une action constante qui a duré plus de quatre ans, les Paysans Travailleurs de Loire Atlantique qui ont toujours été à l'initiative de l'action, viennent non seulement de renverser la jurisprudence, mais d'appliquer concrètement la réintégration d'un fermier, en reprenant possession de la ferme de Mésanger.

En 1975, l'expulsion du fermier avait été cautionnée de fait par tous ceux qui, au nom de la productivité, du rendement, et du modernisme, le jugeaient non rentable et le condamnaient à l'élimination.

Seule une action spectaculaire de maintien illégal dans les lieux, suivie d'une mobilisation constante pendant et après l'expulsion, avec une réinstallation provisoire sur des terres de la même commune, a permis de faire revenir la justice sur ces décisions.

Les propriétaires ont profité de l'expulsion provisoire des fermiers pour construire sur la ferme une maison d'habitation, sans obtenir les autorisations nécessaires. La lutte se poursuit pour que les fermiers puissent se réinstaller complètement et définitivement dans les lieux.

Paysans Travailleurs
36 rue de la Croix Nivert
Paris 75015

Les immigrés du tri postal

Cette semaine, les centres de tri postal sont en grève. Vous lisez votre hebdo en retard, c'est un acte de solidarité !



P.T.T., Petit Travail Tranquille», disait-on, en riant, voici quelques années. Pour autant qu'elle ait jamais eu un sens, la plaisanterie est à ranger au fond des placards: on ne rigole pas dans les centres de tri postal. Surtout à Paris.

D'abord parce que l'apparition de l'automatisation est en train d'y dégrader les conditions de travail. Ensuite parce que le déracinement et son cortège de frustrations y est très important: quatre-vingt-cinq pour cent des postiers parisiens viennent de province et attendent un hypothétique retour au pays.

Le travail du tri, lorsqu'il était manuel, demandait de bonnes connaissances géographiques. Pas question d'orienter vers la gare de l'Est une lettre adressée à un brestois. Sans être très qualifié, le postier se sentait donc «responsable» et ceci compensait parfois cela.

Avec l'apparition du code postal, on fit s'écrouler le côté poétique de la profession. Du jour au lendemain, le doux Jura fut converti en un sec «39»; le Var ensoleillé des vacances en un vulgaire «83» et les vignes du château Yquem se mirent à prendre racines entre les deux «3» de la Gironde.

L'automatisation galopante est en train de mettre une touche finale à la robotisation de la profession. Terminées les discussions et rigolades devant les rangées de casiers; la vie collective disparaît pour faire place à un lugubre et monotone face à face avec le clavier de la console de visualisation.

Plus d'échanges, partant, plus de joie.

Ainsi, petit à petit, voit-on se dessiner le visage de la poste de demain: une armée de préposés presse-boutons, déqualifiés et mal payés, assistés d'un petit noyau compétent de techniciens électroniciens docteurs en machines. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'une grogne, sourde mais bien réelle, s'installe de Brune à Montparnasse, de Pantin à la Gare du Nord.

D'autant que l'on assiste, parallèlement, à une diminution des effectifs qui a pour corollaire une augmentation des cadences. C'est contre ce dernier aspect de la dégradation du service public que les grèves actuelles prennent forme. «Du classique» penseront certains en se demandant pourquoi nous privilégions cette lutte plutôt qu'une autre.

Peut-être parce que ce à quoi nous serions le plus attachés ne peut justement pas s'exprimer. Si «Vivre et travailler au pays» est en effet dans la tête de chaque postier, sa traduction dans le champ de la revendication n'est pas facile. Le slogan a du mal à mordre: pour peu, on le craindrait presque. C'est que réclamer un recrutement régional immédiat risquerait de bloquer *ad vitam aeternam* dans la capitale les quelques 75000 immigrés de l'intérieur actuellement en purgatoire!

«Recruter au pays, d'accord, mais en commençant par nous» pensent-ils avec raison.

Voilà qui nous renvoie à nous mêmes, qui doit nous pousser à imaginer le concret d'une alternative faite de régions autonomes. Egalement à nous interroger davantage encore sur ces mégapoles à l'appétit dévorant qui attirent à elles jusqu'à ceux et celles qui ne le veulent pas et les obligent à s'intégrer.

En tout cas, une aspiration (pourtant bien légitime) vivre là où on le veut, est une fois encore mise sous l'étouffoir. Voilà pourquoi ils sont des milliers à attendre (souvent seuls parce qu'on ne se mariera qu'au retour); pourquoi on travaille comme des dingues, le dimanche comme les jours de fêtes, pour pouvoir - en additionnant les congés que l'on ne prend pas - aller rendre visite quelques jours à la famille.

Voilà pourquoi on vit mal et qu'on en souffre. Mais est-ce tellement original par les temps qui courent?

Les nouveaux négriers

Si la situation des provinciaux est souvent difficile, celle des ressortissants des départements et territoires d'outre-mer est proprement dramatique. Antillais, Guyannais, Réunionnais (on les appelle les AGR) représentent quinze pour cent des effectifs parisiens. Leur déracinement est total et le plus souvent irréversible. J'ai rencontré l'un d'eux, arrivé en France voici 23 ans, qui m'a confié d'un ton calme sa déception et ses espoirs ainsi que les difficultés rencontrées dans une ville où l'homme de couleur est constamment agressé.

A la fin de notre entretien, je n'ai pu m'empêcher de penser que le peuple noir, conduit hors d'Afrique par les marchands d'esclaves, avait trouvé de nouveaux négriers.

«Pour l'Antillais qui arrive en France, la «mère patrie» comme on l'appelle chez nous, c'est le paradis. On nous l'a répété dès notre plus jeune âge; alors tu peux être sûr qu'on y croit.

J'avais à peine mis le pied sur le sol français que j'étais déjà seul. Seul dans un pays dont le climat est très différent de celui auquel j'étais habitué depuis dix-sept ans,

seul au milieu de gens dont la nourriture et le genre de vie m'étaient inconnus. Seul enfin face au racisme... Parce qu'il faut bien avouer qu'il y a des préjugés contre les gens de couleur.

Ne pouvant trouver de logement, je me suis installé dans un foyer. J'y suis resté trois ans. Après quoi on m'a dit: «tu es en âge de faire ton service militaire» et on m'a expédié en Algérie!

déracinement, c'est l'abandon d'un style de vie, d'une habitude d'hospitalité qui faisaient toute notre originalité.

-Certains n'essaient-ils pas de retourner au pays?

-Je suis aux PTT depuis déjà quinze ans et je sais parfaitement que je ne pourrai pas avoir de mutation pour partir chez moi. Je ne peux pas y aller, ce n'est pas possible puisqu'il n'y a pas de postes disponibles. Je suis donc condamné à passer toute ma carrière en métropole. Jusqu'à la retraite. A condition que je me décide à retourner là bas... parce que la dernière fois que j'y suis allé, c'était en 69, je me suis rendu compte que j'étais devenu un étranger pour mes compatriotes. C'est normal, les jeunes avec lesquels j'ai été à l'école ont fait comme moi. Aujourd'hui ils sont à Marseille, à Lyon, partout sauf aux Antilles. Je me suis retrouvé au milieu de gens qui ne me connaissaient pas et pour lesquels j'étais un intrus.

Et puis, quand on reste longtemps en France, il arrive un moment où on souhaite se marier, avoir des enfants. Quand on y parvient (et ce n'est pas facile quand on est noir!), les enfants naissent en France, leur pays c'est la France. Si on les emmène aux Antilles, au bout d'un mois ils veulent rentrer pour retrouver leurs copains.

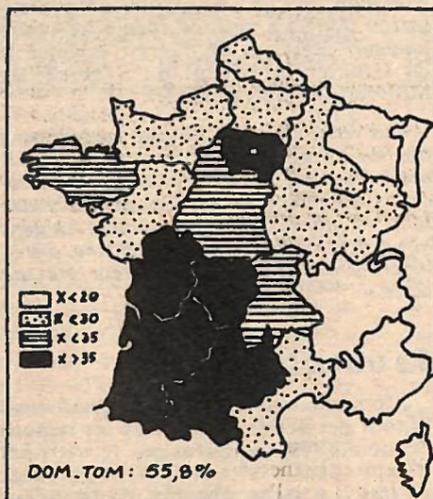
Il arrive près de deux mille AGR chaque année en France. Le gouvernement sait parfaitement qu'ils ne pourront pas repartir et on peut donc dire qu'il joue délibérément la carte de l'intégration totale et définitive. La volonté politique est d'autant plus nette que, par ailleurs, on se refuse à créer des emplois chez nous.

Ceux qui ressentent cette injustice le plus fortement, ce sont les jeunes, ceux qui veulent rester sur place. Alors, pour les calmer, on les expédie en métropole où ils se heurtent au barrage du logement qu'on ne veut pas leur louer, au barrage du travail qu'on ne veut pas leur donner, au racisme qui leur interdit l'entrée des boîtes où ils pourraient s'amuser. Aussi voit-on maintenant des groupes se constituer qui se disent partisans de l'indépendance totale.

Qui oserait leur donner complètement tort?

Jean-Louis Soulié ●

Taux régional d'affectation dans la région parisienne



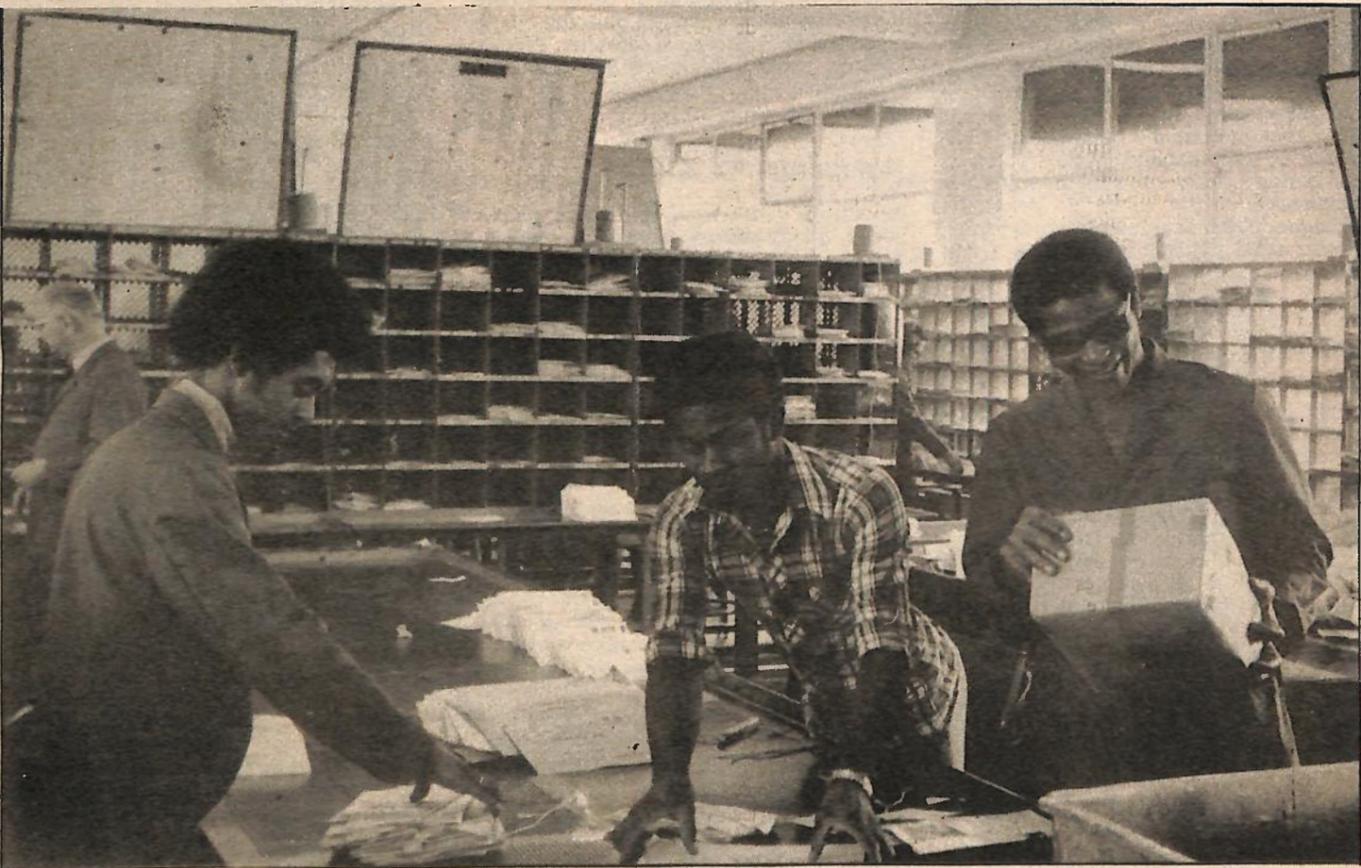
X = Agents nés dans la région et travaillant à Paris

Quand on se trouve dans des situations pareilles, on en arrive à se demander ce qu'on est venu faire en métropole.

-C'est une question que tu te poses toujours?

-Bien sûr. Pour l'ensemble des AGR, le retour au pays, ça signifie profiter de sa vie, de sa coutume, de sa nourriture, de son climat, de sa mer, de sa famille, de ses enfants et de beaucoup d'autres choses encore. Ça signifie aussi prendre le temps de vivre, ce qui est proprement impossible à Paris.

Le plus dur, peut-être, c'est qu'on nous amène à un stade où c'est chacun pour soi et Dieu pour tous. C'est l'aboutissement du



33! Voilà les médecins-flics

Bien que la plupart des médecins ne soient pas très chauds pour troquer la blouse blanche contre l'uniforme bleu du gendarme, le contrôle médical surveille de plus en plus étroitement les arrêts de travail et les congés de maladie.

Le décret réglementant le contrôle patronal médical des arrêts de travail (voir ci-contre) devait sortir avant les vacances... Il mûrit dans les serres ministérielles où l'on concocte sa quatrième, voire sa cinquième mouture. A nous de la faire pourrir. Le patronat était pourtant pressé : il digère mal de verser la moitié des indemnités à ses salariés mensualisés mis en arrêt de travail par les médecins qu'il juge trop complaisants. Aussi aurait-il aimé se voir donner les pleins pouvoirs pour contrôler l'armée de fainéants qu'il a sous ses ordres. Le gouvernement Barre n'aurait pas demandé mieux. Mais allez faire plaisir à tout le monde ! Entre temps le projet de décret a rencontré plus d'une opposition. Passe encore celle des syndicats, CGT ou autre, il y a belle lurette qu'on ne leur demande pas leur avis, mais celle des syndicats médicaux ! Même l'Ordre souffre dans sa pudeur déontologique !

Sent-on au Ministère du Travail qu'on pousse un peu trop loin le désir de «libéraliser la société» ? Toujours est-il qu'on ne sait plus trop comment le maquiller, ce texte. Il a pour l'instant un petit air rétro - genre mine de charbon en Angleterre au XIXème siècle, qui nuit à l'image libérale qu'on tient à conserver. Embaucher, débaucher, muter, accélérer les cadences, c'est passé dans les mœurs, ça s'explique à la TV : maintien du niveau de vie oblige. Mais fliquer le malade jusque dans son lit, contrôler si son état de santé ne lui permet pas de reprendre incontinent le chemin de l'usine risque fort de rappeler aux bien portants qu'ils appartiennent âme et corps à leur patron seigneur et à la mystique du PNB.

La plupart des médecins ne sont pas très chauds pour troquer la blouse blanche contre l'uniforme bleu du gendarme. Certains par conviction, d'autres par opportunisme, d'autres enfin pour maintenir leur image de marque, mais qu'importe. Les centrales syndicales (CGT, CFDT) ont eu le réflexe d'ôter un quelconque avis sur les modalités d'un contrôle dont ils contestent le bien fondé.

Quant aux usagers que nous sommes, n'offrons pas notre sternum au stéthoscope du médecin patronal. Sinon il sera trop tard pour pleurnicher. La brèche sera ouverte pour - sous prétexte d'économies, de discipline et de responsabilité devant les deniers de la nation - ficher «tous les marmiteux et calamiteux», mettre en cartes sirotiques, cardiaques ou véroleux, aseptiser nos loisirs, orienter nos activités et veiller à nos menus plaisirs.

Les abus... un mythe

Des raisons de souffler une semaine, quinze jours ou plus, il y en a plus d'une, sans tirer au flanc : crâne vidé, surexcitation ou insomnie, dépression et craquage, vertige ou fatigue chronique, cadences et danses de Saint-Guy, attention mobilisée huit heures par jour devant une presse ou un cadran lumineux, certitude d'être crétinisé avant la trentaine !

Eh bien malgré tout - c'est renversant - les arrêts de travail représentent une part infime des dépenses de la sécurité sociale, une part qui de 1971 à 1975 n'a pas augmenté en pourcentage. Congés maternité compris, les indemnités versées par la S.S. sont loin d'être équivalentes à ses autres postes budgétaires.

«Le problème des généralistes n'est pas de refuser des arrêts de travail, mais de les imposer aux gens qui en ont besoin. Je suis prêt à le prouver. Les arrêts de complaisance

n'existent pas. Si je n'ai pas d'autre choix que d'hospitaliser un enfant qui a 40 de fièvre ou d'arrêter l'un des parents, qu'est-ce que je dois faire ? Je veux bien qu'on appelle ça un arrêt de complaisance, mais n'oublions pas qu'une journée d'hospitalisation dans un service spécialisé coûte plusieurs centaines de francs», explique le Dr Granier, président du Syndicat de Médecine Générale (S.M.G.).

«La vérité c'est que les gens sont détruits pas leur travail ; c'est le cas par exemple de ces jeunes qui travaillent aux renseignements téléphoniques, un casque sur la tête toute la journée. Le plus souvent les gens nous demandent un arrêt d'une durée inférieure à celle qu'exige leur état de santé.»

Le travail désacralisé

Alors, pourquoi tout ce chambardement autour des arrêts de travail : les raisons économiques invoquées par le patronat n'expliquent pas tout. Il faut chercher ailleurs. La vertu salvatrice du travail ne donne plus envie de soulever des montagnes. L'ouvrier de ce dernier quart de siècle ne va plus au turbin, il va «à la taule». Les causes de cette désaffection ne proviennent pas seulement de la nature du travail, mais de l'organisation du travail. Y songer - et plus encore y remédier, reviendrait pour le gouvernement à se saborder, à abdiquer, et pour le patronat à dire «prenez ma place». Une seule solution pour eux, la répression, avant que d'arrêt de travail en congés de maladie, on ne songe tout bonnement à s'arrêter de se crever au boulot.

Dans le conjoncture actuelle, le contrôle médical patronal est avant tout une arme dissuasive pour ramener dans le droit chemin du «PNB, santé, travail». L'appel au civisme devant le déficit de la Sécurité Sociale n'a pas d'autre but que de le faire admettre. C'est le trou dans les caisses de la Sécurité Sociale, la croissance quasi immaîtrisable des dépenses de santé, les «abus» de consommation de soins. Tous ces arguments visent au bout du compte à faire interioriser par chacun les objectifs que le pouvoir a fixés sans nous consulter. Bref, le contrôle médical est également une arme idéologique.

Aménager la taule ?

«Plus les gens sentent qu'ils sont maîtres d'eux, qu'ils ont un travail intéressant, constate le Dr Granier, moins ils consomment de soins médicaux. Toute cette machinerie de contrôle est purement idéologique». Cette réflexion mérite d'être approfondie. Car la seule étude sur les conditions de travail dans le système actuel risque fort de conduire à une impasse. Sans doute n'est-elle pas négligeable et la CGT, suivie en cela par le Syndical National des Médecins de Groupe (affilié à la CSMF) et le Syndicat de Médecine Générale, a raison de mettre l'accent sur les conditions de vie, de travail, les conditions de sécurité et d'hygiène, l'insuffisance des équipements sociaux et des transports etc... Mais est-ce là le fond du problème ? Un homme bien portant ne peut être qu'un homme responsable. Pour cela il ne suffit pas de demander aux maîtres qui nous gouvernent d'aménager la cage fut-elle dorée, dans laquelle ils nous tiennent enfermés.

Pierre-Yves Poindron ●



Histoire d'un décret

Le contrôle médical patronal des arrêts de travail (à ne pas confondre avec le contrôle de la Sécurité Sociale) est une vieille histoire qui puise son origine dans des textes flous. Le projet de décret qui s'appuie sur le vote de janvier 1978 sur la mensualisation vise en fait à le légaliser. Auparavant certains textes - des conventions collectives notamment - permettaient toutes les interprétations et le patronat ne s'est pas privé de les accommoder à sa manière. Les accords prévoyaient qu'en cas d'arrêt de maladie le salarié percevait un complément de salaire versé par l'employeur «sous réserve que justification de l'arrêt de travail puisse être faite». Sans autre précision.

On devine la suite : certains patrons ont estimé que ce contrôle leur revenait et se sont arrogés le droit d'envoyer auprès de leurs salariés en arrêt de travail un médecin contrôleur. Des officines spécialisées sont nées de type SECUREX dépendant des employeurs ou, pire, de type GAMECO dépendant des Assurances Générales de France auxquelles certains patrons s'étaient assurés pour couvrir les indemnités à verser.

Mais rien, absolument rien ne donnait explicitement le droit aux employeurs d'entreprendre pareil flicage sur leurs employés et leurs médecins traitant, l'affaire est allée plusieurs fois en Justice. Las ! le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation ont donné raison aux employeurs : les payeurs sont les soigneurs. Ce n'était pas suffisant : le gouvernement s'en mêla. Mais il fallait être subtil et ménager toutes les susceptibilités, celle des médecins en particulier, et donner à la loi un petit air moral : SECUREX et GAMECO ont des relents évidents de frie et de flic, leur contrôle sera supprimé dès 1980. On escomptait ainsi amadouer les centrales syndicales.

Le projet de loi porté à la connaissance des intéressés prévoyait donc un corps

de volontaires parmi les omnipraticiens ayant cinq ans d'exercice, agréés par l'Ordre et les syndicats médicaux, choisis conjointement par les instances médicales et les comités d'entreprise pour passer derrière leurs collègues vérifier le bien fondé de leurs prescriptions. La perspective de jouer les flics n'enthousiasme pas les généralistes. A retardement, les médecins ont réagi. Le Comité de liaison des Généralistes où se rencontre tout ce que le monde des omnipraticiens compte de syndicats vient de condamner fermement le principe même du contrôle et appelle tous les médecins à s'opposer à l'application concrète du décret. Les deux grands (numériquement s'entend) syndicats de médecins (CSMF et FMF) refilent même à l'Ordre le soin de dresser des listes de médecins contrôleurs. L'Ordre se retranche derrière la déontologie pour ne pas se mouiller. Faute de mieux et faute d'avoir réagi à temps, la CSMF pose des exigences que le décret n'avait même pas pris en compte : présence du médecin traitant lors du contrôle, avis prévalant du médecin traitant en cas de désaccord jusqu'à expertise (toutes choses dont le patronat se serait volontiers passé).

Certains médecins appartenant au Syndicat de Médecine Générale et même au Syndicat National des Médecins de Groupe qui constitue un gros bataillon des forces de la CSMF sont prêts à se mobiliser plus radicalement. Les uns comme les autres réclament qu'on s'attaque d'abord aux causes des arrêts de travail.

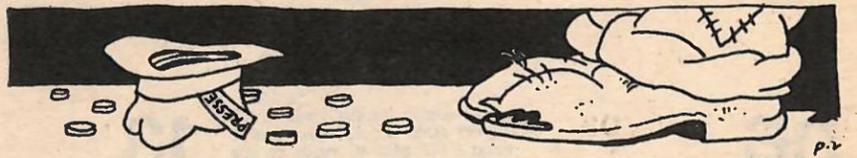
Ces oppositions conjuguées mettent en porte à faux le gouvernement et ses hésitations témoignent de son embarras, mais non de son renoncement... L'affaire du contrôle médical patronal est une affaire à suivre de près... La partie n'est encore jouée pour personne.

P.-Y.P.

150.000 francs pour la G.O.

Si pour vous, la brume des petits matins d'octobre a caché depuis longtemps le souvenir des vacances, pour nous, la fin de l'été se fait cruellement sentir. En effet, le chèque des messageries de presse nous réglant le solde pour août n'a été que de 14000 francs. Une catastrophe. Après un été fâcheux et des réabonnements tardifs, nous sommes au bord du gouffre.

C'est rageant, à l'heure où l'on commence enfin à aménager des locaux corrects, à l'heure où l'on commence à ne plus nous ignorer, à l'heure où vous nous écrivez nombreux votre satisfaction devant nos efforts de qualité, d'ouverture, de trébucher sur un problème financier. Depuis 18 mois, c'est à dire depuis notre départ «à la campagne» nous avons relevé la tête. Tout allait bien, trop bien. Notre volonté d'augmenter le nombre des collaborateurs de l'équipe de rédaction-fabrication et notre souci d'assurer à chacun le confort matériel minimum, ainsi qu'une hausse des prix galopante, nous replongent dans le trac des caisses vides et des écritures en rouge.



Pour nous aider (150 000F, ce n'est pas la mer à boire) vous pouvez :

- Vous abonner vous-même (voir p. 19)
- Si vous êtes déjà abonné, trouver un nouvel abonné
- Souscrire immédiatement en nous renvoyant le bulletin ci-joint accompagné d'un petit ou d'un gros chèque.

C'est dur de causer autonomie politique, affective ou énergétique à longueur de colonnes et de ne pas ajouter à cette liste l'autonomie financière. La maladie de la presse libre ne doit plus être chronique. Merci de votre solidarité.

Je joins la somme de.....Francs, en soutien à la G.O. chancelante.
Bulletin à retourner à la «Gueule Ouverte», bourg de St Laurent-en-Brionnais - 71800 La Clayette (chèques à l'ordre des Editions Patatras)

Infos

La France comme l'Europe

Ce n'est pas seulement en France, mais dans l'ensemble de l'Europe occidentale que le textile, la sidérurgie et les chantiers navals sont en voie de liquidation. Mondialisation de l'économie oblige !

Dans le textile, 3.500 entreprises ont fermé depuis cinq ans, entraînant la disparition d'un million d'emplois. Il en reste 2,9 millions, sur lesquels, d'ici à 1985, un autre million seront supprimés.

Dans la sidérurgie, 61.000 emplois ont été supprimés ces trois dernières années. Restent à peu près 700.000 salariés, sur lesquels 100 à 140.000 doivent disparaître si la sidérurgie européenne veut redevenir concurrentielle. De 1974 à 1977, l'Europe a «perdu» 30 dollars par tonne d'acier vendue, ce qui représente un total de 3 milliards de dollars pour la seule année 1977. Principale «perdante» : la British Steel Corporation. Les Allemands, pour leur part, n'ont «perdu» que 625 millions de dollars, et ont supprimé 30.000 emplois.

Quant aux chantiers navals, les responsables de la CEE estiment que, d'ici à 1980, les chantiers des Neuf devront réduire leur production de moitié et supprimer 75.000 emplois.

L'avenir de l'automobile

En 1978, les constructeurs européens produiront 11 millions de véhicules, approchant ainsi de très près leur record absolu : 11,25 millions en 1973. Et cependant, ils sont inquiets. Car la «guerre économique» fait rage. En dix ans, la part japonaise du marché européen est passée de 0,6 à 6 %, et les «trois» de Detroit (Ford, Chrysler et General Motors) préparent une sérieuse offensive pour 1979. D'où la question de Jean-Louis Servan-Schreiber à Giscard, la semaine dernière sur TF1 : «Dans dix ans, l'automobile française ne se trouvera-t-elle pas dans la même situation que la sidérurgie aujourd'hui ?». La réponse fut vague : améliorons nos modèles. Mais comment ? Pour ce faire, la tendance est à la concentration, et pas seulement entre entreprises si-

tuées sur un même territoire «national» : il semble bien que l'on aille, petit à petit, vers une «voiture mondiale». Toujours plus colossal !

Nucléaire brésilien

Giscard ne désespère pas de placer du nucléaire français au Brésil. C'est que l'énorme contrat (4,2 milliards de dollars) passé voici trois ans entre le Brésil et l'Allemagne de l'Ouest bat de l'aile. Non seulement en raison de dépassements de devis, mais à cause de «difficultés» techniques : ainsi le site prévu pour le premier des trois réacteurs d'Angro Dos Reis a été mal choisi par les géologues, il faut recommencer les études et changer d'emplacement. Résultat : le coût du KW installé sera de 1570 dollars, soit cinq fois plus que prévu en 1969. Or le Brésil ne veut pas faire appel aux USA, à l'égard desquels il cherche à affirmer son indépendance. Alors, la France ? Il semble plutôt que, si le programme germano-brésilien subit des amputations, ce sera en faveur de l'hydro-électricité, secteur dans lequel les réserves brésiliennes sont énormes.

Pétroliers solaires

Dans dix ans, l'industrie solaire sera un «big business» : c'est ce que pensent les pétroliers nord-américains qui achètent à tour de bras les fabricants de solaire déjà existant (ainsi Mobil Oil vient d'acquérir les Tyco Laboratories, et Shell Oil est devenu l'actionnaire principal de Solar Energy System), ou créent leurs propres entreprises. Grâce au doublement du budget que le Secrétariat à l'énergie consacre à la recherche en ce domaine, grâce aussi à des crédits d'impôts accordés à quiconque mettra pour plus de 2000 dollars d'équipement solaire dans sa maison, on estime que les ventes de solaire dépasseront aux USA 1,5 milliard de dollars par an de 1979 à 1985. De quoi décourager Jean-Luc Lavigne : l'énergie alternative au profit des multinationales les plus puissantes !

Mao bien mort

«L'économie est le but final ; la politique n'est que le moyen pour l'atteindre». C'est Teng

Hsiao Ping qui le dit. Au nom de quoi, c'est la grande ouverture technologique en direction du Japon et de l'Occident. Le Japon s'apprête à construire un complexe sidérurgique de deux milliards de dollars à Tangshan, près de Pékin. La création d'un autre ensemble sidérurgique est envisagé près de Shangai ; coût : 3,2 milliards de dollars ; favoris dans la course aux soumissions : Nippon Steel et Sumimoto Metal. D'autre part, les autorités chinoises se sont engagées à acheter, cette année, pour plus de cinq milliards de dollars d'usines et d'équipements industriels aux pays occidentaux. Pour ces achats, la Chine envisage de recourir au crédit international, ses réserves en devises fortes étant insuffisantes : les banquiers européens se frottent les mains. Où est le temps où la vie économique chinoise reposait sur le principe «compter sur ses propres forces» ? La Chine immense s'intègre à son tour aux «contraintes du marché mondial». Mao est bien mort.

Sur le terrain

Très urgent.
Le Centre de Rencontres des Circauds recherche personne, région Mâcon, pouvant prêter une estafette pour le week end du 28-29 octobre. Nous avons deux déménagements urgents à faire sur Rouen et Paris. Contactez-nous le plus vite possible au 25-82-89. MERCI.

06

ANTINUC. Si la pollution sous toutes ses formes ne vous laisse pas indifférents, si au pire dans le slogan "la bougie ou le nucléaire" c'est encore la bougie qui vous attirerait, si vous êtes de ceux qui ne restent pas les mains dans les poches devant l'indifférence, mais qui bien au contraire pense qu'il faut informer toujours informer, encore informer, vous pouvez venir rejoindre un groupe de deux dingues répondant au signalement ci-dessus qui se réunit à la MJC PASTEUR DE Nice pour préparer une semaine d'information sur le nucléaire en novembre. Cité Pasteur 51 route de Levens tel 80 18 11.

13

SALON. Pour participer à la journée nationale d'action du 28 octobre. les Amis de la Terre de Salon organise:
- un stand avec matériel Larzac (autocollants, brochures) le samedi matin à Pelissanne sur le marché,
- une manif avec quelques autres groupes le samedi après-midi à Salon. Amenez vos instruments de musique,
- le dimanche, un stand à la foire à la brocante à Grons.
Renseignements: téléphoner au 90/53 24 84, le soir.
D'autre part, la Coop bio des Amis de la terre de Salon est ouverte tous les samedi entre 10 et 13h au local des AT 120, rue du Bourg Neuf (place St Michel) 13300 Salon.

21

CREATION D'UN GROUPE Amis de la Terre à Dijon: assemblée générale constitutive le mercredi 25 octobre à 20h Hôtel des Sociétés 7, rue du Docteur Chausser à Dijon. Contact: Philippe Pernin 11, rue des Huches 21800 Quetigny.

FOIRE ECOLOGIQUE à Chenôve. Après le succès de la première Foire Ecologique Régionale «Tournesol», qui a lieu le 17 septembre à Dijon; Nature et Progrès 21 a décidé de reconduire «Tournesol» à Chenôve (banlieue Sud de Dijon) le 28 octobre de 9h30 à 17h, place Laprévoite, au Sud du vieux bourg. L'entrée sera libre. La matinée sera essentiellement réservée au marché aux produits biologiques et l'après midi aux conférences à l'Hôtel des Sociétés à deux pas du marché, on pourra se restaurer sur place. Venez nombreux!

44

LES ESTUAIRES. Pour élargir la mort écologique de l'estuaire de la Loire la SEPNE (Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne) organise à St Nazaire le vendredi 27 octobre à 20h30 à la MJC une soirée débat sur l'intérêt écologique des estuaires et sur leur dégradation avec la participation du syndicat des marins pêcheurs de la Baie de Seine, les écologistes qui les ont soutenus et d'Yves Legalle, Directeur du laboratoire maritime du Collège de France à Concarneau.

54

ANTI EDF. Désirons rentrer en contact avec autoréducteurs EDF de la région ainsi qu'avec individus anticapitalistes notamment penchés sur le cas de la centrale de Cattenom sur la Moselle. Ecrire à Catherine et Emmanuel Lopez Maison Pierson, Tiercelet 54190 Villerupt.

56

DU RENFORT pour autoréduire les factures EDF sur la région de l'Orient. Se réunir et en discuter. Valérie Daumont 14, rue de l'Assemblée Nationale 56100 Lorient.

69

TRANSPORTS EN COMMUN LYONNAIS. Rien de commun là dedans sinon se faire transporter comme des boeufs du boulot à la cité, de la cité à la Part Dieu, de la sœur à la graisse de cuisine, de l'ennui à l'épuisement. Chacun va prendre son ticket à 2,80F, ceux qui sont abonnés au travail, ont droit à une réduction. Nos impôts engraisent une société privée pour une soit-disant service public. Avons-

nous besoin de prendre 4 bus en une heure? Non. Et pourquoi pas le ticket à 10F pour 40 trajets en une heure. Votre ticket peut encore servir donnez-le à quelqu'un qui monte!

COMITE MALVILLE. Préparation de la coordination nationale des 28-29 octobre 78. Lieu: Rotonde des humanités Institut des Sciences Appliquées de Lyon (INSA) 20, av Albert Einstein Villeurbanne.
Proposition d'ordre du jour:
- Samedi 28 octobre: matin accueil des comités. 14h30 à 17h. Bilans des comités sur: situation régionale ou locale, état du mouvement anti-nucléaire et écologiste, état de la discussion sur les textes envoyés pour la préparation. 17h30: rapport introductif aux débats fait par la commission de préparation, il portera sur: des propositions pour la mise en place d'une coordination sur le moratoire. 18h à 19h: premier tour de discussion.
- Dimanche 29 octobre: 9h à 12h poursuite du débat, 13h30 à 16h. Inscription: D.Montet 12, rue Royale 69001 Lyon. Permanence tel jeudi 26/10 18h-20.

75

SOLIDARITE AUX POMPISTES. Meeting à la Bourse du Travail de Montreuil Métro Mairie de Montreuil, lundi 23 octobre à 20h 30, en solidarité avec les pompiers de Barcelone en grève depuis plus d'un mois pour le maintien et l'amélioration de leur convention collective régionale et qui subissent une répression digne des meilleures heures du franquisme. CNTF OGL UTCL TACOCA.

RADIOANARCHIE. Le groupe Louise Michel de la Fédération Anarchiste organise le jeudi 26 octobre dans son local (10, rue Robert Planquette 18ème) une conférence-débat à partir de 20h30. Le thème en sera: «Les anarchistes face aux radios libres et à l'information». Des militants du groupe et animateurs de radios libres animeront le débat.

83

RADIO LIBRE. dimanche 8 octobre à Toulon, 6 personnes ont été interpellées et gardées à vue. Cinq d'entre elles sont inculpées parce qu'elles sont soupçonnées d'être parmi les animateurs de Radio Troitour, radio libre locale, en violation de la loi du 28 7 78 sur le monopole. Cette arrestation arbitraire est contraire à la déclaration des Droits de l'Homme. C'est une grave atteinte à la liberté d'expression qu'il faut absolument dénoncer. Nous rappelons la population à apporter son soutien et se joindre à notre comité afin de faire échec à la répression. Contact: soutien financier BP 20 83320 Carqueiranne.

85

PROJECTION DU FILM «Voyage dans les centrales de la terre» le lundi 23 octobre à 20 h 30 au théâtre municipal de la Roche sur You.

LE CRIN (Comité Régional d'Information sur le Nucléaire) se réunit tous les 1er et 3ème jeudi de chaque mois à la Bourse du Travail, Bd Louis Blanc à la Roche sur You à 21h.

CONFERENCE DE L'OCDE sur le tourisme et l'environnement. Les experts de l'OCDE font une réunion spéciale qui se tiendra à Salzbourg sur le thème du tourisme et de l'environnement, du 17 au 20 octobre. La session sera ouverte par le Dr Ingrid Leodolter, Ministre fédéral autrichien de la Santé et de l'Environnement, et par M. Gérard Eldin, Secrétaire Général Adjoint de l'OCDE.

Larzac

01

NANTUA. Nous voudrions en accord avec un autre couple d'écologistes, essayer de démarrer un groupe sur Nantua qui traite de l'armée (Larzac bien sûr), nucléaire et tout et tout... bouffe bio en liaison avec des coop existantes. Dans l'immédiat on organise quelque chose pour préparer la journée du 28 octobre. Contacter soit les Potiers 28, route de Genève, les Battoirs Nantua 01130, ou bien B Dumortier Charix le Haut Nantua.

13

MARSEILLE. Le comité Larzac communique: du 21 au 28 octobre, le comité organise un jeûne de soutien aux paysans du Larzac. Nous souhaitons atteindre le chiffre de 103 jeûneurs échelonnés tout au long de la semaine. Si vous pouvez consacrer un ou deux jours à cette action, téléphonez rapidement au 81/50 42 31 l'après midi. Comité Larzac 13, rue de la Cathédrale Marseille.

31

TOULOUSE. Comité Larzac 3, rue Danton. Jeûne du jeudi 19 octobre au dimanche 22 en l'église St Jérôme 2, rue du Lieutenant Colonel Pélessier, juste à côté du mess des officiers de la place de Toulouse et du centre de documentation des Armées (informations militaires entrée libre) le Larzac ne sera jamais un champ libre pour l'armée. Daniel Rousseau Jacques Bonnefoy 61/52 04 69.

38

GRENOBLE Comité Larzac c/ Amis de la Terre 95, Galerie de l'Arlequin. La lutte des paysans du Larzac nous concerne tous, le Comité de Grenoble organise une réunion d'information et de soutien le vendredi 20 octobre à 19h amphithéâtre 6 Palais des Universités rue Général Marchand, près de la place Verdun. Projection du film «Le Larzac, un pays qui veut vivre» avec la présence d'un paysan du Larzac.

45

MONTARGIS. Le comité Larzac rassemble sur Montargis le PS, le LCR, le MAN, la CFDT, le MRJC et la FEN. Pour soutenir le Larzac une trentaine de personnes sont inscrites pour un jeûne public de un, deux ou quatre jours du 25 au 30 octobre. Le 25 octobre une soirée d'infos Larzac avec le 27 octobre du théâtre avec «La Sœur du Soleil» par le théâtre du Galion de Nantes, et le 28 octobre dans l'après-midi avec tracteurs, moutons etc... Rendez-vous sur la place du Pâtis samedi 28 à Montargis. Pour contact: 20, rue du Dervidat 45200 Montargis Tel 38/93 13 73.

47

LOT ET GARONNE. Le groupe des Amis de l'Arche de Lot et Garonne tiendra un jeûne public de soutien aux paysans du Larzac au temple de Fumel le samedi 28 octobre. Venez nombreux nous rejoindre ou vous informer.

54

NANCY. Manifestation de soutien aux paysans du Larzac, rassemblement prévu le 28 octobre à 15h sur la place Thiers à Nancy. Organisation: comité Larzac de Nancy c/ M.A.N. 54, rue de la Hache 54000 Nancy.

59

LILLE. Amis de la région lilloise et des alentours, rendez-vous à la MJC de Fives le 28 octobre à 20h pour la grande fête de soutien aux insoumis et aux paysans du Larzac. Il y aura musique, théâtre, expositions, de l'ambiance et des débats.

MAUBEUGE. A l'initiative du PSU Amis de la Terre, MDPL et Azimut (groupe Tiers Monde) vient de se créer sur l'Avesnois un Comité «Gardons le Larzac». Des contacts vont être pris avec les partis et syndicats afin de créer cette unité populaire, indispensable pour mettre en échec le pouvoir. Ce comité tiendra une réunion publique le 31 11 salle Kalitz Hautmont 20h30. Pour tout contact: Larose Christian 20 place de la Concorde 59600 Maubeuge.

68

DANS LA VALLEE DE MASEVAUX, le 28 octobre, manifestation de soutien au Larzac où l'armée cherche à acquérir des terres pour les stériliser en les transformant en terrain de manœuvres.
- Cortège de voitures entre les villages, marche à travers les villages avec distribution de tracts-informations-discussions.
- Départ 14h30 à la zone industrielle

de Pont d'Aspach entre Pont d'Aspach et Guevenheim.
- Le soir à 20h au CCL de Masevaux, projection du film «gardarem lo Larzac» Débat-stand.
Comité Larzac J et MF Ribstein 78 rue du Damborg 68100 Mulhouse tel 46 58 35.

71

LARZAC MACON. Les paysans du Larzac lancent un appel pour une journée nationale de résistance le 28 octobre. Le comité Larzac de Maçon propose une réunion lundi 23 octobre à 20h30, MJC Bioux. A l'ordre du jour préparation de la journée du 28 qui se déroulera comme suit: 15h meeting à la salle Gambetta. Comité Larzac de Maçon Léger 23, rue de la Boucle Charnay.

74

ANNECY. Samedi 28 octobre journée en soutien au Larzac à Annecy. Débat à la salle Pierre Lamy 20h30 organisé par le MAN avec Philippe Boucher auteur du «Ghetto judiciaire» qui présentera son livre à la Bise Noire le samedi après midi. Organisation pour un jeûne collectif de soutien.

HAUTE SAVOIE. Le comité Larzac d'Annemasse, vallée de l'Arve, organise une réunion-débat avec un paysan du Larzac le vendredi 20 octobre au Foyer des jeunes travailleurs d'Annemasse à 20h45, après une rencontre avec la municipalité et la presse qui aura lieu à 18h. Durant la fête de la quinzaine commerciale, un défilé de moutons qui n'est pas passé inaperçu, a rappelé aux Annemassiens que le Larzac de n'était pas fini. Signer les pétitions qui seront adressées à notre député. M Aucher 50/37 71 31 HB, M Dehen 38 45 59.

75

COMITE LARZAC PARIS 14, rue de Nanteuil 75015 Paris. Suite à la signature par le Préfet de l'Aveyron des arrêtés de cessibilité pour deux communes du Larzac, la lutte du Larzac vient de rentrer dans sa phase décisive. Afin de développer différentes actions pour riposter au Gouvernement de nombreux comités Larzac sur la région Parisienne se créent:

- 5ème Librairie Occitane «La Bèluga» 5, rue d'Assas, lundi 20h30.
- 9ème Comité Larzac «Artisans du Monde» 20, rue de Rochechouart Madi 21h.
- 11ème AGECA 117, rue de Charon ne lundi 20h.
- 14ème 32, rue Raymond Losserand lundi 18h30.
- 18ème Gilles Lemaire 4, rue de Suez lundi 20h.
- La réunion générale sur Paris est: CEP 33, rue Linnée dans le 5ème mercredi 20h, et les permanences tous les soirs 14, rue de Nanteuil 18-20h tel 531 43 38: A cette même adresse un jeûne tournant de protestation est préparé pour après la manifestation nationale du 28 octobre. Solidaire des paysans du Larzac nous continuerons jusqu'à l'abandon du projet d'extension. Inscription 14, rue de Nanteuil, nous donnerons une réponse précise à chacune de vos lettres.
- Essone. Jean Guirard 20, résidence du Parc lundi 20h.
- Hauts de Seine. 1 rue du 11 novembre Colombes jeudi 19h30.
- Villeneuve st Georges, Foyer Jean Cateau rue Carnot mardi 20h30.
- Seine St Denis, groupe écologique MJC d'Orgefont rue de la Sté St Médard Epinay.

MANIF LARZAC PARIS 4 lieux de réunion:
- place de la République,
- Esplanade Montparnasse,
- Grands Magasins bd Hausmann,
- Métro Barbès,
pour une marche convergente sur Beaubourg.

28 octobre, sit-in devant Beaubourg à 17 heures. Il y aura des paysans. Animation avec des chanteurs occitans entre autre.
Rendez-vous à 14 heures pour ceux qui veulent venir à vélo sur l'esplanade Montparnasse.

78

JEUNE. M'étant engagé à participer au soutien des paysans du Larzac en jeûnant aussi longtemps que possible le noyau de base minimum 10 jours, et étant isolé du côté de St Quentin en Yvelines entre Versailles et Rambouillet, j'aimerais bien connaître

d'éventuels grévistes de la région, afin d'être ensemble. Ecrire Francis Cuny 1 square du Maine 78310 Maurepas, ou contacter Brigitte au 487 83 05 heures de bureau, qui transmettra.

89

AUXERRE. Première réunion du Collectif Gardons le Larzac d'Auxerre le samedi 28 octobre à 20h30 salle Soufflot à Auxerre. Collage d'affiches sur le refus 3% de l'impôt le vendredi 27 octobre à 20h30. Rendez-vous chez Philippe Héraud 52, rue des Montardoires 89000 Auxerre tel 86/51 33 72.

92

ON A MARCHÉ SUR LE LARZAC Montage audio-visuel réalisé par une équipe de randonneurs de l'IFP. Pour présenter leur montage les réalisateurs sont prêts à se déplacer en région parisienne, voire exceptionnellement, ailleurs. Contacter Benjamin de Jekhowsky Le Monastère 92410 Ville d'Avray tel 709 56 49.

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT de la part du Groupe Etienne de la Boétie (Fédération anarchiste). Monsieur le Président, C'est avec indignation que nous apprenons le décret de cessibilité par lequel les paysans du Larzac se trouvent dépouillés de leurs biens, au profit de la plus néfaste et de la plus parasitaire des institutions. Nous nous élevons contre cette mesure médiévale dont le retrait ne serait qu'une tardive mesure de justice. Avec le regret de voir la réaction toute puissante, et le pays mené par ses soins à la ruine, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à nos sentiments d'hommes libres.

Alternatives

CENTRE DE RENCONTRE «La Bonne Nouvelle». Le programme du stage d'information sur «les fondements de la Santé et la pratique du Jeune» est organisé de manière telle qu'il soit possible de n'assister qu'à certaines journées ou certains exposés. Tous les renseignements pratiques concernant ce stage peuvent être obtenus en écrivant (avec enveloppe timbrée pour la réponse) au Centre de Rencontre «La Bonne Nouvelle» 7, Burnington 4080 Werbomont Ferrières, tel 086/43 35 93.

COOPECOLOGIE 14, rue du Général Beuret Paris 15 tel 828 00 84, pour consommer mieux, pour dépenser moins, pour communiquer plus.

UN JOURNAL DE QUARTIER. Le «Quinzimard», fait par et pour les habitants du 15ème arrondissement redémarre, mais a besoin de renfort. Si vous habitez le 15ème et si vous voulez participer à l'élaboration de ce journal de quartier, prenez contact avec l'équipe en écrivant au Quinzimard BP 130 75723 Paris Cedex 15, ou en passant à la permanence chaque vendredi à 19h 30 60 rue des Morillons Paris 15ème.

ECOLE PARALLELE ET KEPHIR Sur la Rochelle ou dans les environs, qui serait intéressé par les écoles parallèles. Il n'y en a pas dans le coin. On est pas prof, on n'a pas tellement de fric, mais on aimerait bien en discuter. Et aussi cherche quelqu'un susceptible de m'indiquer la recette du képhir et où je peux me procurer la mère nécessaire à sa fabrication. Fanny Medsamer 63 bis av Jean Guiton 17000 La Rochelle.

ECOLOGIE PRACTIQUE c/° Amis de la Terre rue du Wad Billy 57 Metz. Préparation d'un journal d'écologie pratique/appliquée, nous recherchons collaborateur (trice) tout domaine agricole, jardinage, bouffe, tuyaux, ainsi que gens pour illustrer.

CHANTIERS. Les chantiers autogérés de Picardie ont besoin de quelques personnes pour reconstituer une équipe motivée sur un projet complet: vie de groupe, travail d'utilité sociale en autogestion et sans spécialisation. Actuellement construction de maisons pour des familles nombreuses mal logées, possibilité d'activités annexes à développer et à créer, engagement politique: luttés contre les injustices sociales et présence dans toutes les luttés anti-capitalistes, anti-militaristes, et pour un socialisme autogestionnaire. Contact rue du 41ème RI St Christ Briost 80200 Peronne.

COMMUNAUTE. Nous sommes une femme et un homme 27 et 32 ans, qui avons vécu le goulag matrimonial et nous avons enfin pris conscience de la nécessité de surmonter nos blocages. Pour cette raison nous voudrions connaître d'autres gens, réellement motivés pour faire leur révolution dans leur tête et avec leur corps, pour discuter d'un projet de vie communautaire ayant pour bases théâtre émotionnel, libre sexualité pour déboucher sur une création collective et l'épanouissement individuel. Nous habitons en banlieue Sud de Paris. Tel à Roland 075 32 38.

TELEPHONE. Allo... Santé naturelle 255 50 41. Conseils de diététique et d'hygiène sur répondeur. Mardi, jeudi, samedi.

COOPERATIVE. Recherchons toutes personnes intéressées par la création d'une coopérative artisanale à Paris. Tel 557 01 55.

Papiers

CONTRE INFO. Enveloppes de contre information. Depuis février 1974, 2 millions d'enveloppes étiquées ont été diffusées. L'accroissement des commandes (environ 75 000 par mois actuellement) en même temps que la diminution du nombre des participants (et de leur temps libre) à l'association L I R nous obligent aujourd'hui à cesser la diffusion. Plusieurs appels à l'aide auprès des militants de la région de Tour ont été sans réponse. La diffusion de la contre-information ne doit pas mourir! Sa survie peut dépendre de vous. Que celle, celui ou ceux qui pensent pouvoir prendre le relais nous contactent à l'adresse suivante: L I R (Lutte pour une Information Réelle) «Vilmer» Vernou sur Brenne 37210 Vouvray.

LE PONT ENCORE PLUS LONG. Le Pont (journal écologique) voudrait: augmenter ses pages, diffuser dans tous les kiosques, rentrer de nouvelles rubriques, changer de présentation. Pour ce faire il lui manque 70000 F qu'il aimerait emprunter à des lecteurs pour fin 78. Prendre contact à BP 95 70200 Lure.

BOUQUIN SECTES. Pour financer mon prochain livre sur la «grande muette» et les conséquences burlesques d'une désertion à l'intérieur en temps de paix, je bazarde mon premier livre «Pionnier du nouvel âge», témoignage d'un ancien adepte de la trop fameuse secte Moud... A vingt francs pièce port et emballage compris. Bernard Magnouloux 26140 Andancette.

ALLONZ'ENFANTS. L'équipe du journal Allonz'enfants reprend du service pour la troisième année. «Nous nous occupons d'antipsychiatrie, de luttés de femmes, de luttés écologiques... Ce numéro est un spécial paresse, on parle aussi du nucléaire, de la publicité, d'une rencontre du troisième trip, des poèmes et des infos. Tout ça pour la modique somme de 3,60F en timbres ou autrement, à envoyer à Jean-Pierre Levray Tour Aouvière 88 76800 St Etienne du Rouvray.

FICHES ECOLOGIQUES. Pour les bricoleurs et militants de tous poils les fiches écologiques viennent d'éditer la recette de l'encre de duplicateur ou de sérigraphie, pour les détails écrire avec une enveloppe timbrée en demandant la fiche «encre d'imprimerie diverses». Fiches Ecologiques Vingrau 66600 Rivesaltes.

MOUVEMENT ECOLOGIQUE. Affiche contre la centrale de Nogent sur Seine (déjà connue) en vente au 65, bd Arago 75013 Paris, par 10 et plus, groupes adhérents 30c pièce, groupes non adhérents 40c pièce, à l'unité 1F. Prévoir frais de port en plus (au moins 15%).

LE PAYSAN ETRANGLE «At Pagan Gwasket» 29260 Lesneven, dont le premier numéro est paru. Nous attendons votre courrier: dessins, critiques, articles, injures, suggestions, dons en espèces ou en nature, petites annonces.

LE QUART MONDE. Deux millions de personnes en France comprennent: une majorité de familles françaises dont des familles gitanes ou d'origine batelière, et des familles d'origine étrangère, déracinées et ayant rejoint en une ou plusieurs générations, le sous-prolétariat. 1979 année internationale de l'enfant, cartes de vœux, livres, commandes à adresser à ATD Editions Science et Service 33, rue Bergère 75009 Paris tel 246 81 95.

REINTRODUISONS LE LYNX. Les Jeunes Pour la Nature de Strasbourg diffusent un très bel autocoll-

insurgés

lant (tête de lynx sur fond vert, diamètre 10 cm) Ecrire à Ulrich Bruno 1 rue du Fleckenstein 67800 Hoenheim. Prix 3F l'unité, 2,50F par plus de 10, payable si possible à la commande.

UNE AFFICHE éditée par le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération Anarchiste est en vente au pris de 1F l'unité, ou 0,50F si plus de 10, port non compris. Commandes à Publico 3, rue Ternaux Paris 75011 CCP Publico 11289 15 Paris.

DU MOUVEMENT. Sortie de presse d'un numéro spécial de La Revue Nouvelle: «Ecologie. Des mouvements en mouvements». La Revue Nouvelle av Van Volxem 305, 1190 Bruxelles.

Kultur

LA PAGODE. La 7ème section du PSU apprend le licenciement collectif de l'équipe qui a animé et programmé le cinéma la Pagode depuis trois ans. Le fait est important non seulement par l'intérêt de sa programmation original mais aussi parce qu'il démontre une nouvelle fois les difficultés de l'Art et Essai indépendant face aux grands circuits. En effet seule la société Gaumont est sur les rangs pour une éventuelle reprise de la salle. Il fallait donc faire table rase et licencier le personnel en place!!

L'ENVERS DU NORD. Jusqu'au 29 octobre le Centre Pompidou Beaubourg accueille à Paris une exposition présentée par l'Office Culturel Régional: «Réalités culturelles du Nord Pas-de-Calais, l'autre visage d'une région».

THEATRE 1848. La République de Pierre Dupont. Une originale création de théâtre musical conçue, mise en scène et interprétée par Christian Capezone. Pierre Dupont l'auteur «Des Boeufs» chante une dernière fois, avant de sombrer définitivement dans la pauvreté, l'oubli et l'alcoolisme, les grands moments d'histoire qui lui reviennent en mémoire. Au Prologodyte 74, rue Mouffetard à partir du mercredi 25 octobre, tous les soirs à 20h, sauf dimanche et lundi.

ANIMATION. Secteur chanson de la maison de la culture de Bourges, propositions de spectacles et d'animations pour la saison 78/79. La Maison de la Culture de Bourges est actuellement la seule en France à avoir en son équipe un animateur chanson: Alain Meilland, et à proposer avec lui un travail de diffusion, d'animation et de création autour de la chanson. Le Printemps de Bourges tournées du 1er octobre au 20 novembre, prix 3100F plus 2F du km depuis la ville précédente. Les Travailliers de la Nuit: pièce de théâtre musical créée au Printemps de Bourges, texte de Maurice Frot, mise en scène d'Alain Meilland, période de tournée janvier-février 1979. Alain Meilland S/C Madeleine Rousseau Maison de la Culture place André Malraux 18021 Bourges cédex tel 24 82 22.

SOIREE FOLK. La Maison des Jeunes et de la Culture de St Ouen l'Aumône et le Centre d'Animation Culturel de Cergy-Pontoise vous proposent le Samedi 21 octobre à 21h, une soirée folk avec le groupe «Géranium». Du folklore alsacien du meilleur cru par les accompagnateurs de Roger Siffer.

THEATRE. «La Brise-l'Ame» de Robert Poudrou par le théâtre du Regard, mise en scène de Gilles Atlan, musique Mico Missim, décors Gilles Atlan, au théâtre Daniel Sorano de Vincennes (grande salle) du 26 octobre au 10 novembre, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis à 21h, matinées le dimanche à 18h.

PERCUSSIONS VOCALES. Antoine Tomé, les méandres du son, vendredi 27 octobre à 21h à la Maison des Jeunes et de la Culture 22, quai de Seine 78500 Sartrouville.

PAS D'ECOLE. Le théâtre de la Gaité Montparnasse (26 rue de la Gaité) a le plaisir de vous présenter «Le pays des galipettes», spectacle pour enfants, en matinée à partir du 25 octobre, tous les mercredis à 14h30, et les samedis à 15h. Prix des places collectives 8F, adultes 15F, enfants 12F.

CENTRE MANDAPA 6, rue Wurtz Paris 13ème. Le 25 octobre 15h: conte pour enfants, Monsieur le Soleil et Madame la Lune. Le 26 octobre 21h: concert Jean Yves Chetail, musiques et chants traditionnels populaires ou sacrés.

Divers

ASSOCIATION A BUT SOCIAL pour construction de maisons, aurait besoin de filles ou gars tout âge, logé, nourri, possibilité d'être rémunéré, 6h travail par jour, 5 jours par semaine, durée plusieurs mois. Ecrire à Le Roux A.C.L.O. rue du 41ème R.I. St Christ Briost 80120 Peronne.

CHERCHE CONTACT. J'ai 25 ans, j'ai une petite fille de 6 mois, je suis végétarienne, je vis depuis 3 ans en montagne. J'aimerais y vivre avec une fille (avec ou sans enfant) pour nous réaliser complètement en harmonie avec la nature. Tout est prêt, j'attends une compagne pour réaliser ce projet. Ecrire à Annie Vallée St Hilaire 91780 Châlo St Mars.

VACHER SCULPTEUR. Cherche boulot dans ferme maraîchère, ovins, bovins lait ou encore chez un sculpteur sur bois. Je réponds à toutes les propositions, merci. Jacques Romain Villers Stoncourt 57530 Courcelles Chauussy.

ORDURES DE TOUS POILS. Je cherche tout renseignement concernant les ordures (dépôts, législation, recyclage, incinérateurs, etc...), sous forme de documents écrits et photos ou de référence de bouquins, articles, expériences diverses. Ecrire à Lény au Journal. Merci.

MIAM MIAM. Pain d'épices au miel, fabrication artisanale. Envoi domicile colis de 5kg à 18F le kg francs de port, pour groupes et coop. Echantillon gratuit sur demande. Fabre. La Blacherette 07140 les Vans.

JE VEUX DU BRUIT. Cherche renseignements sur le bruit et ses conséquences sur l'environnement (projet d'aéroport international à Phalsbourg 57370) Connaissez-vous le prix d'un appareil à mesurer les décibels? Jean Paul Sublon 34, rue de l'école Trois Maisons Phalsbourg Tel (87) 07 20 16.

ON A FROID. Qui nous donnerait ou nous vendrait un cuisinière bois ou charbon en état de marche qui nous permettrait d'avoir un peu plus chaud et de faire notre bouffe? Merci G et M Gaulin deau 4, rue des Belges 94480 Ablon/Seine.

BOULOT. Cherche boulot en Lozère, Aveyron, Jura, Cantal, soit dans une petite imprimerie (je suis sérigraphe), soit dans une petite entreprise de maçonnerie-bâtiment (j'ai quelques notions et j'aime ça). Condition: au minimum logé et nourri, écrire à Christine Guérin 13, rue du Sauvage 13200 Arles.

CHERCHE POTIER voulant bien m'apprendre son métier, dans le département du Gers où j'habite, ou dans la ville de Pau où j'étudie. Ecrire à Jean-Luc Dubedat Fusteroarau 32400 Riscle.

ALAIN tu habites Créteil, tu travailles dans l'informatique, je crois que j'ai rencontré à Paris fin août tu revenais de Perpignan. Je voudrais t'écrire mais je n'ai pas ton adresse. Serge Boudin la Ville Chapet Ploufragan 22000 St Brieuc.

CONTACTS. Je suis depuis octobre à Port Mort et je cherche à prendre contact avec un groupe écologique bossant sur Gaillon et les environs. Ecrire Dominique Pivron Ap2 Centre René Durant, Port Mort 27600 Gaillon ou tel 52 60 04 de 9 9 19h.

MA CABANE AU CANADA. Désirant construire maison ou cabane en bois, cherche personnes pouvant me donner des idées de réalisation. Monnet P.H «Baubier» 23 Royère en Vassinière.

VILLAGE COMMUNAUTAIRE. Cherchons dans village abandonné, maison à louer 6,7 pièces avec dépendances pour atelier menuiserie, plus grande surface cultivable en vue de former un village communautaire. Ecrire à Gérard et Françoise Pouzet «La Bruyère» Toulon S A 03400 Yzeure.

ANPE. Educateur cherche renseignements sur postes libres «enfance inadaptée» régions pyrénéenne. Merci. H. Berger 11 rue Branly 59200 Tourloing.

PARIS C'EST FINI. Je cherche quelqu'un qui peut m'offrir le gîte, le couvert à la campagne contre tout ce que je peux faire avec mes deux bras à partir du début décembre. Merci. Ecrire à Jean Van Nieuwenhuysse 3 allée des pensées 93140 Bondy.

LE BUS ANGLAIS avec Philippe, Patrice et d'autres, je crois que je vous ai vu en dehors d'Avignon milieu juillet? J'aimerais vous revoir, avoir des nouvelles, écrivez à Lesley (fille anglaise rencontrée à Orange en 76) chez Monique Carrière 54, rue du Portillon, St Cyr/Loire 37100 Tours.

EMBAUCHE. Le WISE, service international anti-nucléaire propose: - une embauche temporaire, début novembre, d'une personne francophone connaissant l'anglais et si possible l'allemand, pour aider au bouclage du troisième numéro du journal «Wise»; - une embauche à partir de 1979 d'un secrétaire francophone permanent qui s'éta lirait à Amsterdam et qui aurait plus que des notions d'anglais (et d'allemand si possible) et des connaissances nucléaires (et anti). Les propositions concernant ces deux postes sont à faire parvenir à: Wise, 2° avenue, Weteringplant-soen 9, Amsterdam, Pays Bas. Nous rappelons aux lecteurs que la GO est partie-prenante et membre actif du Wise.

Larzac bis

A ALBI aura lieu un jeûne collectif de trois jours vendredi 27 au dimanche 29, pour demander l'abandon pur et simple du projet d'extension du camp. Une manifestation et un meeting se tiendront le samedi 28 octobre. Rassemblement à 15h devant le théâtre.

Pour faire connaître la Gueule Ouverte, pour qu'elle s'ouvre encore plus vers les minorités de tout poil, demandez à la diffuser. Vous la vendez 5 F pièce et vous gardez 2 F pour vous ou votre groupe.

Demandez les renseignements à Pierre, service diffusion, La Gueule Ouverte, St Laurent en Brionnais 71800 La Clayette.

02

INSOUMIS TOTAL. Christophe Portemer a été transféré au camp d'avours (72000 Le Mans) où il fait la grève de la faim depuis le 8 octobre. Un comité de soutien s'est constitué à St Quentin. J. Leroy Chemin Vallée Ducastelle 02100 St Quentin.

21

FRANCIS CASTELLA Ste Colombe sur Seine 21400 Chatillon sur Seine. Suite à mon procès du 3 octobre où j'étais poursuivi pour insoumission à l'ONF, je viens d'apprendre aujourd'hui «d'heureux» verdict: 8 jours de prison avec sursis.

25

MICHEL TIRELLI Echenans sur l'Étang 25200 Montbéliard. En apprenant les dernières nouvelles émanant du Larzac, j'ai décidé de renvoyer mes papiers militaires en soutien aux paysans.

34

LE COMITE DE SOUTIEN aux luttes de soldats, objecteurs, insoumis vu la répression toujours croissante: procès de Guy Guyot, renvoyeur de livret, le 6 novembre à Montpellier, journée nationale pour le Larzac le 28 octobre, doit continuer de façon très active son boulot. Plusieurs propositions nécessitent un maximum de participants. Rendez-vous tous les jeudi à 18h30, la Gerbe, Montpellier.

59

INSOUMISSION. antimilitarisme: antimilitaristes passés, présents, et futurs de la région lilloise et des départements avoisinants, il est temps de se rencontrer pour relancer de façon active le travail sur toute la région en cherchant à développer des formes d'action originales et propres à toucher un plus vaste public. Une permanence a lieu tous les jeudis à 20h30 au 51, rue de Gand à Lille. Si vous ne pouvez vous y rendre, contacter Colomarin chez Munro 38, rue de Fiers 59000 Lille-Fives.

69

ANDRE MEUNIER. Arrivé à la caserne le vendredi soir, le lieutenant fait courir André tout autour de la

caserne car il n'obéissait pas aux ordres. André Meunier, de la XIIème Compagnie vers Fribourg a commencé une grève de la faim car il refuse d'être soldat et de faire son service. Il ne mange plus depuis le 8 octobre. Un extrait de sa dernière lettre: «Tous les brigadiers m'ennuient en me posant des questions et me harcelant sans arrêt. Le lieutenant m'a dit: tu as tort de ne pas essayer de te corriger...» Ecrivez-lui nombreux pour le réconforter et le soutenir dans son action. Envoyez aussi des lettres recommandées avec accusé de réception, en forme de pétition au capitaine de la XIIème Compagnie pour qu'il libère André. XIIème Compagnie 4ème Section S.P. 69071/B.

75

VIVE L'ARMEE. La porte, c'est comme la gueule, ça se ferme. Une phrase que nous entendons constamment à l'armée. Voilà à quel niveau l'homme se trouve placé. Cette répression s'exerce quotidiennement puisque le chantage à la «perme» est le moyen le plus efficace d'ancêtre toute tentative d'expression. C'est pourquoi, nous, chasseurs du 6ème BCA, avons décidé de réagir pour dénoncer l'état d'esprit que fait régner un tel système. Or, les droits de l'appelé sont contenus dans les textes notamment le règlement de discipline Générale des Armées et le règlement du service intérieur. Pour se les procurer, il suffit de les commander à Charles Lavauzelle 25 quai des Grands Augustins 75006 Paris (13F).

LA FEDERATION ANARCHISTE organise le vendredi 27 octobre à 19h à la République une manifestation antimilitariste. La Fédération Anarchiste compte ainsi marquer son soutien à tous les insoumis, objecteurs, déserteurs et notamment à deux de ses militants Bernard André (passant en procès le 30 octobre au tribunal correctionnel de Bobigny) et Philippe Gosselin en butte à la répression militaire. Elle appelle tous ses sympathisants et tous les antimilitaristes à manifester leur solidarité, et leur opposition à toute armée bourgeoise ou populaire.

PHILIPPE GIROUD. Comme nous l'avons annoncé lors de votre conférence de presse à Paris. Nous avons constitué un comité de soutien à Philippe Giroud. Nous appelons à une réunion du comité de soutien jeudi 26 à 18h 46, rue de Vaugirard.

REUNION D'INFORMATION. débat-action jeudi 26 à 18h 46, rue de Vaugirard 5ème, en vue de la constitution d'un groupe antimilitariste sur Paris Sud. CJO Paris BP 103 75522 Paris cédex.

77

VENEZ-Y. Nous sommes quelques-uns à avoir créé un groupe écologiste et antimilitariste pour essayer de faire quelque chose ensemble. Alors Seine et Marnais antimilitaristes, objecteurs, antinucléaires et contestataires de tous poils, contactez-nous. Ecrivez au Clan BP 4 Chaumes-en-Brie 77390 Verneuil l'Étang.

91

KLEBER NEDELLEC 33, rue Jules Verne 91270 Vigneux. Insoumis depuis trois ans, je suis rentré en France en juin dernier et ne cesse depuis de repousser la date d'affrontement avec mon problème. Aujourd'hui je vais à la mairie faire une demande de passeport qui me sera purement refusé, j'irai donc me présenter à la gendarmerie où je ferai opposition au jugement rendu par défaut l'année dernière. Mis aux arrêts de rigueur j'entamerai une grève de la faim jusqu'à mon procès en soutien à tous les insoumis. Je compte sur votre soutien.

TRAIN BRUXELLES-VARSOVIE. On était une quarantaine, de plusieurs pays réunis à Dijon le week-end du 1er octobre, on se connaissait déjà avec les marches antimilitaristes qu'on fait depuis 3 ans. Après un bilan sur nos actions 78 (Espagne Sardaigne) on a embrayé sur le projet 79. Un train qui souderait la contestation antimilitariste des deux blocs, en s'opposant entre autre aux deux traités militaires face à face l'OTAN (signé à Bruxelles) et le traité de Varsovie. D'où l'idée (générale) de ce train, avec des étapes dans plusieurs villes à l'Ouest et à l'Est. Mais cette fois pas question d'improviser: si on peut passer (négociations en cours) c'est en février qu'on doit arrêter la liste des «voyageurs», un train complet c'est pas si simple. Notre prochaine réunion aura lieu à Mulhouse le week-end du 25-26 novembre. Pour avoir le compte rendu du week-end envoyer enveloppe timbrée à Toto Belkerine chez Lormeau 4, place Laganne 31000 Toulouse.

85

Alain Hayes, déserteur est en grève de la faim depuis le 15 octobre. Vous pouvez écrire au juge d'instruction du TPFA de Rennes, Quartier Foch, boulevard de la Tour d'Auvergne 35 995 Rennes Armées pour demander sa libération. Manifestation mercredi 25 octobre devant le TPFA à 17 heures.

**170F à 250F selon vos revenus.
180F minimum pour l'étranger.
150F collectives. 100F cas
sociaux patentés, chômeurs, ob-
jecteurs, insoumis, taulards.**

Chèque bancaire ou postal à l'ordre: Editions Patatras, Bourg 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)

NOM.....PRENOM.....
ADRESSE.....
CODE POSTAL.....
VILLE.....

Sortir de l'impasse antinucléaire

Pour sortir de l'impasse, le mouvement anti-nucléaire ne doit-il pas pratiquer une politique d'ouverture aux forces politiques et syndicales ? Un débat fondamental amorcé au forum international de La Hague ces 21 et 22 octobre ...

A La Hague, comme dans toute assemblée anti-nucléaire, les débats ont débuté par la mise en commun des expériences locales. Les témoignages étrangers furent, de ce point de vue, attentivement suivis, en particulier celui d'un Australien qui mit l'accent sur le rôle des syndicats dans la lutte contre les mines d'uranium. Mais, très vite, l'aspect « ancien combattant » pris le dessus, occultant l'impasse dans laquelle se situe aujourd'hui le mouvement anti-nucléaire. Plus grave, ces satisfaits, ont entretenu pendant plus d'une journée l'illusion que le mouvement pouvait continuer sur ses bases actuelles. Ce n'est que le dimanche en fin de matinée que la question du lien avec les forces politiques et syndicales fut posée. Avec l'inévitable coupure entre ceux qui, se voulant radicaux, refusent par principe toute alliance avec les partis politiques, et ceux pour qui une telle alliance est nécessaire à la survie politique du mouvement. Ce qui n'empêcha pas un accord des analyses sur un point d'importance : la reconnaissance du fait que les modes d'organisation ne peuvent plus être pris pour de la stratégie. Mais le trait dominant de ce dimanche après-midi a tout de même été la prise de conscience, par la majorité des militants présents, de la nécessité d'un tel débat stratégique qui, pour l'heure, les dépassait un peu.

Rester autonome...

Mais rechercher une alliance avec les forces politiques traditionnelles ne va pas toujours sans problème. En ont témoigné, entre autres, les militants du CRILAN, lorsqu'ils se demandaient si une action commune en Basse Normandie avec la CFDT est possible si

celle-ci accepte la centrale de Flamanville. Question piégée dès lors que l'on ne s'aperçoit pas que le but d'une convergence pratique n'est pas l'intervention sur tous les fronts mais l'impulsion d'une recherche sur un projet énergétique pour la Basse Normandie (qui seul peut déboucher sur des luttes communes). Cette nouvelle approche a permis de mettre en valeur la nécessité d'une autonomie réelle du mouvement anti-nucléaire rendue actuellement possible dans le vide laissé par une gauche dont la problématique ne correspond plus au système de domination qu'elle exprime, entre autres, une politique énergétique pariant sur le « tout nucléaire ». Au delà des magouilles d'un monde politique contraint de tourner en rond, il a paru important à une grande partie des militants présents de travailler à une convergence entre les forces sociales qui veulent un autre type de développement ainsi que d'autres structures sociales.

... en sortant du ghetto

Les discussions du forum « retraitement » ont parfaitement illustrées ces propos, en dégageant la conclusion que la question même du retraitement est une mauvaise question. En effet, il n'existe pas de solutions techniques satisfaisantes pour la gestion des déchets, que ceux-ci soient retraités ou non (la vitrification ne permettant pas de donner une résistance de plus d'une centaine d'années). Il en résulte donc qu'un moratoire est, pour des raisons techniques, absolument prioritaire. Ce que le mouvement anti-nucléaire seul est incapable d'imposer, la gestion politique des problèmes qu'il a historiquement soulevés ne pouvant être son seul fait, même s'il doit en rester le moteur.

Dernier thème abordé au cours de ce trop court échange de vues stratégiques : celui de l'élargissement d'une pratique déjà ancienne d'actions ponctuelles communes des écologistes avec les syndicalistes. Les perspectives de formalisation de ces alliances locales au niveau national ont provoqué une certaine crainte dans un courant qui ne se sent pas encore assez sûr de son autonomie. Dans le même temps où, constatant l'état d'indécision et de non-cohérence des écologistes, la CFDT nationale estimait ne pas avoir à participer au débat sur les perspectives politiques. C'est sur ces deux constats que se sont quittés les participants qui, ne rentrant pas dans leurs groupes locaux les poches pleines de propositions concrètes, ne pourront pas donner l'illusion d'un avenir planifié. L'heure est à la réflexion sur les implications des analyses ébauchées durant ces deux jours, à l'expérimentation d'une convergence possible avec les forces politiques et syndicales, mais aussi, et cela apparaît comme de plus en plus indispensable, à la mise sur pied de coordinations régionales qui, seules, peuvent permettre à une réelle démocratie du mouvement de fonctionner. Du pain sur la planche donc pour les anti-nucléaires qui avaient un peu trop pris l'habitude de ronronner dans un petit monde de certitudes apaisantes.

Yves Lenoir (au téléphone)
Marc Thivolle

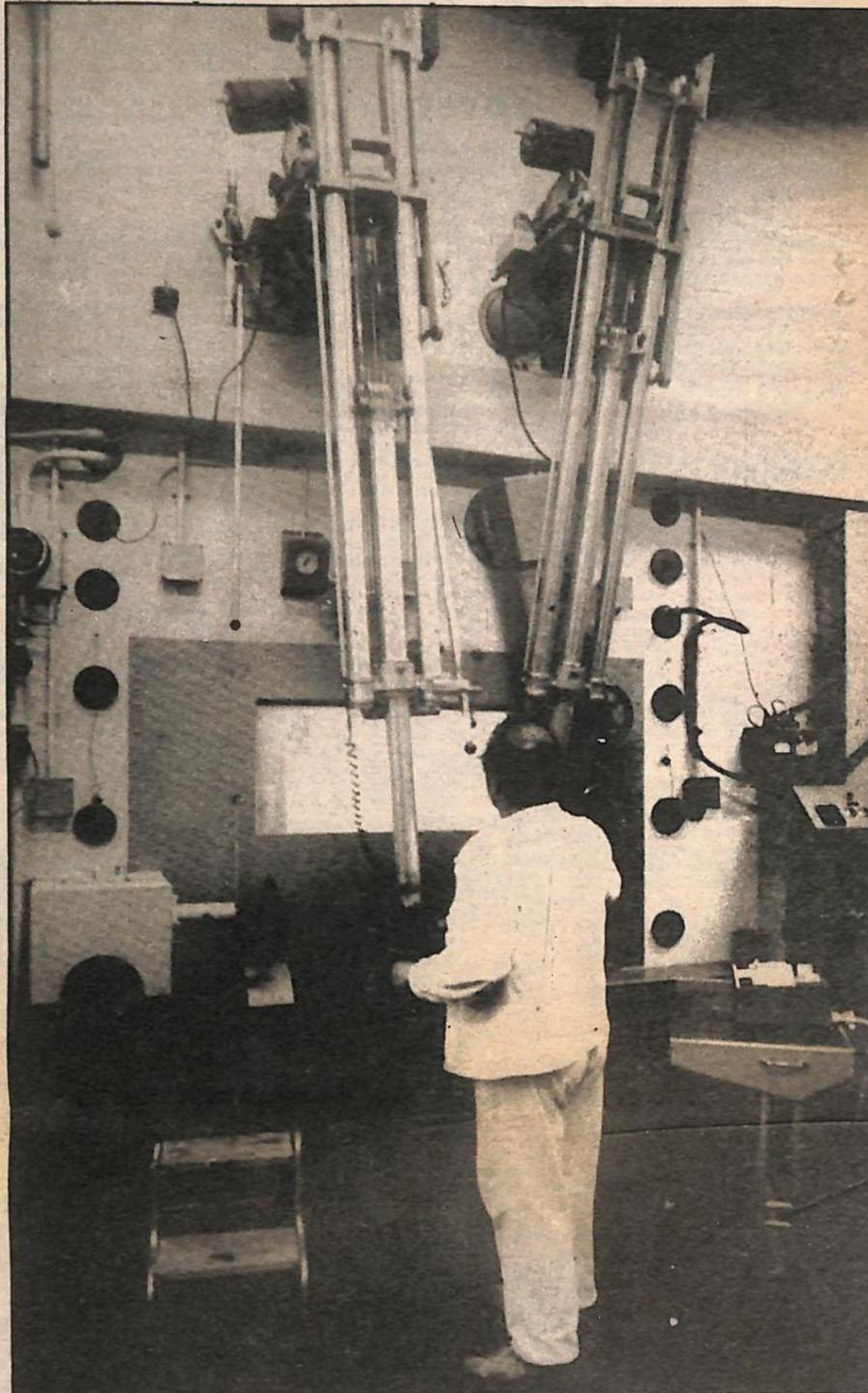


photo : Gilbert Uzan

Un « homme de ménage » de l'atome : « je n'y retournerai jamais ».

Les ouvriers de La Hague feront-ils de vieux os ? Cette question doit certainement empêcher de dormir les employeurs de la COGEMA (ex-CEA) qui envoient des intérimaires non-qualifiés se balader dans les zones à 1 000 rads. Notre confrère Ouest-France du 10 octobre dernier a rencontré un des « hommes de ménage » de l'atome. Voici un résumé de cette interview édifiante.

« Une société intérimaire m'a embauché. On m'avait dit que je serai laveur de carreaux, mais en fait on m'a mis tout de suite à la décontamination. Une formation de trois jours. Je ne savais rien. On frottait les endroits contaminés avec des petits cotons, comme une femme de ménage. Mais on arrive jamais à décon-

taminer complètement, alors on coule du béton dessus, c'est la seule solution. Une fois, l'aiguille de mon dosimètre est restée bloquée au maximum, à 200 millirems. J'ai jamais su quelle dose j'avais prise, j'ai jamais vu les résultats des analyses. D'ailleurs souvent, en cinq minutes de boulot, on a sa dose, on a son compte, si j'ose dire. Les soudeurs aussi font un travail terrible : un moment, dans un secteur, il y avait une radioactivité de 1 000 rads... »

Et puis un beau jour après cinq mois de travail, on n'a pas renouvelé le contrat de cet homme. Pourquoi ? Mystère. Il a demandé son dossier médical, qui lui a été refusé. Le journaliste lui demanda : « Durant ces cinq mois, comment vous êtes-vous senti sur le plan

psychique ? »

C'est sa femme qui répond : « Il était infect. Il avait un sale caractère. Je ne le reconnaissais pas. Il était complètement différent et tout le monde en pâtissait. Il était fatigué, irascible. On ne pouvait pas lui parler. Dès qu'il ouvrait la bouche, c'était pour parler de son travail. Plusieurs fois, il lui est arrivé de se réveiller la nuit, de s'asseoir sur le lit et de dire : « Il faut partir, il y a de la contamination ». Des cauchemars comme ça, il en a fait souvent ».

Et l'ex-employé de La Hague conclut : « Quand je suis rentré, je ne savais pas. Maintenant que j'y ai travaillé, je ne voudrais pas y retourner. Je n'y retournerai jamais... ».

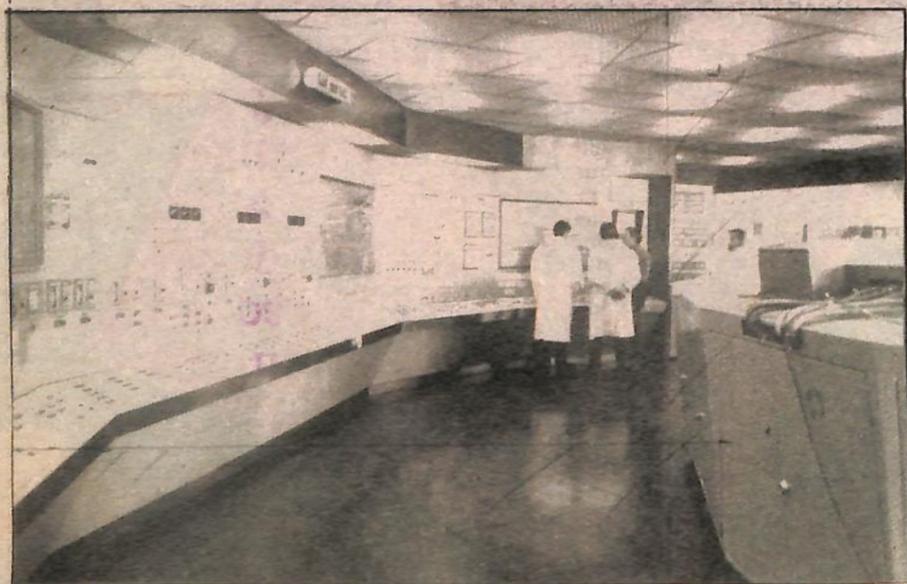


photo : Jean Gaumy